

UNIVERSITE DU QUEBEC

MEMOIRE

PRESENTÉ A

L'UNIVERSITE DU QUEBEC A TROIS-RIVIERES

COMME EXIGENCE PARTIELLE

DE LA MAITRISE ES ARTS (ETUDES QUEBECOISES)

PAR

JOCELYN MORNEAU

BACC. ES ARTS (HISTOIRE)

"INDUSTRIES RURALES, AGRICULTURE ET MONDE VILLAGEOIS:

LE CAS DE SAINT-ANTOINE-DE-LA-RIVIERE-DU-LOUP,

1831-1900"

Novembre 1988

Université du Québec à Trois-Rivières

Service de la bibliothèque

Avertissement

L'auteur de ce mémoire ou de cette thèse a autorisé l'Université du Québec à Trois-Rivières à diffuser, à des fins non lucratives, une copie de son mémoire ou de sa thèse.

Cette diffusion n'entraîne pas une renonciation de la part de l'auteur à ses droits de propriété intellectuelle, incluant le droit d'auteur, sur ce mémoire ou cette thèse. Notamment, la reproduction ou la publication de la totalité ou d'une partie importante de ce mémoire ou de cette thèse requiert son autorisation.

REMERCIEMENTS

J'aimerais d'abord exprimer toute ma reconnaissance à Messieurs Normand Séguin, directeur du Centre de recherche en études québécoises, et Serge Courville du Département de géographie de l'Université Laval et professeur associé au Centre de recherche en études québécoises, respectivement directeur et codirecteur de notre mémoire. Leurs encouragements soutenus et leurs conseils judicieux et éclairés m'ont permis de mener à terme cette recherche.

Je tiens également à remercier Monsieur Maurice Fournier pour sa lecture attentive du manuscrit et les géographes de la firme Géo Planning pour la réalisation des cartes. Enfin, je veux témoigner ma gratitude à Madame Mireille Lehoux pour son appui constant.

TABLES DES MATIERES

Remerciements.....	II
Table des matières.....	III
Liste des appendices.....	V
Liste des tableaux.....	VI
Liste des cartes.....	VII
Liste des sigles.....	VIII
Introduction.....	1
CHAPITRE I: Cadre d'analyse.....	5
Notes du chapitre I.....	14
CHAPITRE II: La formation de l'aire villageoise de Saint-Antoine-de-la-Rivière-du-Loup.....	16
1. L'agriculture.....	17
2. La mobilité géographique.....	25
3. Le monde villageois.....	29
Notes du chapitre II.....	43
CHAPITRE III: Les industries rurales.....	47
1. Eventail des industries rurales.....	50
2. La main-d'oeuvre.....	73
3. Evolution des industries rurales.....	78
Notes du chapitre III.....	89
CHAPITRE IV: L'entrepreneurship.....	95
1. Les manufacturiers.....	96
2. Les cultivateurs.....	107
3. Les marchands.....	114
Notes du chapitre IV.....	123

Conclusion.....	128
Appendices.....	132
Bibliographie.....	136

LISTE DES APPENDICES

I- Lieux de naissance des migrants de Saint-Antoine-de-la-Rivière-du-Loup, 1852.....	132
II- Question de méthode: délimiter l'aire villageoise.....	134

LISTE DES TABLEAUX

1- Nombre et répartition des occupants selon l'espace occupé, 1852-1891.....	20
2- Evolution de l'utilisation du sol (acres) et moyenne par occupant, 1852-1891.....	20
3- Les grandes productions (superficie en acres).....	22
4- Les grandes productions végétales (boisseaux et tonnes).....	22
5- Les grandes productions animales (nombre total et nombre moyen de têtes par occupant).....	25
6- Age et état civil des migrants, 1852.....	27
7- Professions des migrants, 1852.....	28
8- Population de l'aire villageoise, 1831-1891.....	35
9- Composantes de l'aire villageoise, 1831-1891.....	35
10- Classification des chefs de famille par grands secteurs d'activité.....	38
11- Ventes de bois de Lambert et Desrosiers (dollars).....	55
12- Débiteurs chez Lambert et Desrosiers.....	55
13- Débiteurs chez Desrosiers et Cie.....	63
14- Main-d'oeuvre dans les équipements de production, 1861 et 1871.....	75
15- Age, état civil et lieu de résidence des brodeuses, 1852 et 1871.....	77
16- Professions des chefs de maisonnée où demeurent les brodeuses, 1852 et 1871.....	78
17- Equipements de production, 1831 et 1852.....	79
18- Equipements de production, 1861 et 1871.....	82
19- Equipements de production, 1872-1900.....	84
20- Lieux de résidence (grandes régions) des créanciers et montants dus.....	87

LISTE DES CARTES

I- Saint-Antoine-de-la-Rivière-du-Loup.....	4
II- Le réseau routier vers 1830.....	31
III- Extension de l'aire villageoise, 1831-1891.....	33

LISTE DES SIGLES

ANQTR	Archives nationales du Québec à Trois-Rivières
BEL	Bureau d'enregistrement de Louiseville
BETR	Bureau d'enregistrement de Trois-Rivières
CGQ	Cahiers de Géographie du Québec
CL	Le Courrier de Louiseville
CM	Le Courier de Maskinongé
DBC	Dictionnaire Biographique du Canada
EL	L'Echo de Louiseville
ESJ	L'Echo de Saint-Justin
HS	Histoire sociale
JTR	Le Journal de Trois-Rivières
PL	Le Progrès de Louiseville
RHAF	Revue d'histoire de l'Amérique française

INTRODUCTION

Cette recherche sur la transformation du monde rural s'inscrit dans la foulée des travaux menés par des historiens du Centre de recherche en études québécoises sur la structuration de l'espace régional mauricien. Après des études portant sur des paroisses du premier front pionnier intimement liées à l'exploitation forestière (Saint-Stanislas et Sainte-Flore), nous nous penchons, pour notre part, sur une paroisse des basses terres de la Mauricie davantage articulée à l'économie fluviale, soit Saint-Antoine-de-la-Rivière-du-Loup.

En abordant les industries rurales, cette étude veut poursuivre une réflexion amorcée sur le rôle des activités non agricoles dans la Mauricie pré-industrielle. Jusqu'à présent, les efforts des historiens du Centre de recherche en études québécoises sur le sujet ont porté essentiellement sur le comté de Champlain dans la seconde moitié du XIX^e siècle. Leurs travaux ont montré que les activités non agricoles ont été un élément déterminant de la diversification des bases économiques et sociales du monde rural et de la transformation du paysage. Le même phénomène est-il observable dans les autres comtés de la région mauricienne? Atteint-il la même ampleur? C'est ce que nous examinerons à partir du cas de la paroisse de la Rivière-du-Loup.

Située en bordure de la vaste nappe d'eau qu'est le lac Saint-Pierre, Saint-Antoine-de-la-Rivière-du-Loup, à l'aube du XIX^e siècle, s'étend en profondeur jusqu'au piémont du socle laurentien. Elle est bornée à l'ouest par la paroisse de Saint-Joseph-de-Maskinongé, et, à l'est, par celle de Sainte-An-

ne-d'Yamachiche. La paroisse est arrosée principalement par deux rivières prenant leur source dans les Laurentides, la Grande et la Petite rivière du Loup.

La paroisse est peuplée dès la fin du XVIIe siècle. La croissance de la population y est constante tout au cours du siècle suivant, tant et si bien que dès le début du XIXe siècle, il y a débordement de la population vers l'arrière-pays. C'est ainsi que sont érigées les paroisses de Saint-Léon-le-Grand en 1805 et Sainte-Ursule en 1836.

Saint-Antoine-de-la-Rivière-du-Loup est l'une des sept paroisses détachées en 1861 du comté de Saint-Maurice pour créer celui de Maskinongé. Plus importante et plus populeuse que les autres paroisses, Saint-Antoine devient le chef-lieu du nouveau comté. En 1878, le village qui compte alors plus de 1,000 habitants est érigé en municipalité indépendante. Dès l'année suivante, la municipalité de village accède au statut de ville et prend le nom de Louiseville.

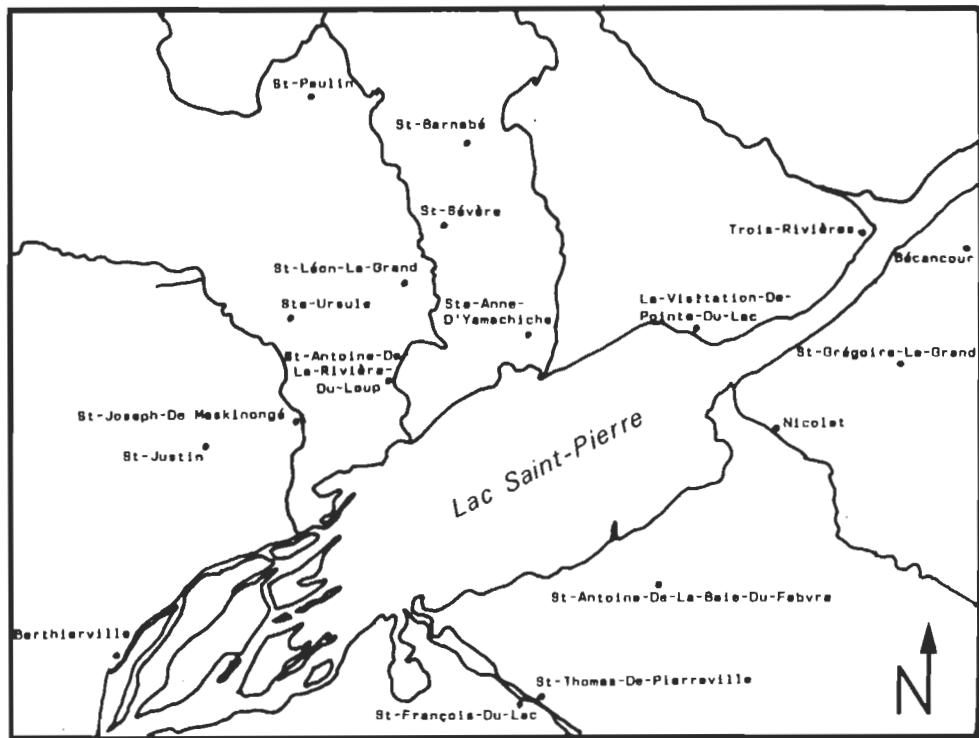
Cette ancienne paroisse de la frange fluviale a été particulièrement sensible à la montée et à l'évolution de l'économie de marché. Le phénomène de l'industrie rurale s'y est manifesté avec une relative force. Et la pénétration de l'économie marchande y a influencé les grandes orientations de l'agriculture. L'apparition des industries rurales et partant, l'émergence d'un entrepreneurship, le développement du village et la commercialisation de l'agriculture, autant d'aspects témoignant de la transformation du monde rural et sur lesquels nous nous penchons.

Les nombreuses facettes de notre étude ont nécessité l'utilisation de sources variées. Les plus importantes ont été les recensements décennaux du Canada (listes nominatives et données publiées), les archives de l'enregistrement et les archives judiciaires (les dossiers de la Cour Supérieure et les registres de déclarations sociales). Ont été utilisés comme sources secondaires les journaux régionaux d'époque, quelques greffes notariaux, les registres de l'état civil et le cadastre abrégé de 1861.

Notre mémoire comporte quatre chapitres. Dans un premier chapitre, nous exposons le cadre d'analyse de cette recherche. Après avoir esquissé un bref bilan historiographique sur l'étude des industries rurales en Europe et au Québec, nous présentons notre problématique. Dans un deuxième chapitre, notre attention se porte sur l'évolution spatiale et sociale du lieu où fleurissent un grand nombre d'industries rurales, soit l'aire villageoise, avec, comme toile de fond, les grandes tendances de l'agriculture de la paroisse au XIXe siècle. Un troisième chapitre est consacré aux formes industrielles, à leurs caractéristiques et leur évolution. Enfin, dans un quatrième chapitre, nous nous attachons à la dimension sociale des industries rurales: l'entrepreneurship. À travers l'itinéraire de quelques individus très représentatifs, nous tâchons de dégager quelques-uns des traits propres à l'entrepreneurship local.

CARTE I

SAINT-ANTOINE-DE-LA-RIVIERE-DU-LOUP



CHAPITRE I

Cadre d'analyse

Le rôle des industries rurales dans le processus de l'industrialisation a longtemps été mal évalué. Aujourd'hui, les petites entreprises ou ateliers d'avant la révolution industrielle jusqu'à la fin du XIX^e siècle¹ sont l'objet d'une attention particulière. Loin d'être les avatars de la fabrication artisanale ou les derniers soubresauts du capitalisme commercial, les industries rurales sont maintenant perçues comme les prémisses de l'industrialisation, un élément témoignant de la transformation du monde rural et l'une des clés de compréhension des rapports forts complexes villes-campagnes. C'est ce qui ressort des études régionales et locales sur le monde rural menées au cours des vingt dernières années. Ces études réfutent et battent en brèche les modèles théoriques reposant sur une conception téléologique de l'industrialisation élaborés par certains historiens, économistes et sociologues au cours des années 1950 et 1960.

Les premiers travaux sur les industries rurales datent de la fin du XIX^e et du début du XX^e siècle. Parmi les plus importants, retenons les écrits de Henri Sée et de Paul Mantoux. Ils y montrent comment les industries rurales qui mobilisent un nombre considérable de paysans préparent l'industrie capitaliste². A partir des années soixante, on assiste à un renouveau majeur de l'intérêt pour les industries rurales comme phénomène socio-économique complexe. Certains travaux parus alors font toujours date. Quelques-uns mettent en perspective les industries rurales et le type d'agriculture pratiqué. Joan Thirsk, par exemple,

constate qu'en Angleterre, les zones où se pratique surtout l'agriculture pastorale - où il y a impossibilité de donner du travail à toute la population active, contrairement aux régions de cultures céréalières - sont plus susceptibles d'accueillir des industries rurales³.

S'inscrivant dans la même veine, mais à une autre échelle - celle de l'Europe - mentionnons l'étude de E.L. Jones, pour qui l'amélioration des techniques agricoles et l'extension de l'écoumène agraire au XVIIe siècle ont accentué les différences entre les régions à haute potentialité et les régions à faible potentialité. Il en est résulté une spécialisation régionale et, consécutivement, une interdépendance des régions: alors que certaines s'orientent vers une commercialisation des productions céréalières, d'autres, moins favorisées, comptent sur les industries rurales et l'élevage⁴.

Enfin, soulignons les travaux des historiens allemands Hermann Kellenbenz et Rudolf Braun. Pour Kellenbenz, la période d'avant la révolution industrielle n'est pas aussi statique que plusieurs l'ont affirmé. Selon lui, une meilleure connaissance de la croissance économique européenne doit nécessairement passer par une étude des industries rurales. En s'attachant à la décrire, il montre l'importance et le dynamisme des industries rurales à l'époque moderne en Occident, en tenant compte des facteurs que sont les particularismes locaux, le contexte politique, les progrès technologiques, l'organisation commerciale et les problèmes de localisation. Les industries rurales, moins présentes dans les régions favorables à l'agriculture, sont fonction d'un lieu donné: l'industrie de la toile, par exemple, apparaît là où se cultive le lin ou le chanvre, l'industrie de la draperie là où on élève des moutons, etc.⁵. Pour sa part, Braun étudie les répercussions qu'a eues l'introduction des industries rurales sur la population de

la région de Zurich au XVIII^e siècle. Les observations de Braun portent surtout sur la cellule familiale. Il constate, entre autres effets, l'abaissement de l'âge moyen au mariage, le morcellement des exploitations familiales et la nouvelle perception des parents à l'égard des enfants (les parents, en quelque sorte, les considèrent dorénavant comme des pensionnaires qui rapportent un revenu)⁶.

Avec l'historien Franklin F. Mendels, l'étude des industries rurales s'engage, au début des années soixante-dix, dans une nouvelle voie. Celui-ci intègre les industries rurales dans une problématique plus large, le tout se profilant sur un fond de question démographique. Il en découle l'élaboration d'un nouveau concept: celui de proto-industrialisation. Les industries rurales et les petits ateliers dispersés jouent un rôle de première importance dans cet ensemble d'hypothèses que l'on nomme proto-industrialisation. Leur multiplication, combinée au développement de la production destinée au marché, transforme l'économie et l'espace agricoles en même temps qu'elle modifie les structures démographiques (abaissement de l'âge au mariage, accroissement du taux de natalité, baisse du taux de mortalité, amélioration des niveaux et des conditions de vie). En créant des liaisons commerciales, en favorisant l'accumulation de capital et en organisant des marchés, la proto-industrie agit "as part and parcel of the process of industrialization or, rather, as a first phase which preceded and prepared modern industrialization proper"⁷. Or, les régions proto-industrielles ne vont pas toutes connaître l'industrialisation. En raison de l'évolution du marché et du contexte d'intense concurrence, certaines vont plutôt évoluer vers la désindustrialisation.

Afin d'éliminer plusieurs ambiguïtés, Mendels a proposé récemment des critères pour qualifier de proto-industrielle une région. Selon lui, on doit

retrouver les éléments suivants: des industries rurales mobilisant les paysans; des débouchés extérieurs où s'écoule la production; et une symbiose industrie-agriculture, le tout observé dans un cadre régional⁸. A cette définition stricte, d'aucuns préfèrent une acception plus large. C'est le cas de Charles Tilly pour qui la proto-industrialisation correspond à une augmentation des activités manufacturières dans de petites unités productives⁹.

Retenant les thèses de Mendels dans le but de les développer davantage, mais dans une perspective différente, trois chercheurs de l'Institut Max Planck de Göttingen avancent, pour leur part, que la proto-industrialisation (ou l'industrialisation avant l'industrialisation) s'inscrit dans le processus de transition du féodalisme au capitalisme; elle en constituerait la seconde phase. Plus spécifiquement, P. Kriedte, H. Medick et J. Schlumbohm la définissent ainsi: "as the development of rural regions in which a large part of the population lived entirely or to a considerable extent from industrial mass production for inter-regional and international markets"¹⁰.

Avec le temps, la recherche sur la proto-industrialisation est devenue un nouveau champ d'exploration et un nouvel objet de conceptualisation qui a donné naissance à des schémas d'analyse, voire à une théorisation poussée. Des bilans dressés depuis peu indiquent cependant qu'il n'y a pas unité de vue sur le concept, ni sur les schémas d'analyse qui en découlent, plusieurs les considérant comme quelque peu linéaires¹¹. La multiplication des études de cas depuis un certain nombre d'années tend à démontrer qu'il existe, en fait, une grande diversité de situations et une multitude de voies menant à l'industrialisation. Le concept de proto-industrialisation conservera sa valeur heuristique tant et aussi

longtemps qu'il ne réduira pas l'expérience historique à une simple question de développement par étapes.

Si les recherches entourant le phénomène des industries rurales foisonnent depuis quelques années tant en Europe qu'aux Etats-Unis, elles demeurent relativement peu nombreuses au Québec. Sujet d'intérêt récent, il retient de plus en plus l'attention des chercheurs québécois s'interrogeant sur les transformations que le monde rural connaît au XIX^e siècle. Pour plusieurs, les études européennes sont une source d'inspiration alimentant leur réflexion.

Au Québec, les premiers travaux où il est question d'industries rurales portent essentiellement sur les entrepreneurs qui les ont mises sur pied et leurs actions dans leur milieu¹². Mais il revient à Serge Courville d'avoir le premier abordé le phénomène dans la perspective élargie des dynamismes économiques. Après avoir effectué une lecture morphologique du monde rural québécois de la première moitié du XIX^e siècle, Courville avance que la véritable explosion du nombre de hameaux et de villages qui font plus que tripler entre 1815 et 1851 est attribuable, pour une bonne part, à la forte poussée démographique et à la présence des industries rurales. Les industries rurales sont, pour lui, un signe évident de la montée de l'économie de marché¹³. Poussant plus loin son investigation, Courville allègue dans un récent article que la multiplication des industries rurales, conjuguée à la montée des villages, est un des facteurs qui a contribué à la montée du fait urbain et du fait industriel dans la première demie du XIX^e siècle¹⁴. Portant toujours sur la période du Bas-Canada, mentionnons aussi la contribution de Françoise Noël. Etudiant les seigneuries de Gabriel Christie dans la vallée du Haut-Richelieu, elle croit déceler l'existence d'un lien entre l'établissement des moulins et la croissance villageoise¹⁵.

Pour la seconde moitié du XIX^e siècle, retenons trois contributions sur les industries rurales. D'abord celle de Jean-Pierre Kesteman portant sur le processus d'industrialisation du district de Saint-François de 1823 à 1879. Selon lui, l'élosion des petites unités de production du monde rural marque le début de l'industrialisation à la fin des années 1820. Mais avec l'avènement de la grande industrie reposant sur la technologie américaine et les capitaux extérieurs (surtout montréalais), les industries rurales perdent progressivement de leur importance, d'abord au cours de la décennie 1840 dans les secteurs du textile et du papier, et ensuite au cours des années 1850 et 1860 dans ceux du cuir, du bois et du fer¹⁶.

Il faut également mentionner l'article de Roch Samson sur les rapports de production des Forges du Saint-Maurice aux XVIII^e et XIX^e siècles. Dans les rapports que l'entreprise entretient avec, d'une part, les ouvriers extérieurs (des paysans non spécialisés engagés de plus en plus sur une base permanente au XIX^e siècle alors qu'ils l'étaient exclusivement sur une base saisonnière au XVIII^e siècle) et, d'autre part, les ouvriers internes (des permanents détenteurs d'un savoir technique contrôlé par l'institution familiale), Samson voit deux caractéristiques propres à une situation proto-industrielle: les articulations étroites entre agriculture et industrie, et entre famille et travail¹⁷.

Signalons enfin les travaux d'un groupe d'historiens du Centre de recherche en études québécoises, portant principalement sur le comté de Champlain durant la seconde moitié du XIX^e siècle. Proche des perspectives développées par Courville pour la période précédente, ils montrent clairement que la montée des industries rurales va de pair avec la croissance des effectifs

des aires villageoises et la diversification grandissante de la structure socio-professionnelle de celles-ci. A l'inverse, ils soulignent que lorsque dans le dernier quart du XIXe siècle les industries rurales connaissent un plafonnement, voire un déclin, la croissance villageoise, sans s'arrêter complètement, subit du moins un net ralentissement¹⁸.

Les discussions précédentes sur le cas européen et le cas québécois montrent bien la nécessité pour une meilleure compréhension des changements qui se produisent dans le monde rural aux XVIIe-XIXe siècles, de prendre en considération les divers phénomènes interreliés que sont le marché, l'agriculture, la population et l'industrie. C'est dans cette veine que s'inscrit notre étude.

A partir du cas de la paroisse de Saint-Antoine-de-la-Rivière-du-Loup, nous analysons l'impact de la montée de l'économie de marché sur l'agriculture et les productions non agricoles. L'économie de marché ne se manifeste pas seulement dans l'aire villageoise, lieu de médiation des économies et des valeurs rurales et urbaines, mais également dans la campagne. En vue de répondre à une demande, la paysannerie modifie sensiblement sa production agricole tout comme elle alimente en matières premières certaines industries rurales. De plus, nous scrutons, à travers l'étude des industries rurales et de l'aire villageoise, la diversification et la complexification croissante de la société rurale au XIXe siècle, période marquée par l'accélération du processus d'industrialisation. Finalement, nous montrons comment les différentes formes industrielles implantées dans la campagne agissent comme facteur de transformation du milieu rural et constituent des éléments structurants autour desquels se déploie l'aire villageoise.

D'entrée de jeu, précisons que nous désignons comme industries rurales les formes de production qui prévalent avant l'émergence des grandes entreprises industrielles à technologie avancée. S'agissant de l'aire villageoise, nous la définissons "comme un habitat regroupé intégrant tous ceux qui s'y identifient et participent à sa sociabilité"¹⁹. Plus que celles du village au sens strict du terme, les délimitations de l'aire villageoise annexent les points de cristallisation de la population et les lieux de polarisation des activités humaines dans une paroisse. L'aire villageoise peut également être considérée comme l'aire d'influence immédiate du village.

De façon plus spécifique, disons que notre problématique qui prend d'abord appui sur l'étude des industries rurales, ne veut pas se limiter à l'analyse de ce seul phénomène. Plus ambitieuse, elle prend également en considération l'agriculture, la croissance de l'aire villageoise et l'entrepreneurship. La présence d'industries rurales n'est qu'une des manifestations de la transformation du monde rural qui, analysée sans rapport avec un contexte plus large, perdrait beaucoup de sa valeur et de sa portée.

Les industries rurales de la Rivière-du-Loup, résultat des initiatives d'individus, s'implantent et évoluent principalement dans le tissu social qu'est l'aire villageoise. Celle-ci s'intègre dans le milieu ambiant qu'est la campagne environnante où l'agriculture est la principale assise économique et, à des échelles plus larges, dans la micro-économie du lac Saint-Pierre, et ensuite dans l'espace structuré que constitue la trame du Saint-Laurent. En fin de compte, les industries rurales, l'agriculture, l'aire villageoise et l'entrepreneurship sont des réalités qui s'articulent ensemble, s'enchevêtrent l'une dans l'autre, se

compénètrent. C'est cette dynamique, cette réalité complexe à micro-échelle que nous nous efforcerons de comprendre.

NOTES (chapitre I)

- (1) Alain Faure, "Petit atelier et modernisme économique: la production en miettes au XIXe siècle", Histoire, économie et société, no 4 (1986), p. 531-557; Kenneth L. Sokoloff, "Was the Transition from the Artisanal Shop to the Nonmechanized Factory Associated with Gains in Efficiency? Evidence from the U.S. Manufacturing Censuses of 1820 and 1850", Explorations in Economic History, 21 (1984), p. 351-382; Jeremy Atack, "Firm Size and Industrial Structure in the United States During the Nineteenth Century", Journal of Economic History, vol. XLVI, no 2 (1986), p. 463-475.
- (2) Henri Séé, "Les origines de l'industrie capitaliste en France à la fin de l'Ancien Régime", Revue historique, Tome 144 (1923), p. 187-200; Les classes rurales en Bretagne du XVIIe siècle à la Révolution, Saint-Pierre-de-Salerme, Gérard Montford, réimprimé en 1978, p. 446-456; Paul Mantoux, La révolution industrielle au XVIIIe siècle. Essai sur les commencements de la grande industrie moderne en Angleterre, Paris, Ed. Génin, 1959, 577 p. (paru initialement en 1928).
- (3) Joan Thirsk, "Industries in the Countryside", in F.-J. Fisher (ed.), Essays in the Economic and Social History of Tudor and Stuart England, Cambridge, Cambridge University Press, 1961, p. 70-88.
- (4) E.L. Jones, "Agricultural Origins of Industry", Past and Present, no 40 (1968), p. 58-71.
- (5) Hermann Kellenbenz, "Industries rurales en Occident de la fin du Moyen Age au XVIIIe siècle", Annales. E.S.C., 18e année, no 5 (1963), p. 833-882.
- (6) Rudolf Braun, "The Impact of Cottage Industry on an Agricultural Population", in David S. Landes (ed.), The Rise of Capitalism, New York, 1966, p. 53-64.
- (7) Franklin F. Mendels, "Proto-industrialization: The First Phase of the Industrialization Process", Journal of Economic History, vol. XXXII, no 1 (1972), p. 241.
- (8) Franklin F. Mendels, "Des industries rurales à la protoindustrialisation: historique d'un changement de perspective", Annales. E.S.C., 39e année, no 5 (1984), p. 988.
- (9) Charles Tilly, "Flows of Capital and Forms of Industry in Europe, 1500-1900", Theory and Society, vol. 12, no 2 (1983), p. 123-142.
- (10) Peter Kriedte, Hans Medick and Jürgen Schlumbohm, Industrialization before Industrialization. Rural Industry in the Genesis of Capitalism, Cambridge and Paris, Cambridge University Press and Ed. de la Maison des Sciences de l'Homme, 1981, p. 6.

- (11) Pierre Deyon, "Fécondité et limites du modèle proto-industriel: premier bilan", Annales. E.S.C., 39e année, no 5 (1984), p. 868-881; Franklin F. Mendels, "Des industries rurales...", p. 977-1008. Pour une critique du concept, voir également: Maxine Berg, Pat Hudson and Michael Sonenscher (ed.), Manufacture in Town and Country before the Factory, Cambridge, Cambridge University Press, 1983, p. 16-20; Leslie A. Clarkson, Proto-Industrialization: The First Phase of Industrialization?, London, McMillan, 1985, 71 p.; Donald C. Coleman, "Proto-Industrialization: A Concept Too Many", The Economic History Review, vol. XXVI, no 3 (1983), p. 435-448; Rab Houston and K.D.M. Snell, "Proto-Industrialization? Cottage Industry, Social Change, and Industrial Revolution", The Historical Journal, vol. 27, no 2 (1984), p. 473-492; Pierre Jeannin, "La protoindustrialisation: développement ou impasse", Annales. E.S.C., 35e année, no 1 (1980), p. 52-65.
- (12) Jean-Claude Robert, "Un seigneur entrepreneur, Barthélémy Joliette, et la fondation du village d'industrie (Joliette) 1822-1850", R.H.A.F., vol. 26, no 3 (1972), p. 375-395; Cameron Nish, François-Etienne Cugnet, 1719-1751: entrepreneur et entreprises en Nouvelle-France, Montréal, Fides, 1975, XXII-185 p.; Claude Blouin, Matthew Moody, manufacturier de machines agricoles à Terrebonne, 1834-1887, Mémoire de maîtrise (Histoire), U.Q.A.M., 1978, 181 p.
- (13) Serge Courville, "Croissance villageoise et industries rurales dans les seigneuries du Québec (1815-1851)", dans François Lebrun et Normand Séguin (dir.), Sociétés villageoises et rapports villes-campagnes au Québec et dans la France de l'Ouest, XVIIe-XVe siècles, Trois-Rivières, Centre de recherche en études québécoises, 1987, p. 205-219.
- (14) Serge Courville, "Un monde rural en mutation: le Bas-Canada dans la première moitié du XIXe siècle", HS, vol. XX, no 40 (1987).
- (15) Françoise Noël, "Chambly Mills, 1784-1815", Historical Papers / Communications historiques, Montréal, 1985, p. 102-116.
- (16) Jean-Pierre Kesteman, Une bourgeoisie et son espace: industrialisation et développement du capitalisme dans le district de Saint-François (Québec), 1823-1879, Thèse de doctorat, U.Q.A.M., 1985.
- (17) Roch Samson, "Une industrie avant l'industrialisation: le cas des Forges du Saint-Maurice", Anthropologie et sociétés, vol. 10, no 1 (1986), p. 85-107.
- (18) René Hardy, Pierre Lanthier et Normand Séguin, "Les industries rurales et l'extension du réseau villageois dans la Mauricie pré-industrielle: l'exemple du comté de Champlain durant la seconde moitié du 19e siècle", dans F. Lebrun et N. Séguin, op. cit., p. 239-253.
- (19) Ibid., p. 244.

CHAPITRE II

La formation de l'aire villageoise de Saint-Antoine-de-la-Rivière-du-Loup

Un des facteurs qui a fortement contribué à modifier le paysage rural québécois au XIXe siècle, est la multiplication du nombre de villages, lieux privilégiés pour observer la complexification du monde rural. Dans la première moitié du XIXe siècle, le nombre de hameaux et de villages dans l'aire seigneuriale passe d'une trentaine à plus de 300. Le faîte du mouvement se situe entre 1815 et 1831 alors que le nombre de noyaux d'habitat regroupé fait plus que tripler (de 53 à 210)¹. C'est dans ce vaste mouvement que s'inscrivent la genèse et la croissance de l'aire villageoise de Saint-Antoine-de-la-Riviè-re-du-Loup.

C'est sous l'angle de son extension dans l'espace, de la croissance de sa population et de la diversification de sa structure socio-professionnelle que sera étudiée l'aire villageoise de la Rivière-du-Loup. Enfin, nous ferons quelques observations sur le caractère de plus en plus urbain de Louiseville dans le dernier tiers du XIXe siècle.

D'autres interrogations guident notre démarche. L'aire villageoise s'intègre dans un milieu ambiant qui est un espace agricole: comment cet espace agricole évolue-t-il en regard des facteurs de transformation du monde rural que sont l'émergence d'un noyau villageois, l'apparition des industries rurales et, plus globalement, la montée de l'économie de marché? Une brève analyse de

l'évolution de l'agriculture peut nous apporter des éléments de réponse. Sans prétendre trouver de liens directs entre les industries rurales et l'agriculture, nous tenterons de voir si cette dernière prend de nouvelles orientations et s'engage dans la voie de la commercialisation. De même, nous attarderons-nous à l'étude de la mobilité géographique, une autre des manifestations témoignant des changements s'effectuant dans le monde rural.

L'agriculture

Cette esquisse de l'évolution de l'agriculture repose essentiellement sur les données publiées des recensements. Certes, les abrégés présentent plusieurs écueils: aucune distinction n'est faite entre le village où se concentrent principalement les personnes oeuvrant dans un secteur d'activité autre que l'agriculture et celles pour qui l'agriculture est une activité secondaire procurant un revenu d'appoint, et la côte, là où se retrouve l'essentiel de la population rurale agricole²; les variations des limites territoriales ne sont pas prises en considération; le manque d'uniformité des données d'un recensement à l'autre; l'omission de convertir dans les recensements de 1852, 1861 et 1891 certaines mesures agraires tels les superficies et les volumes de production (nous avons procédé à un ajustement des données pour ces trois années de recensement); l'absence de certaines données à l'échelle locale ou paroissiale; recension dans la ville et non dans la paroisse agricole de résidents urbains possédant des terres, ce qui biaise la représentation des superficies agricoles³. Mais malgré leurs lacunes et leurs défauts, les données publiées demeurent indicatives des grandes tendances, des lignes de force de l'agriculture de la paroisse de la Rivière-du-Loup au XIXe siècle.

Avant de passer à l'étude des structures agraires, notons d'abord que les différents observateurs de la Rivière-du-Loup s'accordent pour dire que le sol de la paroisse est de très bonne qualité. Joseph Bouchette ira jusqu'à écrire que "la seigneurie surpassé peut-être en valeur toutes les propriétés d'une pareille étendue dans la province"⁴. Cependant, la qualité du sol n'est pas la même dans toute l'étendue de la paroisse. Les terres hautes et sèches du nord de la paroisse ne sont pas aussi fertiles que celles de la plaine⁵.

Pour la première moitié du XIXe siècle, les seuls chiffres disponibles sur l'agriculture sont ceux du recensement de 1831. Ils nous révèlent un système de production axé à la fois sur l'autosuffisance et sur l'échange en vue d'alimenter différents marchés. La production céréalière est diversifiée. Le blé, accaparant encore une bonne partie de la récolte dans un grand nombre de seigneuries, est ici supplanté par l'avoine (34,496 boisseaux de blé contre 52,210 boisseaux d'avoine). Cette dernière est écoulée, entre autres lieux, dans les chantiers de l'entrepreneur forestier Truman Kimpton situés dans le canton de Hunterstown, au nord de la Rivière-du-Loup, et dans le centre urbain de petite dimension qu'est alors Trois-Rivières⁶. Les autres céréales cultivées sont le sarrasin (5,029 boisseaux) et l'orge (3,535 boisseaux).

Pour ce qui est des autres productions, les seules déclarées au recensement sont le pois (une légumineuse) et la pomme de terre (une tubéreuse). Alors que la récolte de pois donne 7,504 boisseaux, celle des pommes de terre s'élève à 53,804 boisseaux, un sommet qui n'a pas été dépassé dans la seconde moitié du XIXe siècle. Cette forte production de pommes de terre n'est pas destinée à la seule consommation domestique, mais aussi au marché

extérieur. Enfin, en ce qui a trait à l'élevage, la moyenne par occupant s'établit à deux chevaux, cinq bêtes à cornes, huit moutons et quatre porcs.

En plus de présenter une agriculture orientée sur les besoins du marché, la localité de la Rivière-du-Loup est, à une échelle donnée, une plaque tournante pour le commerce des produits agricoles. En 1815, Joseph Bouchette y note la présence de magasins où sont stockées d'importantes quantités de grain en vue de l'exportation⁷. L'un de ces magasins appartient au négociant Etienne Mayrand. Celui-ci achète les produits des cultivateurs de la région - principalement le foin, l'avoine, le blé et les pois - et approvisionne des marchands tant des environs que des paroisses éloignées. Il possède trois barges qui font la navette entre Québec et son entrepôt situé le long de la Grande rivière du Loup⁸. Afin de s'assurer de constants débouchés, Mayrand s'associe, par l'entremise de son fils Georges-Etienne qui est également son partenaire, à des navigateurs, des marchands⁹ et des cultivateurs de paroisses riveraines du lac Saint-Pierre (Sorel, Berthier, Maskinongé, Nicolet et Baie-du-Febvre) pour former la Société de Navigation du Lac Saint-Pierre. Les treize personnes composant la société sont tous actionnaires du bateau à vapeur "Mouche à feu" ou "Fire Fly" naviguant entre Montréal et Trois-Rivières¹⁰.

Dans la seconde moitié du XIXe siècle, le processus d'intégration de l'agriculture locale à l'économie de marché se poursuit. En ce qui concerne d'abord les occupants de terres, leur nombre total est en baisse constante entre 1852 et 1871 pour connaître, à partir de 1881, une hausse qui se continue jusqu'en 1891 (voir tableau 1). Mais si on défalque les pseudo-exploitants (moins de 10 acres) qui sont essentiellement des occupants de terrains de l'aire villageoise à la fin du siècle, des petits exploitants (de 10 à 50 acres) et des

Tableau 1
Nombre et répartition des occupants
selon l'espace occupé, 1852-1891.

Année		moins de 10 acres	de 10 a 50 acres	plus de 50 acres	Total
1852	Riv.-du-Loup	117 (30.2%)	85 (21.9%)	185 (47.8%)	387
1861	Riv.-du-Loup	35 (12.1%)	62 (21.6%)	190 (66.2%)	287
1871	Riv.-du-Loup	17 (6.8%)	38 (15.3%)	193 (77.8%)	248
1881	Riv.-du-Loup	26 (8.4%)	30 (9.7%)	164 (53.2%)	220
1881	Louiseville	59 (19.1%)	23 (7.5%)	6 (1.9%)	88
1891	Riv.-du-Loup	150 (27.7%)	26 (4.8%)	132 (24.4%)	308
1891	Louiseville	197 (36.4%)	20 (3.7%)	16 (3.0%)	233

Source: Recensements décennaux du Canada.

Tableau 2
Evolution de l'utilisation du sol (acres)
et moyenne par occupant, 1852-1891.

Année		espace occupé	espace amélioré	espace en grande culture	espace en pâturage
1852	Riv.-du-Loup	22854 (59.0)	14968 (38.6)	10155 (26.2)	4665 (12.0)
1861	Riv.-du-Loup	23555 (82.0)	15759 (54.9)	10696 (37.2)	4811 (16.7)
1871	Riv.-du-Loup	21490 (86.6)	17069 (68.8)	11617 (46.8)	5257 (21.2)
1881	Riv.-du-Loup	49346 (224.3)	15434 (70.1)	11236 (51.0)	4151 (18.8)
1881	Louiseville	1329 (15.1)	863 (9.8)	726 (8.2)	118 (1.3)
1891	Riv.-du-Loup	35487 (115.2)	13760 (44.6)	10512 (34.1)	3116 (10.1)
1891	Louiseville	2760 (11.8)	1594 (6.8)	1053 (4.5)	447 (1.9)

Source: Recensements décennaux du Canada.

exploitants (plus de 50 acres), on constate que le nombre des occupants vivant principalement de l'agriculture, soit les occupants des deux dernières catégories, diminue progressivement tout au cours de la période¹¹. Toutes proportions gardées, c'est cependant la catégorie des petits exploitants qui subit la plus forte baisse, passant de 86 occupants en 1852 à 46 en 1891 alors que celle des exploitants, qui compte jusqu'à 193 occupants en 1871, en dénombre 148 en 1891. Cette diminution du nombre d'occupants se livrant à l'agriculture est due, en partie, aux nombreuses amputations territoriales que connaît la paroisse au XIXe siècle¹². Peut-être assistons-nous également, dans cet ancien terroir de la frange fluviale, à une réduction des effectifs de la paysannerie au profit d'un nombre plus restreint de très gros exploitants?

S'agissant de l'utilisation du sol, on se rend compte à l'examen du tableau 2 que le paysage agraire de la paroisse n'a guère changé au cours du second demi-siècle. À l'exception de l'espace occupé qui double entre 1871 et 1881, les autres surfaces (espace amélioré, espace en culture, espace en pâturage), beaucoup plus représentatives de l'espace agraire utile, demeurent sensiblement les mêmes. C'est donc dire qu'il y a stabilisation de l'espace agraire utile relativement tôt dans le XIXe siècle.

Les productions qui occupent la plus grande part de l'espace cultivé sont l'avoine et le foin (voir tableau 3). À l'instar de l'ensemble du Québec, ces deux productions deviennent les cultures commerciales dominantes¹³ de la Rivière-du-Loup pour la période 1850-1900, surclassant de loin les autres (orge, pomme de terre, sarrasin), et même le blé. La part de cette dernière céréale dans l'espace cultivé ne cesse de décroître tout au cours du demi-siècle, sauf entre 1861 et 1871 où elle enregistre une légère remontée.

Tableau 3
Les grandes productions (superficie en acres)

Année		blé	orge	avoine	pomme de terre		sarrasin
					foin	sarrasin	
1852	Riv.-du-Loup	1392	107	4230	90		471
1861	Riv.-du-Loup	585	218	5506	408		406
1871	Riv.-du-Loup	770			213	3434	
1881	Riv.-du-Loup	508			123	4523	
1881	Louiseville	4			19	246	
1891	Riv.-du-Loup	393	183	2563	143	5345	
1891	Louiseville	9	13	216	27	699	

Source: Recensements décennaux du Canada.

Tableau 4
Les grandes productions végétales
(boisseaux et tonnes)

Année		blé	orge	avoine	pomme de terre	foin	sarrasin
		boisseaux	boisseaux	boisseaux	boisseaux	tonnes	boisseaux
1852	Riv.-du-Loup	3171	1948	98160	5311	3763	6051
1861	Riv.-du-Loup	8041	5229	145149	13229	3588	7317
1871	Riv.-du-Loup	6571	2876	93656	24463	6255	9460
1881	Riv.-du-Loup	3537	2240	65233	15860	9556	16342
1881	Louiseville	37	41	3025	3389	501	1600
1891	Riv.-du-Loup	4966	4444	49725	19463	9679	13220
1891	Louiseville	51	256	3406	2284	886	752

Source: Recensements décennaux du Canada.

Ce tableau du partage des différentes cultures dans l'espace agraire laisse entrevoir les tendances des grandes productions végétales (voir tableau 4). Il va sans dire que l'avoine et le foin dominent. Après une importante hausse entre 1852 et 1861, la culture de l'avoine revient en 1871 à son niveau de 1852 pour ensuite amorcer une baisse progressive jusqu'à la fin du siècle. Quant au foin, sa production triple quasiment entre 1861 et 1881 pour après se stabiliser autour de 10,000 tonnes. Entre ces mêmes années, la paroisse de la Rivière-du-Loup est la plus grande productrice de foin de la grande région de Trois-Rivières. Elle n'est supplantée en 1891 que par la paroisse d'Yamachiche (11,043 tonnes).

A quels marchés sont destinés ces importants stocks d'avoine et de foin? Une certaine quantité est écoulée localement pour satisfaire les besoins d'une population villageoise sans cesse croissante. Une partie prend la direction des centres urbains que sont Montréal et Trois-Rivières. A preuve, ces six cultivateurs et trois marchands de la Rivière-du-Loup, produisant tous entre 100 et 3,000 boisseaux d'avoine, et 800 et 7,000 bottes de foin que l'on retrouve au sein de la Société de Navigation des Trois-Rivières à Montréal, côté nord du fleuve. Mise sur pied en 1863, cette société regroupe vingt-trois personnes de la Rivière-du-Loup, dix-neuf de Trois-Rivières, trois de Saint-Léon et une d'Yamachiche, tous marchands, manufacturiers, artisans et cultivateurs¹⁴. Enfin, soulignons que quelques cultivateurs expédient leurs productions de foin vers les Etats-Unis. C'est le cas, entre autres, d'Edouard Caron, le plus gros producteur de la paroisse (30,000 bottes déclarées au recensement de 1871). En 1881, Caron envoie à New York 138,518 livres d'herbe à liens¹⁵ et 1,145,558 livres de foin (approximativement quelque 71,000 bottes)¹⁶. Une fois à New York, la

marchandise de Caron est vendue sur le marché par les sociétés Frazee and Co.¹⁷ et Theo. Chase and Co. moyennant une commission d'un dollar le 2,000 livres de foin.

Pour ce qui est des autres productions végétales, notons que le blé et l'orge ont une évolution similaire: entre 1852 et 1861, ils connaissent tous les deux une progression assez rapide. Entre 1861 et 1881, les deux productions chutent pour finalement remonter quelque peu en 1891. La culture de la pomme de terre enregistre une très forte hausse entre 1852 et 1871. Suit une chute notable en 1881 puis une remontée en 1891. Pour sa part, la production du sarrasin augmente constamment jusqu'en 1881, après quoi, elle baisse légèrement.

A l'exception du cheptel porcin, les grandes productions animales de la Rivière-du-Loup n'enregistrent pas de véritables progrès pendant la période 1850-1900 (voir tableau 5). Alors que le nombre de vaches laitières croît dans l'ensemble du Québec, il demeure stationnaire dans la paroisse. Aux dires du géographe Raoul Blanchard, cette situation est due à une trop grande spécialisation dans la production du foin, au détriment de l'élevage laitier¹⁸.

En dernière analyse, le monde agricole de la Rivière-du-Loup au XIX^e siècle démontre une certaine ouverture et une sensibilité aux mouvements du marché. Les grandes productions végétales, davantage qu'animales, sont commercialisées relativement tôt. Un monde agricole dynamique combiné à la présence d'industries rurales dans un village s'affirmant comme un petit centre de services desservant la campagne environnante, sont autant de facteurs qui ont contribué à la venue de nouveaux habitants dans la paroisse.

Tableau 5
Les grandes productions animales
(nombre total et nombre moyen de têtes par occupant)

Année		vaches				
		laitières	chevaux	ovins	porcs	volailles
1852	Riv.-du-Loup	1321 (3.4)	915 (2.3)	3132 (8.0)	1136 (2.9)	
1861	Riv.-du-Loup	1091 (3.8)	512 (1.7)	2674 (9.3)	947 (3.2)	
1871	Riv.-du-Loup					
1881	Riv.-du-Loup					
1881	Louiseville					
1891	Riv.-du-Loup	886 (2.9)	581 (1.8)	2742 (8.9)	1413 (4.6)	11933 (38.7)
1891	Louiseville	103 (0.4)	144 (0.6)	90 (0.4)	250 (1.1)	1261 (5.4)

Source: Recensements décennaux du Canada.

La mobilité géographique

Jusqu'à présent, les études sur la mobilité géographique au Québec ont été intimement liées à la question de la colonisation dans la seconde moitié du XIXe siècle. Qu'en est-il dans les paroisses plus anciennes de l'aire seigneuriale? Y a-t-il une mobilité aussi importante que celle que l'on retrouve sur les fronts pionniers? Est-ce que cette mobilité est régionale ou extra-régionale? Est-ce que la population migrante se dirige surtout vers les centres urbains, les paroisses agricoles ou les villages où sont implantées des industries rurales?

Il est possible d'avoir un aperçu de la mobilité géographique dans ces paroisses en relevant dans le manuscrit du recensement de 1852 les personnes nées dans une paroisse autre que celle étudiée. Il est évident que cette méthode présente des limites: contrairement à celle du jumelage systématique des couples, d'un recensement à l'autre¹⁹, combinée à l'utilisation, comme source

contrôle, des registres de l'état civil, ou encore celle consistant à recenser les arrivées et les départs dans les rapports annuels des curés²⁰, la perspective diachronique des mouvements de population est nécessairement laissée de côté. Néanmoins, elle donne des résultats forts intéressants.

Dans le cas de Saint-Antoine-de-la-Rivière-du-Loup, nous avons affaire à une très grande mobilité. En 1852, la paroisse, qui a une population de 3,048 habitants, compte 594 personnes (460 adultes et 134 enfants de moins de quatorze ans) nées à l'extérieur, soit un peu moins du cinquième de la population. La provenance de ces gens est diversifiée: 83 paroisses ou endroits différents dont 11 hors du Bas-Canada (voir appendice 1). Mais, de façon évidente, il se dégage que ce sont des paroisses limitrophes de la Rivière-du-Loup que proviennent la majorité des migrants (Saint-Léon, Yamachiche, Maskinongé et Sainte-Ursule fournissent ensemble 354 personnes, soit 60% du nombre total des migrants). À mesure que l'on s'éloigne de la Rivière-du-Loup, le nombre des migrants diminue petit à petit. Globalement, on peut dire que la Rivière-du-Loup exerce une certaine attraction sur la population des paroisses situées à l'ouest de la rivière Saint-Maurice.

Qui sont ces gens venus s'établir à la Rivière-du-Loup? Des 460 migrants de quinze ans et plus, on dénombre 269 femmes (58.5%) et 191 hommes (41.5%) (voir tableau 6). Parmi ces femmes et ces hommes se trouve un fort contingent de jeunes de moins de trente ans (172, soit 37%) venus tenter leur chance dans la paroisse. Pour ce qui est du statut civil, 55% des migrants sont mariés alors que 36% sont célibataires. Ces derniers se retrouvent, pour la plupart, dans les groupes d'âges 15-19 ans et 20-24 ans.

Tableau 6
Age et état civil des migrants (1852)

groupes d'âges	sexe masculin				sexe féminin				sexes réunis		
	C	M	V	ensemble C	M	V	ensemble	C	M	V	ensemble
15-19	38			38	31	3		34	69	3	72
20-24	16	3		19	27	15		42	43	18	61
25-29	5	14		19	8	12		20	13	26	39
30-34	1	12		13	8	21		29	9	33	42
35-39	3	11		14	6	12	2	20	9	23	34
40-44	2	8		10	3	17		20	5	25	30
45-49	1	14		15	4	18		22	5	32	37
50-54	1	5		6	1	13	1	15	2	18	1
55-59		8		8		13	3	16		21	3
60-64		12	1	13	2	9	3	14	2	21	4
65-69	4	5	3	12	2	8	3	13	6	13	6
70-79	1	11	7	19	1	5	10	16	2	16	17
80-89	1	2	2	5		3	5	8	1	5	7
Total	73	105	13	191	93	149	27	269	166	254	40
											460

Source: Listes nominatives du recensement de 1852.

La profession de seulement 242 migrants (53%), surtout des hommes, nous est mentionnée (voir tableau 7). Fait notable, près de la moitié d'entre eux oeuvrent soit dans le secteur de la fabrication et de la construction (68, soit 28.1%), soit comme journalier (49, soit 20.2%)²¹. 24 femmes travaillent dans le secteur de la fabrication et de la construction. A l'exception d'une qui se déclare fileuse, les autres femmes sont brodeuses. Dans les secteurs de l'agriculture et des services, on compte respectivement 47 (19.4%) et 67 (27.7%) migrants. Ce sont principalement des servantes et des serviteurs que l'on retrouve dans les services (49, soit 73%). Ces professions sont le lot des jeunes de 15 à 19 ans.

En somme, il appert que la localité de la Rivière-du-Loup draine une partie de la population des paroisses avoisinantes, que ce sont surtout des

Tableau 7
Professions des migrants, 1852

<u>Agriculture</u>	
cultivateur	47
	(19.4%)

<u>Fabrication et construction</u>	
apprenti	9
boulanger	2
brodeuse	23
cardeur	1
chapelier	1
cordonnier	6
engagé	1
fileuse	1
forgeron	3
menuisier	11
meunier	3
sellier	1
tailleur	2
tanneur	3
tonnelier	1
Total	68
	(28.1%)

<u>Transport et services</u>	
bedeau	1
commercant	5
instituteur	1
institutrice	1
laveuse	1
marchand	4
servante	22
serviteur	27
voyageur	5
Total	67
	(27.7%)

<u>Journaliers</u>	
femme de journée	3
journalier	46
Total	49
	(20.2%)

<u>Autres</u>	
prêtre	2
rentier	9
Total	11
	(4.5%)

TOTAL	242
-------	-----

Source: Listes nominatives du recensement de 1852.

jeunes et des gens sans spécialisation professionnelle qui composent les rangs des migrants. Enfin, soulignons que 36% de la population migrante va s'établir dans l'aire villageoise.

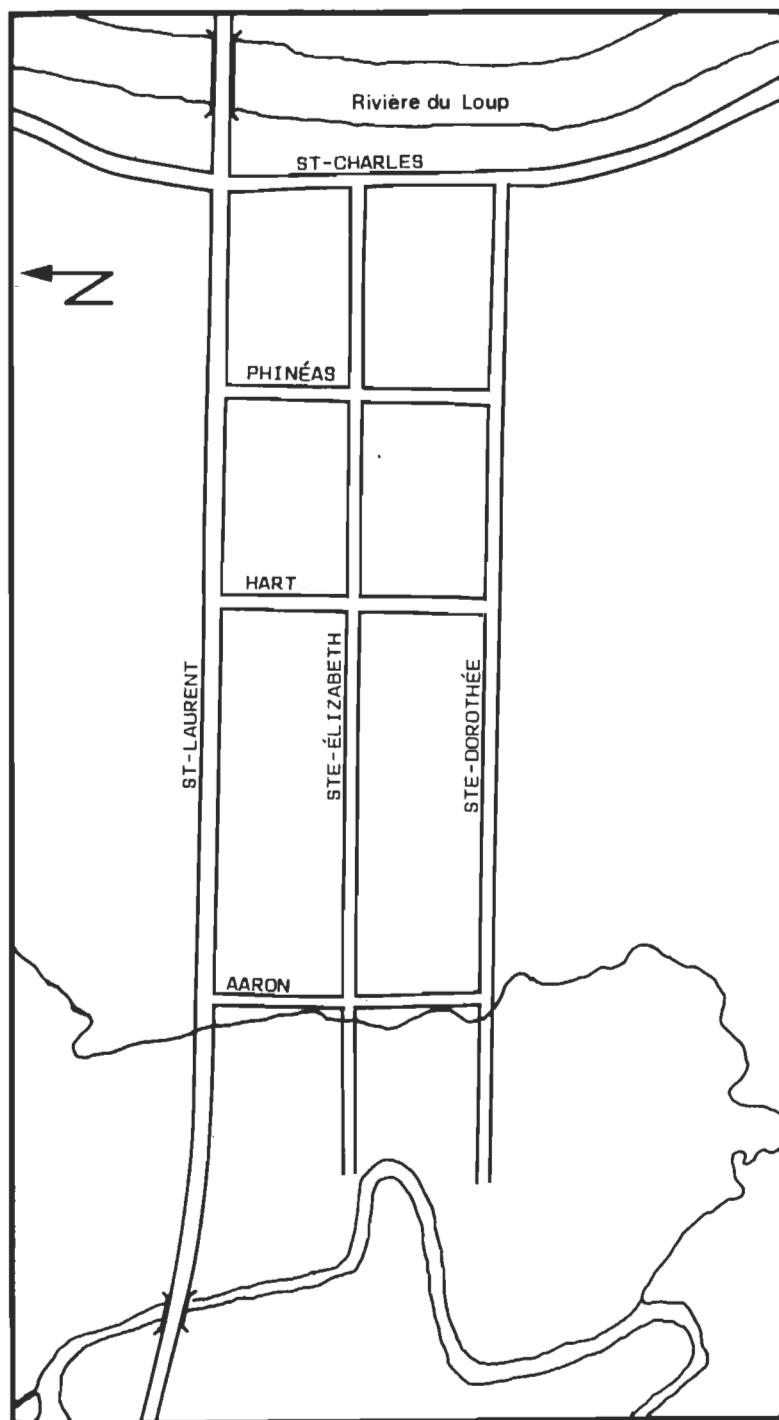
Le monde villageois

Lors de l'établissement des premiers habitants dans la seigneurie de la Rivière-du-Loup au XVIIe siècle, rien ne laissait présager l'établissement du village plus à l'intérieur des terres, en retrait du lac Saint-Pierre. En effet, en 1705, une première chapelle en bois est construite sur le domaine seigneurial à environ vingt arpents du lac Saint-Pierre sur la rive gauche de la Grande rivière du Loup. Cette petite chapelle est alors au cœur du terroir habité de la seigneurie²². En 1725, une église en pierre des champs est érigée sur la rive opposée de la Grande rivière du Loup à un peu plus d'un kilomètre en amont de l'ancienne chapelle²³. A la fin du XVIIIe siècle, les murs de l'église sont passablement endommagés par l'eau et le cimetière est fréquemment submergé. Une troisième église est donc construite en 1797, encore plus au nord, le long du chemin du Roi qui date de 1733, et à côté du terrain de l'important entrepreneur George Davison²⁴ sur lequel est bâti son moulin, tout près de la Grande rivière. C'est à proximité de ces éléments structurants, le long de l'important axe routier qu'est alors le chemin du Roi, et exactement à l'endroit où la Grande et la Petite rivière du Loup sont le plus près l'une de l'autre - permettant ainsi une utilisation maximale des potentiels hydrauliques - que va se former petit à petit le village.

La première terre à être l'objet d'un lotissement est celle d'Isaac Phinéas, fils de Heinmann Phinéas, marchand juif arrivé dans la paroisse vers 1779. Accolée au chemin du Roi, du côté sud, elle s'étend de la Grande à la Petite rivière du Loup. Mais l'initiative de Phinéas tourne court: en 1805, ses terres, incluant celle sur laquelle se trouve les quelques terrains qu'il a cédé, sont saisies et vendues par le shérif²⁵. A l'exception d'une, elles sont toutes acquises par Benjamin et Alexandre Hart, marchands de Trois-Rivières et de Montréal et seigneurs de Niverville (fief de Trois-Rivières)²⁶. Ceux-ci ne tardent pas à vendre plusieurs terrains²⁷ à telle enseigne qu'à la fin de l'année 1805, le village compte une quarantaine de terrains délimités et entrecoupés par un réseau de rues.

Dans les années 1830, l'aire villageoise s'étend d'une rivière à l'autre. Au sud du chemin du Roi qui porte dorénavant le nom de rue Saint-Laurent, on dénombre environ 80 terrains (tous ne sont pas vendus, loin s'en faut) mesurant chacun 80 pieds de largeur par 120 pieds de profondeur, sauf ceux situés plus au sud (94 pieds de largeur par 112 pieds de profondeur). Le réseau de rues est plus étoffé. Les frères Hart s'identifient beaucoup au village: une rue porte le nom de Hart, une autre le nom d'Aaron, leur père. Il y a également une rue Sainte-Dorothée en l'honneur de leur mère, et une rue Sainte-Elizabeth, du nom d'une de leurs soeurs (voir la carte II).

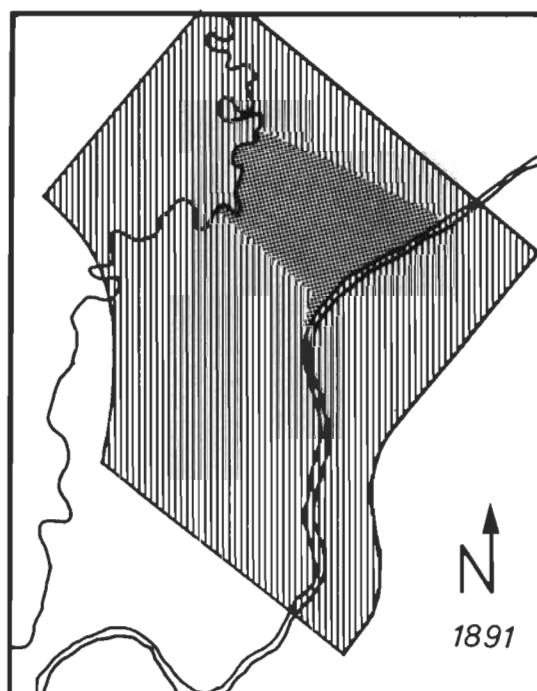
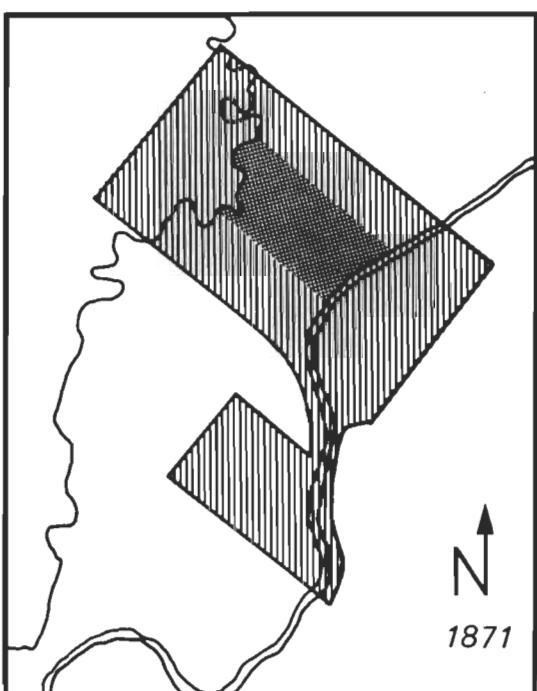
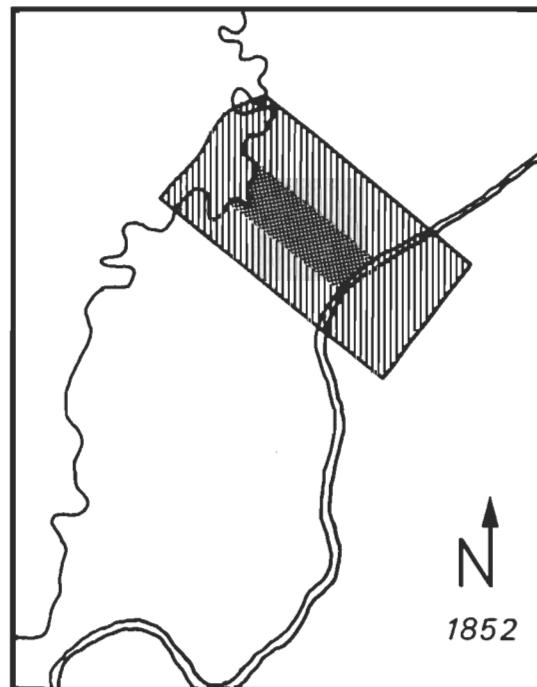
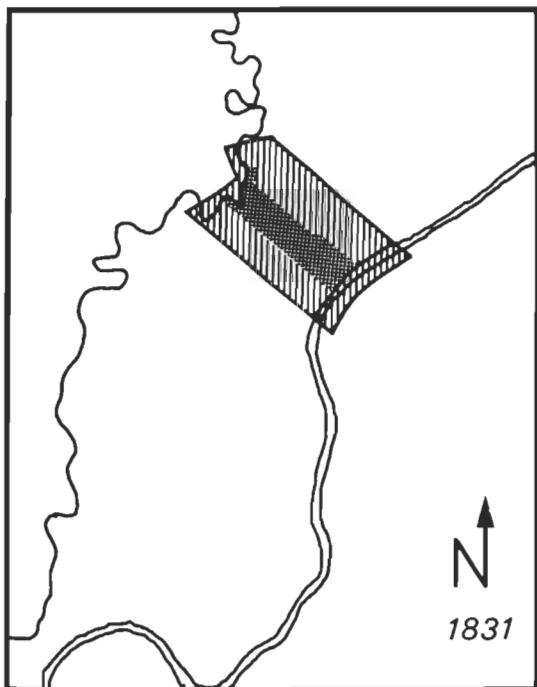
A l'orée de la seconde moitié du XIXe siècle, l'aire villageoise s'étend sur une superficie encore plus importante. La terre des Hart est alors complètement divisée en terrains d'une rivière à l'autre (on en compte plus de 120). Du côté nord de la rue Saint-Laurent, une partie de la terre de Marc-Antoine Harnois, cultivateur et menuisier, est investie. Les terrains que Harnois a vendus,

LE RÉSEAU ROUTIER VERS 1830

longeant la rue Saint-Laurent, sont quasiment tous occupés par des artisans, des petits manufacturiers et des marchands. Avec ses nombreux magasins et boutiques d'artisans regroupés entre le terrain de la fabrique et la Petite rivière du Loup, la rue Saint-Laurent est devenue la principale rue commerciale de l'aire villageoise, vocation qu'elle conserve tout au cours du XIX^e siècle et au-delà. Enfin, on note la présence de quelques terrains sur la berge opposée de la Grande rivière, vis-à-vis le village.

Entre 1850 et 1870, l'aire villageoise déborde franchement les cadres du village à proprement parler (voir la carte III). Alors que l'on compte de plus en plus de terrains au nord de la rue Saint-Laurent, il y a un début de lotissement de l'autre côté de la Petite rivière du Loup. Le fait majeur demeure cependant la formation d'un important noyau d'habitat groupé autour de la scierie de la Hunterstown Lumber Co. construit en 1858-1859, et situé sur la rive ouest de la Grande rivière à plus d'un kilomètre en aval du village²⁸. Ce noyau d'habitat, communément appelé "village des Américains", est encore plus imposant lorsqu'en 1873, la partie sud-est du lot voisin est divisée en terrains²⁹.

En 1891, ce n'est plus à un village, mais à un centre urbain de petite dimension que nous avons affaire. Avec l'ouverture du chemin de fer Québec, Montréal, Ottawa et Occidental en 1878 au nord du village, le haut de la rue Saint-Laurent connaît un développement sans précédent: le lotissement s'est accéléré et on compte plusieurs petits établissements industriels le long de la voie ferrée. Dans la partie la plus ancienne du village, au sud de la rue Saint-Laurent, l'espace est plus densément occupé qu'auparavant en raison de la division des terrains en deux (40 par 120 pieds), en trois (40 par 80 pieds), voire

EXTENSION DE L'AIRE VILLAGEOISE, 1831-1891

■ *Aire villageoise*

■ *Village*

en quatre (30 par 80 pieds). C'est dans cette partie de la ville que réside la majorité des journaliers.

Un nouveau noyau d'habitat groupé prend place dans la configuration de l'aire villageoise en 1891: la place Pie IX. Localisée un peu en aval de la ville le long de la Grande rivière, elle est constituée de 73 terrains. Formée en 1874, elle est l'oeuvre de Joseph-Hilaire Thérien et François-Xavier Garceau, respectivement voiturier et cultivateur de la Rivière-du-Loup, et Pierre-Ubalde Bureau, marchand de Trois-Rivières, tous trois beaux-frères (Thérien et Bureau ont épousé les soeurs de Garceau). L'existence de la place Pie IX est presque compromise en 1877 lorsque Thérien est poursuivi en justice par la Société Permanente de Construction de Trois-Rivières³⁰. Finalement, Thérien et ses associés conservent leur bien-fonds qui ne sera complètement occupé qu'au cours de la décennie 1880. Comme dans le cas des frères Hart, les instigateurs de la place Pie IX s'identifient à leur entreprise: trois rues portent les noms de Saint-Hilaire, Saint-Pierre et Saint-Ubalde. Le nom même de la place, Pie IX, tient au fait que J.-H. Thérien a servi comme zouave pontifical. En fin de compte, on constate que l'aire villageoise de la Rivière-du-Loup connaît une extension soutenue tout au long du XIXe siècle. C'est par à-coups, par débordements successifs - planifiés jusqu'à un certain point - que l'aire villageoise se déploie dans l'espace paroissial.

Comment cette extension de l'aire villageoise dans l'espace se traduit-elle en termes d'effectifs villageois? Pendant tout le XIXe siècle, la population de l'aire villageoise de la Rivière-du-Loup ne cesse d'augmenter (voir tableau 8). Entre 1831 et 1852, elle double, passant de 349 à 693 personnes. Alors qu'elle était la plus populeuse de la grande région de Trois-Rivières en 1831, l'aire

Tableau 8
POPULATION DE L'AIRE VILLAGEOISE, 1831-1891

Année	Population de la paroisse	Population de la ville	Population de l'aire villageoise	Nombre de chefs de famille	Chefs de famille agric.-non agric.	Maisons dans la paroisse	Maisons dans l'aire villageoise
1831	3295		349	61	9/52	575	61
1852	3048		693	115	12/103	325	95
1861	2980		827	127	12/115	275	99
1871	2925		1433	292	29/263	451	251
1881	1863	1381	1754	353	30/323	532	309
1891	2099	1741	2577	499	40/459	622	429

Source: Listes nominatives des recensements, 1831-1891.

Tableau 9
COMPOSANTES DE L'AIRE VILLAGEOISE, 1831-1891

	Population						Nombre de chefs de famille					
	1831	1852	1861	1871	1881	1891	1831	1852	1861	1871	1881	1891
Village - Ville	349	617	767	956	1381	1741	61	103	118	202	292	358
Côte S.-E. de la Grande Riv.-du-Loup		76	60	65	90	74		12	9	12	12	14
Côte de la Petite Rivière-du-Loup				78	59	65				11	7	10
"Village des Américains"					334	224	337				67	42
Place Pie IX						360						67
	349	693	827	1433	1754	2577	61	115	127	292	353	499

Source: Listes nominatives des recensements, 1831-1891.

villageoise de la Rivière-du-Loup est la seconde en importance en 1852, après celle de Sainte-Anne-de-la-Pérade (923 habitants). En 1861, on y dénombre 827 personnes, soit, par rapport à 1852, une augmentation de 19%, la plus faible dans la seconde moitié du siècle. Entre 1861 et 1871, la population villageoise croît de façon notable. L'implantation de la scierie de la Hunterstown L. Co. en 1858-1859 explique en partie cette croissance: en 1871, le noyau d'habitat groupé à proximité du moulin compte 334 personnes (voir tableau 9). Avec ses 1,433 habitants, l'aire villageoise de la Rivière-du-Loup redevient en 1871 la plus importante de la grande région de la Mauricie.

Malgré la dépression économique de 1873 qui ne se fait vraiment sentir qu'à partir de la seconde moitié de la décennie 1870, et dont les effets se prolongent jusque dans les années 1890, les effectifs villageois de la Rivière-du-Loup continuent de croître dans le dernier quart du siècle: 1,754 habitants en 1881, 2,577 en 1891. Ce n'est cependant pas le cas de la plupart des villages de la région. Par exemple, dans le comté de Champlain, la croissance villageoise subit durant cette période un net ralentissement à cause du plafonnement, voire du déclin des industries rurales et de la diminution des activités liées à l'économie forestière³¹. Même Trois-Rivières, dont l'économie est essentiellement axée sur l'exploitation forestière, voit sa population diminuer entre 1880 et 1890, passant de 8,670 à 8,334 habitants alors qu'elle avait presque doublé dans les trente années antérieures³². Les raisons de cette hausse constante de la population villageoise de la Rivière-du-Loup sont à chercher du côté des industries rurales et de l'entrepreneurship.

Tâchons de voir maintenant si cette croissance continue des effectifs villageois a modifié la structure socio-professionnelle de l'aire villageoise.

D'entrée de jeu, notons premièrement que compte tenu des défauts et des invraisemblances de l'enregistrement des professions dans les recensements, seules celles des chefs de famille ont été retenues; deuxièmement, comme celles des migrants auparavant, les professions des chefs de famille ont été classées en quatre grandes catégories: 1) agriculture; 2) fabrication et construction; 3) transport et services; 4) les journaliers. Cette classification large nous permet de regrouper, dans les seconde et quatrième catégories, les chefs de famille susceptibles d'oeuvrer dans les industries rurales.

Un bref examen de la classification des chefs de famille nous montre l'importance des professions liées à la construction et à la fabrication et aux services durant tout le XIXe siècle (voir tableau 10). Le pourcentage des chefs de famille agriculteurs, déjà faible en 1831 (16%), chute de façon régulière (hormis la décennie 1861-1871 où il se maintient) jusqu'à la fin du siècle (8.8% en 1891). Cette faible présence des chefs de famille agriculteurs peut s'expliquer en raison de l'ancienneté de l'agglomération. A maints égards, la structure socio-professionnelle de l'aire villageoise de la Rivière-du-Loup s'apparente à celle des agglomérations de la frange fluviale du comté de Champlain³³.

Le nombre sans cesse croissant, d'une décennie à l'autre, des chefs de famille se déclarant journalier et de ceux oeuvrant dans le secteur de la fabrication et de la construction, démontre que le phénomène de l'industrie rurale s'est manifesté avec une certaine ampleur. Peu représentés jusque dans les années 1860, les journaliers dominent dans le dernier tiers du siècle. Leur nombre fait un bond spectaculaire entre 1861 et 1871, passant de 18 à 108. On compte jusqu'à 154 journaliers/ières en 1891 (122 se disent journalier, 10,

Tableau 10
CLASSIFICATION DES CHEFS DE FAMILLE PAR GRANDS SECTEURS D'ACTIVITES

secteur d'activités	1831	1852	1861	1871	1881	1891
Agriculture	9 (16.0%)	12 (11.3%)	12 (10.5%)	29 (10.6%)	30 (9.5%)	40 (8.8%)
Fabrication et construction	15 (26.8%)	37 (34.9%)	44 (38.6%)	75 (27.4%)	93 (29.5%)	140 (30.9%)
Transport et services	19 (33.9%)	28 (26.4%)	40 (35.0%)	62 (22.6%)	75 (23.8%)	119 (26.3%)
Journaliers	13 (23.2%)	29 (27.3%)	18 (15.8%)	108 (39.4%)	117 (37.1%)	154 (34.0%)
autres	5	9	13	18	38	47
	61	115	127	292	353	500

Source: Listes nominatives des recensements, 1831-1891.

journalier de ferme, 14, journalier dans une scierie, 5, journalière et 3, femme de journée). Dans le secteur de la fabrication et de la construction, les plus nombreux des chefs de famille sont menuisiers (jusqu'à 40 en 1891), cordonniers (5 en 1831, 16 en 1891), forgerons (3 en 1831, 9 en 1891 et jusqu'à 10 en 1871), tanneurs et bouchers (1 en 1831, 5 en 1891).

Dans un village aussi ancien que celui de la Rivière-du-Loup, il est normal que les professions liées au secteur des services et du commerce soient bien représentées. Ainsi, on dénombre plusieurs marchands (8 en 1831, 21 en 1891) et commerçants (de 5 à 6 durant la période 1851-1881), quelques médecins (2 en 1831 et jusqu'à 5 en 1891) et notaires (3 durant la période sauf entre 1851 et 1871, 2). La profession qui regroupe le plus grand nombre de chefs de famille dans cette catégorie est celle de charretier: on en recense 29 en 1891 alors qu'il n'y en avait seulement 2 en 1851.

A mesure que l'on avance dans le siècle, la structure socio-professionnelle se diversifie progressivement. Dans le secteur de la fabrication et de la construction, on assiste à l'apparition durant les décennies 1860 et 1870 de professions telles qu'entrepreneur, manufacturier, carrossier, meublier, ferblantier, chapelier, fondeur, charpentier, orfèvre, modiste, limeur et charron. Au cours des années 1880 et 1890, des chefs de famille se déclarent voiturier, mouleur, machiniste, mécanicien, soufreur, fromager et ouvrier.

Le phénomène est encore plus évident dans le secteur des transports et services. Dans les trente dernières années du siècle, on retrouve des professions aussi diverses que barbier, caissier et gérant de banque, agent d'assurances, ingénieur, régisseur, peintre, photographe, colporteur, imprimeur, commis

voyageur, etc. Une profession comme celle de marchand appelle à une plus grande spécialisation au fur et à mesure que le permettent les possibilités du marché. Aussi, rencontre-t-on en 1891 aux côtés des simples marchands, des marchands épiciers, des marchands champêtres, des marchands de fer, de foin, de bois et même de chaussures.

Une structure socio-professionnelle diversifiée au sein de laquelle prédominent le secteur de la fabrication et de la construction et les journaliers, une aire villageoise en extension, une population villageoise croissante, autant de facteurs qui, sous l'impulsion des industries rurales, contribuent, dès le début des années 1870, à donner au village de la Rivière-du-Loup un caractère urbain. Durant le derniers tiers du siècle, Louiseville demeure une ville en formation où se superposent et s'enchevêtrent le rural et l'urbain. Mais, petit à petit, les particularités sociales inhérentes au monde rural sont, sous l'influence de nouvelles valeurs, remplacées par des particularités de type urbain³⁴.

Lorsqu'elle est officiellement reconnue ville en 1879, Louiseville a l'aspect physique d'un gros village encore peu organisé. Il n'y a pas de système d'éclairage, ni égout, ni aqueduc. Les gens se procurent l'eau en l'achetant des "charrieux" qui l'apportent de la rivière dans un tonneau monté sur une charrette que traîne un cheval. Parcourent également les rues des "scieurs de bois" qui, munis d'un chevalet portatif et d'une scie, s'offrent pour débiter le bois de chauffage³⁵. Progressivement, la situation va changer.

En 1881, un groupe d'entrepreneurs locaux mettent sur pied La Compagnie de l'Aqueduc de Louiseville. L'année suivante, le système de distribution entre en activité. Mais l'eau puisée à même la rivière, non filtrée, se révèle impropre

à la consommation. En 1896, après que la ville eut été frappée par une épidémie de fièvre typhoïde, le système est modifié: l'eau est dorénavant amenée de Sainte-Ursule³⁶. En 1890, il est question que Louiseville soit éclairée à l'électricité³⁷. La compagnie The Edison Electric Light, formée par des entrepreneurs de la ville, demande une franchise que le conseil de ville lui refuse. Finalement, l'électricité ne fera son apparition qu'en 1914, en même temps que le système d'égout dont les travaux d'installation avaient été suspendus en 1893.

Chef-lieu au début des années 1860, Louiseville accentue cette vocation dans les dernières décennies du siècle. Toute les paroisses du nord s'y ravitaillent. C'est aussi un lieu de transit important. Les produits agricoles et manufacturiers des paroisses du nord sont expédiés à Louiseville avant d'être transbordés sur des bateaux, et après 1878, dans des wagons de marchandises. Louiseville se veut également un petit centre administratif. Un bureau d'enregistrement et un palais de justice sont construits au cours de la décennie 1860. C'est à Louiseville qu'est imprimé en 1878 le premier journal du comté, Le Courier de Maskinongé, qui devient en 1885 Le Courier de Louiseville³⁸. En 1881, une succursale de la Banque Ville-Marie ouvre ses portes³⁹. Deux ans plus tard, des citoyens de la ville veulent créer leur propre institution bancaire, la Banque agricole de Louiseville, en vue d'aider le commerce et l'agriculture de la région. Mais le projet ne voit pas le jour⁴⁰. Deux autres journaux vont paraître dans la décennie 1890: L'Echo de Louiseville (1894-1897) et Le Progrès de Louiseville (1897-1902).

En somme, l'aire villageoise de la Rivière-du-Loup a connu une croissance et un développement continu tout au cours du XIXe siècle. La montée des industries rurales est un des facteurs sous-tendant ce dynamisme.

NOTES (chapitre II)

- (1) Serge Courville, "Esquisse du développement villageois au Québec: le cas de l'aire seigneuriale entre 1760 et 1854", CGQ, vol. 28, nos 73-74 (1984), p. 41. Voir aussi "Un monde rural en mutation: le Bas-Canada dans la première moitié du XIXe siècle", HS, vol. XX, no 40 (1987), p. 246.
- (2) Sur cet aspect particulier, voir Serge Courville, "Villages and Agriculture in the Seigneuries of Lower Canada: Conditions of a Comprehensive Study of Rural Quebec in the First Half of the Nineteenth Century", in D.H. Akenson (dir.), Canadian Papers in Rural History, vol. V, Gananoque, Langdale Press, 1986, p. 128-135.
- (3) Pour une critique des volumes publiés des recensements, voir Normand Fortier, "Les recensements canadiens et l'étude de l'agriculture québécoise, 1852-1901", HS, vol. XVII, no 34 (1984), p. 257-286; N. Séguin, R. Hardy et L. Verreault-Roy, L'agriculture en Mauricie, dossier statistique: 1850-1950, Trois-Rivières, U.Q.T.R., 1979, p. 10-37.
- (4) Joseph Bouchette, Description topographique de la province du Bas-Canada, Londres, W. Faden, 1815, p. 299. Voir aussi Raoul Blanchard, Le centre du Canada français, "Province de Québec", Montréal, Librairie Beauchemin Ltd, 1947, p. 69.
- (5) Remarque du recenseur à la suite de la seconde partie du recensement personnel. Recensement de 1852.
- (6) Etienne Mayrand, négociant de la Rivière-du-Loup, s'engage à fournir à William Lampron fils, négociant de Trois-Rivières, 5,000 minots d'avoine "et plus jusqu'à la quantité de 10,000 minots". ANQTR, Greffe de Pierre Bazin, 24 janv. 1823.
- (7) Joseph Bouchette, op. cit., p. 301.
- (8) G. Lesage, Histoire de Louiseville, 1665-1960, Louiseville, Presbytère de Louiseville, 1961, p. 126.
- (9) Parmi ceux-ci, mentionnons Auguste Saint-Louis de Sorel, un des importants actionnaires de la Société de Navigation du Richelieu, société mise sur pied en 1845. Gerald Tulchinsky, "Une entreprise maritime canadienne-française, la Compagnie du Richelieu, 1845-1854", RHAF, vol. 26, no 4 (1973), p. 564.
- (10) ANQTR, Cour Supérieure, Registre des déclarations sociales, 1849-1890.
- (11) Cette catégorisation des occupants de terres s'inspire de celle de Normand Séguin, "L'agriculture de la Mauricie et du Québec, 1850-1950", RHAF, vol. 35, no 4 (1982), p. 541.

- (12) 1833: amputation au profit de Saint-Léon; 1840, 1856 et 1873: amputations au profit de Sainte-Ursule; 1852 et 1889: amputations au profit de Maskinongé.
- (13) N. Séguin, op. cit., p. 543-544.
- (14) ANQTR, Cour Supérieure, Registre des déclarations sociales (sociétés), 1857-1885.
- (15) L'herbe à liens ou chaume est une plante de rivage qui pousse tout autour du lac Saint-Pierre. A l'époque, on s'en sert pour recouvrir le toit des dépendances et pour lier les bottes de céréales lors de la moisson. Jean Provencher, C'était l'automne. La vie rurale traditionnelle dans la vallée du Saint-Laurent, Montréal, Boréal Express, 1984, p. 106.
- (16) ANQTR, Cour Supérieure, no 36, Theo. Chase and Co., demandeurs vs Ed. Caron, défendeur, 1883.
- (17) CM, 18 nov. 1880.
- (18) R. Blanchard, op. cit., p. 85.
- (19) Christian Pouyez, Raymond Roy et Gérard Bouchard, "La mobilité géographique en milieu rural: le Saguenay, 1852-1861", HS, vol. XIV, no 27 (1981), p. 123-155.
- (20) Normand Séguin, La conquête du sol au 19e siècle, Québec, Boréal Express, 1977, p. 161-163.
- (21) Nous avons veillé à classer les journaliers dans une catégorie à part car, croyons-nous, ceux-ci sont susceptibles de travailler autant dans les secteurs des services et de la fabrication et de la construction que dans l'agriculture. En fin de compte, qu'est-ce qu'un journalier sinon qu'un travailleur en quête d'emploi, quel qu'il soit.
- (22) G. Lesage, op. cit., p. 63.
- (23) Ibid, p. 80.
- (24) A propos de Davison, voir Allan Greer, "Davison (Davidson), George", DBC, vol. IV, Québec, P.U.L., 1980, p. 214-215.
- (25) C'est parce qu'il est criblé de dettes envers la famille Hart que les terres de Phinéas sont saisies. En 1798, à Montréal, Phinéas reconnaît devoir à Aaron Hart et à son fils Ezekiel, tous deux marchands associés sous la raison sociale d'"Aaron Hart and Son", la somme de 1,703 livres (1,196 livres à rembourser le 1 juin 1798 et 507 livres le 10 janvier 1800). Lorsque décède Aaron Hart le 28 décembre 1800, la balance des obligations de Phinéas envers le très important négociant trifluvien est de 1,100 livres. Avec les intérêts, la dette s'élève à 1,232 livres. Benjamin et Alexandre, héritiers des biens et des créances d'Aaron, réclament la somme à Phinéas (les deux autres héritiers, Moses et Ezekiel, y renoncent). Celui-ci s'engage à verser le 1 août de chaque année une partie de la somme jusqu'à l'acquittement de la dette (1803: 132 livres; 1804: 200

livres; 1805: 200 livres; 1806: 200 livres; 1807: 300 livres; 1808: 200 livres). Or, il s'avère qu'en 1805, Phinéas n'a encore rien remboursé. Dans un jugement de la Cour du Banc du Roi du 22 avril 1805, Phinéas est tenu de payer 332 livres aux frères Hart. En septembre, le shérif procède à la vente des biens immeubles de Phinéas. ANQTR, Cour du Banc du Roi, Benj. et Alex. Hart vs Isaac Phinéas, 1805. De plus, Phinéas devait aux frères Hart 223 livres pour ne pas avoir remboursé deux billets promissoires. ANQTR, Greffe de Joseph Badeau, 11 juin 1804.

- (26) A cette époque, Benjamin et Alexandre Hart possèdent un magasin à Trois-Rivières et un commerce à Montréal. Ils se déclarent marchands, commissionnaires, courtiers, encanteurs et banquiers. Ils se disent disposés à prêter de l'argent, à vendre et à acheter des terres et des marchandises, ou à entreposer des marchandises. Ils font "le commerce de n'importe quoi, de la perlasses et du bois aux cotonnades et à la poterie, et cela aussi loin qu'à Kingston, dans le Haut-Canada, à Boston, à New York et à Belfast". Carmen Miller, "Hart, Benjamin", DBC, vol. VIII, Québec, P.U.L., 1985, p. 405.
- (27) ANQTR, Greffe de Joseph Badeau, entre le 18 sept. et le 10 oct. 1805.
- (28) Louis Blazon, "Les moulins à scie de la Rivière-du-Loup", ESJ, 16 janv. 1928, p. 5.
- (29) C'est le 12 mai 1873 que François-Xavier Saint-Pierre achète le lot voisin de celui de la Hunterstown Lumber Co. d'Antoine Lemaître-Augé, marchand, et de son épouse. Bureau d'enregistrement de Louiseville, Registre B, vol. 16, no 8791 (à l'avenir: BEL, B-8791). Dans le même mois, Saint-Pierre commence à vendre des terrains. BEL, B-8861, B-9208.
- (30) Le but d'une Société de Construction est de procurer à ses membres ou actionnaires les sommes correspondant à la valeur de leurs actions pour construire une ou plusieurs maisons, ou acheter des bien-fonds. Les sommes avancées sont garanties par une hypothèque. J.-H. Thérien a recours à la Société Permanente de Construction de Trois-Rivières en 1875. Il souscrit à 30 parts pour un montant total de \$1,500 (\$50 la part). En novembre 1877, la Société de Construction réclame à Thérien \$2,029: \$255 pour 17 versements mensuels de \$15 non effectués; \$255, somme correspondant à l'intérêt des versements (12% par année); \$1,500 pour les 30 parts (un des règlements de la société stipule que si un membre ne fait pas six versements consécutifs, la société a le droit d'exiger le remboursement de toutes les parts); et \$19.80 pour des amendes. ANQTR, Cour Supérieure, no 365, la Société Permanente de Construction de Trois-Rivières, demanderesse vs J.-H. Thérien et al., défendeurs, Bref et déclaration, 6 nov. 1877.
- (31) René Hardy, Pierre Lanthier et Normand Séguin, "Les industries rurales et l'extension du réseau villageois dans la Mauricie pré-industrielle: l'exemple du comté de Champlain durant la seconde moitié du 19e siècle", dans François Lebrun et Normand Séguin (dir.), Sociétés villageoises et rapports villes-campagnes au Québec et dans la France de l'Ouest, XVIIe-XVe siècles, Trois-Rivières, Centre de recherche en études québécoises, 1987, p. 240.

- (32) René Hardy, Jean Roy et Normand Séguin, "Une recherche en cours: le monde rural mauricien au 19e siècle", CGQ, vol. 26, no 67 (1982), p. 147.
- (33) R. Hardy, P. Lanthier et N. Séguin, op. cit., p. 249-251.
- (34) Stuart M. Blumin, "When Villages Become Towns. The Historical Context of Town Formation", in Derek Fraser and Anthony Sutcliffe, The Pursuit of Urban History, London, Edward Arnold, 1983, p. 54.
- (35) G. Lesage, op. cit., p. 213.
- (36) ANQTR, Cour Supérieure, no 32, La Corporation de Louiseville, demanderesse vs La Cie de l'Aqueduc de Louiseville, défenderesse, Bref et déclaration (7 nov. 1896) et Plaidoyer (21 nov. 1896).
- (37) Le Monde, 18 mars 1890.
- (38) G. Lesage, op. cit., p. 233 et 261.
- (39) CM, 17 mars 1881, p. 2.
- (40) Le Constitutionnel, 30 avril 1883, p. 3.

CHAPITRE III

Les industries rurales

Une des manifestations de la transformation du monde rural au XIX^e siècle est la présence d'industries rurales. Celles-ci sont un signe tangible de la pénétration de l'économie de marché dans les campagnes et, plus globalement, de la montée du capitalisme.

Que faut-il entendre par industries rurales? Elles correspondent d'abord à "certaines des productions non agricoles qui trouvent dans le milieu rural le lieu de leur réalisation" et se caractérisent par "le recrutement de travailleurs salariés sur une base annuelle ou saisonnière" et par "la mobilisation d'investissements en capitaux /.../"¹. Les industries rurales peuvent se rencontrer sous la forme d'une manufacture où sont rassemblés une masse de moyens (installations et équipements pour les diverses étapes de la production) ou encore sous la forme d'établissements dispersés. Capable de faire siennes certaines innovations techniques, l'industrie rurale représente avant tout une "optimisation de l'emploi et des sources d'énergie et des convertisseurs traditionnels"². Comparées aux établissements urbains, les entreprises rurales ont l'avantage d'être à proximité des matières premières, des combustibles (réduisant ainsi les coûts de transport) et des sources d'énergie hydraulique ce qui, en partie, explique leur prolifération au XIX^e siècle³.

Dans la paroisse de la Rivière-du-Loup, les équipements de production, depuis la simple boutique d'artisan jusqu'aux moulins, fabriques et manufactures

de toutes sortes, ont occupé une place de plus en plus importante d'une décennie à l'autre. A telle enseigne que l'on peut considérer la paroisse, et plus particulièrement le village, comme le foyer industriel du comté de Maskinongé dans le dernier tiers du XIXe siècle.

Notre propos, ici, est de retracer l'évolution des activités industrielles de la paroisse. Dans un premier temps, nous brosserons un tableau général, secteur par secteur, des formes industrielles de la paroisse en relevant au passage les sources d'approvisionnement en matières premières de certaines industries rurales, et la destination de leur production. Dans cette recension, tant les petites unités de production que sont les boutiques d'artisans que les manufactures seront prises en compte parce que nous voulons mesurer les rythmes de transition, dans certains secteurs, de l'artisanat vers l'industrie. En plus de présenter les diverses formes industrielles de la paroisse, cet inventaire exhaustif nous permet de mieux camper et saisir l'ampleur du phénomène. Après quelques mots sur la main-d'œuvre dans un deuxième temps, nous procéderons, en dernier lieu, à l'analyse de l'évolution des industries rurales.

Pour effectuer une lecture diachronique du phénomène de l'industrie rurale, nous avons eu principalement recours aux recensements officiels. Nonobstant les omissions qu'ils contiennent, le manque d'uniformité des données d'un recensement à l'autre, les ambiguïtés de certains intitulés (entre autres, ceux se rapportant au capital et aux matières premières), les inégalités de la cueillette des données par les énumérateurs (par exemple, les unités de mesure concernant les matières premières et la production annuelle de deux établissements semblables peuvent être fort différents), les manuscrits des

recensements sont vraisemblablement les seules sources nous permettant d'avoir une vue d'ensemble de l'évolution des industries rurales.

Du recensement de 1825, on ne peut tirer aucun renseignement sur la production artisanale ou industrielle. Le recensement de 1831 relève les équipements de production en référence à leurs tenanciers, propriétaires ou non. Toutefois, cette recension ne semble pas exhaustive puisque Joseph Bouchette, dans son dictionnaire topographique de 1832, rapporte d'autres équipements et la présence d'artisans dont il est probable que quelques-uns soient propriétaires d'une boutique⁴. Est-ce à dire que le dictionnaire de Bouchette est plus complet que le recensement en ce qui concerne les équipements? Pas nécessairement. Disons plutôt que l'utilisation complémentaire des deux sources nous permet d'appréhender la réalité avec une plus grande précision.

Assurément plus complet, le recensement de 1852 signale toutes les activités de production, de la petite boutique d'artisan à l'unité de production de plus grande dimension. Le recensement de 1861 contraste avec les précédents. Il nous livre une série de données ayant trait à la production comme le capital fixe, les matières premières, le type d'énergie utilisée, la main-d'œuvre et la valeur produite. Encore plus intéressant est le recensement de 1871. Celui-ci nous fournit les mêmes renseignements que le recensement de 1861 avec, en plus, des données sur le capital circulant, le nombre de mois d'activité durant l'année et de plus grandes précisions sur la main-d'œuvre (on y distingue les employés de 16 ans et moins, des autres, et on note le sexe)⁵.

En l'absence de données relatives aux établissements industriels dans les recensements de 1881 et 1891 - absence que les abrégés des recensements ne

peuvent combler en raison de l'agrégation des données à l'échelle de la circonscription électorale – nous nous sommes tournés vers un ensemble d'autres sources telles les archives de l'enregistrement, les journaux locaux et les archives judiciaires (plus spécialement les dossiers de faillite de la Cour Supérieure et les registres de déclarations sociales).

Eventail des industries rurales

1. Les industries du bois

Le bois a toujours occupé une place de première importance dans l'économie de la paroisse de la Rivière-du-Loup. Dès avant que ne soit massivement investie la rivière Saint-Maurice au début des années 1850, la Grande rivière du Loup a été, avec celle de Batiscan, un axe de pénétration pour les premiers entrepreneurs forestiers. En effet, c'est vers 1823 que l'américain Truman Kimpton achète 20,000 acres de terre dans le canton Hunterstown. En 1825, il se fait construire une scierie sur les bords de la Grande rivière du Loup. L'endroit, situé à deux milles plus haut que le village actuel de Saint-Paulin, prend le nom de "Le Poste". De là, le bois scié était transporté jusqu'à Rivière-du-Loup.

A chaque jour, une vingtaine de voitures à double attelage faisaient ce trajet de quinze milles sur une route en partie pontée de madriers. Là, le bois était chargé dans des chalands qui le transportaient au lac Saint-Pierre où il était transbordé sur des goélettes à destination des Etats-Unis par le Richelieu ou la voie laurentienne.⁶

En 1836, T. Kimpton s'associe avec William H. Parker⁷. Ce dernier forme en 1854 avec des marchands de bois de Lowell (Massachusetts), Brewer et

Stillwater (Maine) et Saint-John (Nouveau-Brunswick) The Hunterstown Lumber Company⁸.

Avec l'exploitation commerciale de la forêt, le nombre de scieries se multiplie. Dans les limites de la paroisse de la Rivière-du-Loup, nous en avons recensé cinq au XIXe siècle. Au recensement de 1831, la paroisse en compte trois: deux sont situées le long de la Grande rivière dont une au village même, et sont la propriété de marchands; l'autre se trouve dans la côte de la Carrière sur les bords de la Petite rivière du Loup et se double d'un moulin à farine. Ces petits établissements, dont il est probable qu'un ou deux datent de la fin du XVIIIe siècle, n'ont rien en commun avec les grandes scieries de la seconde moitié du XIXe siècle.

La plus imposante est celle que la Hunterstown Lumber Co. fait ériger sur la rive ouest de la Grande rivière à un mille en aval du village en 1858-59⁹. Cette décision d'établir une scierie dans la paroisse de la Rivière-du-Loup survient après que des changements importants eurent lieu au sein de la compagnie l'année précédente¹⁰. En 1861, les installations de la Hunterstown L. Co. à la Rivière-du-Loup sont évaluées à \$50,000. Actionnée à la vapeur, la scierie donne du travail à une centaine d'hommes et produit 5,000,000 pieds de planches, de madriers et de bardaues dans une année. Dans la décennie 1860, la compagnie possède trois remorqueurs à vapeur: le Taylor (100 pieds de long), le Kingbird et le Bismarck. Un quatrième est construit en 1873, le Milford (100 pieds de long)¹¹. En 1871, la scierie de la Hunterstown L. Co. est encore plus grande. Elle représente un capital fixe de \$150,000. Fonctionnant six mois par année, elle engage 300 hommes et 50 garçons de moins de 16 ans (incluant les hommes dans les chantiers). La production annuelle s'élève à 10,000,000 pieds de

bois, soit deux fois plus que dix ans plus tôt. Sont annexés à la scierie une boutique de forge (10 employés) et un chantier de construction de navires (12 employés). En 1871, la scierie de la Hunterstown L. Co. est sans conteste la plus importante du monde rural mauricien¹².

En 1872, la scierie est la proie des flammes. Les travaux de reconstruction ne tardent pas¹³. Après avoir fonctionné au ralenti dans la seconde moitié de la décennie 1870 et au début des années 1880, la scierie ainsi que les concessions forestières de la Hunterstown L. Co. sont vendues en 1885 à Joseph-Ovide Lafrenière, marchand de Montréal natif de Maskinongé¹⁴. En 1888, la scierie de Louiseville, plusieurs concessions forestières et de nombreux lots dans le canton Hunterstown sont achetés par Louis Tourville et Joël Leduc pour la somme de \$40,000¹⁵.

Louis Tourville est à l'époque bien connu dans le milieu des affaires. Né à Montréal, fils de cultivateur, Tourville débute dans le commerce en ouvrant en 1854 une boutique de mercerie qu'il abandonne l'année suivante. En mars 1866, il s'associe à Louis-Adélard Sénécal, Henri Vassal, Joseph-Guillaume Tranchemontagne et Carlos-Darius Meigs pour exploiter le commerce du bois sur la rivière Saint-François. Quelques mois plus tard, il fonde avec les mêmes associés la Compagnie des moulins à vapeur de Pierreville qui, en 1878, déclare faillite. Avec Joël Leduc, Tourville rachète en 1881 la compagnie. De 1881 à 1892, il dirige la compagnie Tourville. En 1892, il fonde avec ses deux fils et quelques autres partenaires la Tourville Lumber Mill¹⁶. Parallèlement à ses activités dans le commerce du bois, Tourville fut un des fondateurs de la Banque d'Hochelaga en 1873 dont il assura la présidence jusqu'en 1878. De plus, il fut nommé en 1888 conseiller législatif¹⁷.

Quelques mois après être entré en possession de la scierie, Tourville entreprend de multiples rénovations. Des bouilloires sont posées et de nouvelles scies installées¹⁸. En 1895, un vaste fourneau servant à brûler la sciure de bois est construit¹⁹. Lorsque Louis Tourville décède en 1896, son fils Rodolphe lui succède à la tête de l'entreprise²⁰. Finalement, la scierie de Louiseville est acquise en 1925 par la Saint-Lawrence Paper Mills. Le nombre d'employés, de quelques centaines qu'il était, passe alors à environ 75 personnes. On ne fait plus qu'écorcer et couper du bois à pâte que l'on charge sur des barges et expédie à Trois-Rivières. Plus tard, les billes de bois descendues par la Grande rivière seront touées par des remorqueurs jusqu'à la papeterie trifluvienne²¹. La scierie ferme définitivement ses portes en 1935.

Enfin, plus modeste et ayant un rayonnement moindre que celui de Tourville, il y a la scierie de Lambert et Desrosiers. C'est en 1881 qu'Odilon et Agapit Desrosiers achètent la scierie de la Place Pie IX construite en 1878 par leurs cousins Auguste et David Desrosiers. En 1882, ils forment en partnership avec un important marchand local, Raphaël Lambert, la société Lambert et Desrosiers²². En octobre de la même année, la scierie est détruite par un incendie. Aussitôt, les trois associés s'affairent à la reconstruction de l'établissement. Au cours de l'été 1883, les travaux sont terminés. En 1884, la nouvelle scierie doublée d'un moulin à planer entre en activité.

En 1887, la société Lambert et Desrosiers est dissoute. Raphaël Lambert intente une action contre ses associés, leur demandant de rendre compte de leur gestion de la scierie. De plus, Lambert réclame le remboursement d'une partie des avances qu'il a personnellement consenties à la société²³. Cette affaire ne

prendra fin qu'en 1890. Entretemps, les frères Desrosiers ont tenté, en vain, de relancer la scierie en s'associant à Pierre Béland, cultivateur et commerçant de la Rivière-du-Loup²⁴. En 1889, Tourville et Cie prend possession de la scierie et la fait démolir l'année suivante²⁵.

En 1884, l'entreprise vend pour \$12,111.18 de bois. Dans les années subséquentes, elle éprouve plus de difficultés à écouler sa production. Les ventes chutent à \$7,870.65 en 1885 et à \$4,137.85 en 1886 (voir tableau 11). Excepté pour 1886, les ventes atteignent un point culminant entre les mois de juin et d'octobre. Pour ces cinq mois, elles représentent 84% du total annuel de l'année 1884, et 67% de 1885. Pour ce qui est du moulin à planer, les revenus sont de \$1,544.12 en 1883, \$2,005.06 en 1884, \$1,727.07 en 1885 et \$2,345.29 en 1886. Enfin, le sciage a rapporté entre juin 1884 et octobre 1886 \$11,668.72. L'essentiel de la clientèle de la scierie et du moulin à planer est de Louiseville, de la paroisse de la Rivière-du-Loup et, dans une moindre mesure, des paroisses environnantes. Le tableau 12 nous révèle qu'à la fermeture des livres de compte de la société, 138 des 153 débiteurs de la scierie (90%) et 84 des 115 débiteurs du moulin à planer (73%) sont de Louiseville et de la Rivière-du-Loup. Ces mêmes débiteurs doivent, dans le cas de la scierie, 93% du montant total des dettes, et dans celui du moulin à planer, 84% des dettes.

Pour approvisionner l'entreprise en bois, chaque hiver, les frères Desrosiers vont, avec quelques engagés, faire chantier sur les terres de Raphaël Lambert dans le nord de la paroisse. Au printemps, les billes de bois sont descendues par la Grande Rivière jusqu'à la scierie. Il est courant également que la société Lambert et Desrosiers achète du bois des cultivateurs de la paroisse et des localités voisines²⁶.

Tableau 11

Ventes de bois de Lambert et Desrosiers (dollars)

	1884	1885	1886
janvier		115.59	208.84
février		296.96	159.65
mars		564.11	526.10
avril	236.63	699.23	355.59
mai	381.68	443.32	258.82
juin	963.29	851.58	243.71
juillet	1237.16	1222.44	1049.74
août	1087.96	1345.16	851.20
septembre	2251.19	1219.74	222.47
octobre	4614.43	638.77	230.22
novembre	824.23	158.73	5.17
décembre	514.61	315.02	26.34

Source: ANQTR, C.S., no 511: R. Lambert vs O. Desrosiers et al., livre de comptes, 1884-1886.

Tableau 12
Débiteurs chez Lambert et Desrosiers

Lieu	Scierie		Moulin à planer	
	nbre	montant	nbre	montant
Louiseville	121	11012.80	74	1490.68
Rivière-du-Loup	17	131.94	10	72.48
Sainte-Ursule	1	3.32	14	145.63
Saint-Léon			4	28.42
Maskinongé			1	8.23
Saint-Justin			2	9.11
Saint-Barthélemy			1	10.40
Berthier	1	569.78		
Trois-Rivières			1	9.00
Montréal	3	167.56	1	17.78
Ottawa	1	13.68		
Etats-Unis	7	40.72	3	25.18
sans mention	2	30.78	4	23.14
	153	11970.58	115	1840.05

Source: ANQTR, C.S., no 511: R. Lambert vs O. Desrosiers et al., listes B et C, 16 février 1888.

Conséquemment à l'implantation des grandes scieries, apparaissent diverses manufactures spécialisées dans l'une ou l'autre des branches de la transformation du bois (manufactures de bois, manufacture de fuseaux, allumetteries). Mais avant ces grandes unités de production, tout ce qui était du domaine du bois ouvré était exécuté dans des boutiques d'artisans. L'arrivée de manufactures n'a pas signifié la fin des boutiques, loin s'en faut. Boutiques et manufactures ont coexisté, les premières agissant en complémentarité avec les secondes. Souvent incapables d'élaborer dans le processus de fabrication d'un produit tous les éléments nécessaires à son fini, les manufactures se sont tournées vers les boutiques pour l'exécution de certaines tâches spécifiques et spécialisées.

Des industries du bois ouvré, les plus anciennes de la paroisse sont les boutiques de menuiserie. Il y en a 21 en 1852. On n'en compte plus que 8 en 1861 (les seules personnes y travaillant sont les propriétaires), 12 en 1871 occupant 15 employés et 5 en 1891. Au recensement de 1861, apparaissent les deux premières boutiques de meubles. Dix ans plus tard, il y en a 4 dont 2 employant chacune 4 personnes. En 1882, deux meubliers de Louiseville s'associent sous la raison sociale Saucier et Béland et ouvrent une boutique. Enfin, mentionnons la présence d'une boutique de tonnellerie en 1871, comptant un employé.

La première manufacture de bois date de 1874 et est la propriété des frères Auguste et David Desrosiers. On y scie et prépare le bois nécessaire aux contrats de construction et de rénovation de maisons ou d'édifices publics qu'ils obtiennent. L'établissement ferme ses portes en 1879 après avoir déclaré

faillite²⁷. En 1887, Auguste Desrosiers ouvre une nouvelle manufacture. En plus d'y scier du bois de construction, d'oeuvre ou de charpente, Desrosiers y fabrique des orgues. Une troisième manufacture de bois a existé à Louiseville, celle d'Alfred Mineau. Mais l'entreprise qui commence ses activités en 1894 tombe en faillite dès 1896²⁸. C'est dans l'ancien moulin à planer de Moreau et Gravel que Mineau avait établi sa manufacture. L'établissement de Toussaint Moreau et François-Xavier Gravel a été en activité à peine une année, soit de 1893 à 1894, année de la faillite²⁹. Il était actionné par une machine de quinze chevaux-vapeur et employait 6 personnes.

En 1878, une manufacture de fuseaux et cannelles est érigée à Louiseville, la William Laurie & Company. W. Laurie, ingénieur civil venu s'établir à la Rivière-du-Loup en 1869 (après avoir épousé Agnesse Finley, fille de David Finley, marchand de Sorel), B. Campbell Simpson, teneur de livres de Montréal et George-Douglass Ross, marchand de Montréal en sont les directeurs³⁰. Pour fabriquer les fuseaux, la compagnie utilise du bouleau de la région. Une partie de la production est expédiée aux fabricants de fil de Montréal, entre autres Clark & Co.³¹. En 1886, la manufacture est consumée par un incendie. Dès l'année suivante, W. Laurie & Co. fait bâtir une autre manufacture à Saint-Alexis-des-Monts. En 1888, des problèmes au sein de la société mènent à sa dissolution puis, en 1889, à sa faillite³². William Laurie reprend seul en main la manufacture et forme la Laurie's Spool Co. en 1889 où travaillent 11 personnes en 1891.

La dernière industrie du bois recensée est celle des allumetteries. Elles sont plusieurs à avoir vu le jour en Mauricie dans le dernier quart du XIX^e siècle. Il y en a eu une demi-douzaine dans le comté de Champlain, environ huit

à Trois-Rivières entre 1875 et 1890, une à Sainte-Angèle-de-Laval. Dans le cas de Louiseville, nous en avons recensé cinq entre 1890 et 1900. La plupart de ces allumetteries ont connu un sort identique: soit qu'elles ont été rasées par un incendie, soit qu'elles ont été achetées ou absorbées par la compagnie E. Butter Eddy de Hull.

La première allumetterie de Louiseville, l'Independent Match Company, ouvre en 1890 ses portes. Les directeurs en sont Eugène Vadeboncoeur, marchand, Thomas Mineau, hôtelier, Alfred Mineau, commerçant et manufacturier de bois et Antoine Gravel, industriel, tous de Louiseville. En 1891, la fabrique qui représente un capital fixe de \$7,900 (\$400, propriété foncière; \$3,500, bâtisses; \$4,000, machines et outillages) possède un capital circulant de \$4,000. Elle occupe 85 personnes (40 hommes, 30 femmes, 5 garçons et 10 filles de moins de 16 ans). La valeur de la production s'élève à \$37,440³³. Le bois pour la fabrication des allumettes provient surtout de la Tourville Lumber Co. de Louiseville, mais aussi de la Joseph Ford & Co. de Portneuf et de la Vermillon Lumber Co.³⁴. L'allumetterie est mise en faillite en 1896. L'année suivante, elle est vendue par la Banque d'Hochelaga (la plus importante créancière, \$12,922.14) à E. Butter Eddy de Hull pour la somme de \$5,000³⁵. Immédiatement, la compagnie Eddy se dit disposée à vendre l'établissement mais à la condition expresse qu'on n'y fabrique plus d'allumettes.

Une seconde allumetterie est construite en 1892, The Montreal Match Company, dont la direction est assumée par Charles Trépanier (président) et Louis Pichette, marchands, Auguste Desrosiers, manufacturier de bois, Antoine Gagnon, menuisier, tous de Louiseville, et Pierre Béland, cultivateur et commerçant de la Rivière-du-Loup. Outre ses directeurs, la société compte 35

actionnaires: 8 sont marchands, 5 menuisiers, 4 journaliers, 2 boulangers, 2 forgerons, 2 bouchers, 2 ferblantiers, 2 prêtres, un manufacturier, un agent d'assurances, un manufacturier d'instruments aratoires, un avocat, un charretier et l'épouse d'un menuisier, tous de Louiseville³⁶. Lorsqu'elle reçoit ses lettres patentes, la société existe déjà depuis plusieurs mois et les travaux de construction de la fabrique sont passablement avancés grâce aux \$5,500 de parts souscrites. Une grande quantité de matériaux, de machines et d'outils ont été achetés de la société montréalaise The James Robertson Co. Les directeurs ont eu également recours à la fonderie locale Desrosiers et Cie. pour la fabrication de certaines pièces d'équipement et de machines³⁷. Tout a été mis en branle pour que la production débute le plus tôt lorsqu'en août 1893 The Montreal Match Co. est mise en liquidation. La bâtisse et ses équipements sont alors évalués entre \$6,000 et \$7,000. The James Robertson Co., principale créancière, acquiert l'établissement.

En 1894, Charles Trépanier et Edouard Bourret, marchands de Louiseville, forment The Electric Match Company³⁸. Quelques jours plus tard, les deux hommes achètent pour \$3,700 la fabrique de la Montreal Match Co.³⁹. La production démarre dès l'automne 1894, mais pour quelques mois à peine car en décembre l'allumetterie est la proie des flammes⁴⁰. Deux autres fabriques d'allumettes ont existé à Louiseville. Celle d'Odilon Desrosiers, un petit établissement qui ferme peu de temps après son ouverture en 1898⁴¹ et celle plus importante de Beauchemin et Desrosiers fondée en 1900 mais dont nous ne connaissons pas la date de fermeture⁴².

2. Les industries du cuir

Le cuir est le deuxième secteur le plus important dans la paroisse de la Rivière-du-Loup au XIXe siècle. S'agissant d'abord des tanneries, on en compte une en 1831, 7 en 1852, une en 1861 et 3 en 1871. Au cours de la période 1872-1900, nous n'avons recensé que deux tanneries, soit celles de George-Henry Yale et de Pierre Trépanier, cette dernière déclarant faillite en 1890. A l'exception de celle de Yale, les tanneries de la Rivière-du-Loup ne semblent pas avoir dépassé le niveau de la petite boutique.

La tannerie de Yale est construite dans le village vers la fin de la décennie 1840. Déjà à cette époque, plusieurs corroyeurs y travaillent l'année durant⁴³. En 1860, la tannerie est détruite par un incendie. Deux ans plus tard, sur les cendres de l'ancienne est érigée une nouvelle tannerie dont la direction est assurée par François-Xavier Lambert, gendre de Yale. En 1869, l'entreprise est en faillite. Sylvestre Yale et William Laurent, deux proches parents de Yale, prennent en main l'établissement⁴⁴. En 1871, la tannerie Yale, Laurent et Cie. produit 10,400 pièces de cuir noir et de cuir rouge d'une valeur de \$48,800. Elle est actionnée à la vapeur et compte 30 employés. En 1872, endettés, S. Yale et W. Laurent cèdent leur fonds de commerce et les livres de compte à G.-H. Yale et F.-X. Lambert⁴⁵. La production de la tannerie redémarre jusqu'à ce que Yale déclare faillite en 1883⁴⁶. L'année suivante, la tannerie est sous la conduite de son épouse, Victoire Yale, sous la raison sociale V.-L. Yale⁴⁷. En 1885, G.-H. Yale reprend la direction de l'établissement et s'adjoint un associé, Georges-F.-X. Lambert, son petit fils. Mais la nouvelle société qui porte le nom de G.-H. Yale et Cie. est dissoute quelques mois plus tard⁴⁸. Finalement, l'entreprise qui était connue sous la raison sociale G.-H. Yale & Co. depuis 1888⁴⁹ est mise une dernière fois en faillite en 1892. Avant sa fermeture

définitive, la manufacture de cuir employait 14 personnes. Les marchés pour la production de la tannerie Yale sont demeurés sensiblement les mêmes tout au cours de son existence. Une partie de la production est écoulée auprès de cordonniers et de cultivateurs de la région⁵⁰, l'autre est acheminée à Montréal par bateau à vapeur l'été et par traîneau l'hiver⁵¹.

Les tanneries peuvent souvent favoriser l'apparition de boutiques, voire de manufactures spécialisées (cordonnerie, sellerie, chaussure). C'est le cas à la Rivière-du-Loup. Les boutiques de cordonnerie ont toujours compté parmi les plus nombreuses. On en recense 9 en 1852, 9 en 1861 dont 4 comptent au total 6 employés, 6 en 1871 occupant 13 personnes et au moins 7 en 1891. En marge des boutiques de cordonnier, on dénombre en 1871 2 ateliers de chaussures (3 employés). L'industrie de la chaussure connaît un essor sans précédent lorsqu'en 1883 La Compagnie de Chaussures Canadienne, qui a à sa tête Edouard Bourret, Joseph Chevalier, Charles Trépanier, marchands, François Trépanier, ferblantier, tous quatre de Louiseville, et Edouard Béland, cultivateur de Saint-Barthélemy, ouvre ses portes⁵². La compagnie, qui possède un fonds social de \$10,000 (\$100 l'action), a cependant une existence éphémère. Enfin, notons la présence de quelques boutiques de sellerie. Il y en a une en 1852, une en 1861 et une en 1871. Cette dernière appartient à David Martin et compte 3 employés. On y confectionne des harnais et des valises; et des réparations de tous genres y sont aussi effectuées. La production est estimée à \$2,000 par année. En 1879, Martin fait faillite⁵³. Plus tard, le patron de la boutique est Joseph-Edouard Martin, fils de David. Celui-ci déclare à son tour faillite en 1890. Trois personnes travaillent alors à la boutique et l'inventaire s'élève à \$1,228.71⁵⁴.

3. Les industries du fer et du métal

Le fer et le métal ont joué un grand rôle dans l'économie de la paroisse. Forgerons et fondeurs ne se sont pas exclusivement voués à la confection d'objets à la pièce, et à la réparation. A maintes occasions, des manufacturiers ont fait appel à leurs services pour la fabrication de pièces d'équipement lourd ou de machines.

En 1831, les fabriques de fer sont plus nombreuses que tout autre établissement de production (9 ont été recensées). Plusieurs d'entre elles devaient sans doute trouver auprès de la Hunterstown L. Co. un débouché intéressant pour leur production. En 1852, on trouve dans la paroisse 5 boutiques de forgerons, 5 en 1861 et 10 en 1871. Pour cette dernière année, la plus importante est celle de la Hunterstown L. Co. jumelée à la scierie. Elle est la seule de la paroisse actionnée à la vapeur et occupe 10 travailleurs. De plus, on compte en 1871, deux fonderies, celle de Jos. Barolette, cultivateur, et celle d'Odilon et d'Agapit Desrosiers. Les deux fonctionnent à la vapeur et on y dénombre respectivement 1 et 6 employés. La valeur de production de la fonderie Desrosiers est cependant beaucoup plus élevée que celle de Barolette (\$3,500 comparativement à \$1,000).

En 1868, la fonderie O. et A. Desrosiers entre en activité. On y fabrique des charrues, des poêles et différents autres produits. L'établissement se double d'une boutique de forge (un employé). En 1882, les frères Desrosiers font construire une nouvelle fonderie. Celle-ci a trois étages et comprend un atelier de mécanique⁵⁵. La production y est beaucoup plus diversifiée (divers types de machines, des moulins à battre, des semeurs d'engrais, des moulins à van perfectionnés). En 1891, les frères Desrosiers sont insolvables et la fonderie, qui

donne du travail à 25 personnes, est vendue aux enchères. C'est Louis-Alfred Saucier, beau-frère des Desrosiers, qui acquiert l'établissement pour \$1,500⁵⁶. La fonderie, dorénavant enregistrée sous la raison sociale de Desrosiers et Cie., fabrique des presses à foin, des roues (de 15 à 56 pouces de diamètre), des moulins à battre, des semeurs d'engrais, des bancs de scie, des planeurs à bois, des machines pour les allumetteries, des roues d'engrenage, etc. Lorsque L.-A. Saucier déclare faillite en 1896, l'inventaire de l'actif mobilier se chiffre à \$6,906.01⁵⁷. Les clients de la fonderie proviennent essentiellement de Louiseville et des paroisses circonvoisines (voir tableau 13).

Tableau 13
Débiteurs chez Desrosiers et Cie.

Lieu	nbre	montant
Louiseville	12	211.87
Sainte-Ursule	6	13.46
Saint-Paulin	4	9.20
Saint-Alexis	3	43.61
Saint-Léon	3	6.07
Maskinongé	3	2.79
Yamachiche	2	2.08
Saint-Barnabé	1	6.62
Saint-Justin	1	10.63
Saint-Barthélemy	1	0.49
Saint-Tite	1	1.00
Shawinigan	1	0.68
Québec	1	2.00
Etats-Unis	1	0.40
sans mention	14	17.44
	54	328.34

Source: ANQTR, C.S., no 196: C. Couillard vs L.-A. Saucier, dettes de livres, 25 avril 1896.

D'autres fonderies ont eu pignon sur rue à Louiseville. Mentionnons d'abord celle que François Blais, de Joliette, est venu bâtir avec ses quatre fils vers 1872, dans la partie sud-ouest du village le long du petit ruisseau. La fonderie possède un soufflet mû par un manège à cheval. A partir d'un mélange de fer en gueuse et de rebuts, les Blais fabriquent des charrues, des chaudrons, des ornements de galerie, des pièces de voiture et des poêles à trois ponts connus sous le nom de poêles Saint-Laurent⁵⁸. En 1878, la fonderie qui est sous la direction d'Alfred Blais fait faillite⁵⁹. Une grande quantité de marchandises et d'outils sont achetés par O. et A. Desrosiers lors de la vente aux enchères de la fonderie. Un des fils Blais, Trefflé, ouvre une autre fonderie dans le secteur nord de la ville en 1883, La Fonderie de Louiseville⁶⁰. On y fabrique des machines, des bouilloires et des poêles. De plus, la fonderie dispose d'équipements pour les scieries et les moulins à farine. Vers 1894, l'établissement est acheté par Philippe Clément de Nicolet qui la garde en activité jusqu'en 1907⁶¹.

Outre les boutiques de forge et les fonderies, les autres industries du fer et du métal que l'on rencontre à la Rivière-du-Loup sont une fabrique de moulins à battre, deux boutiques de ferblanterie et une boutique d'orfèvrerie. La fabrique de moulins à battre date de 1886 et est la propriété de Louis Lambert, mécanicien de Sainte-Ursule, et de Charles Lupien, menuisier de Louiseville⁶². L'entreprise a une existence éphémère puisqu'elle déclare faillite dès l'année suivante. L'inventaire de la société se compose de quatre moulins à battre non terminés, d'un outillage complet, de patrons, de lots de bois, de fonte et de charbon. Lors de l'encan public, le tout s'est vendu \$202.41⁶³. En 1861, la paroisse compte une boutique de ferblanterie. Sous la conduite de Joseph Lavigne, la boutique emploie une personne et produit divers articles pour

la somme de \$1,500. Dix ans plus tard, la boutique est toujours en activité: deux personnes y travaillent et la valeur de la production s'élève à \$8,000. En 1879, Lavigne est mis en faillite. L'inventaire de la boutique est alors évalué à \$564.82⁶⁴. Une seconde boutique de ferblanterie ouvre ses portes vers 1872, celle de François Trépanier. Elle cesse ses activités dès 1875, Trépanier se déclarant failli⁶⁵. Enfin, signalons que nous n'avons recensé qu'une seule boutique d'orfèvrerie. En 1871, elle emploie deux personnes.

4. Les industries de l'alimentation

A mesure que croît la population au XIXe siècle, le secteur de l'alimentation se diversifie passablement. Aux côtés des moulins à farine qui comptent parmi les établissements les plus anciens de la paroisse ainsi que parmi les premiers éléments structurants qui ont favorisé l'émergence et la croissance du noyau villageois, apparaissent des boulangeries, une fromagerie et une brasserie.

On dénombre quatre moulins à farine en 1831: celui de James Douglas situé au village; celui de Jos. Boucher à la Belle Pointe; celui de Narcisse Morissette qui se double d'une scierie dans la concession de la Carrière; et celui de Henry Adams auquel est annexé un moulin à carder dans le village des Noël. Il n'y en a plus qu'un seul en 1852, appartenant à Isaac Meunier. Dans la bâtisse située au village, on retrouve également un moulin à carder. En 1861, les moulins à farine sont au nombre de deux, ceux de Cyrille Magnant et de Hercule Gagnon, ce dernier l'ayant acheté d'Isaac Meunier. Le moulin de Magnant emploie une personne et produit 1,000 minots de grains pour une valeur de \$700. Celui de Gagnon, actionné à l'eau, fait travailler deux personnes et donne une

production annuelle de 600 quintaux de farine pour une valeur de \$1,800. En 1871, Hercule Gagnon est toujours propriétaire de son moulin. Deux personnes y travaillent encore mais la production est inférieure à celle de 1861, soit 400 quintaux de farine d'une valeur de \$1,000. Vers 1882, Gagnon vend l'établissement à Charles-Athanase Lessard qui, dès l'année suivante, déclare faillite⁶⁶. Un autre moulin à farine est en activité en 1871, celui de Joseph Lefebvre, marchand, auquel est annexé un moulin à carder et à fouler. 2,200 quintaux de farine y sont préparés par deux employés; leur valeur est estimée à \$5,000.

A partir de la seconde moitié du XIXe siècle, les moulins à farine écoulent une partie de leur production dans les boulangeries de plus en plus nombreuses. Il y en a 2 en 1852, 3 en 1861 (les propriétaires sont les seules personnes qui y travaillent) et 5 en 1871 (6 employés). Deux nouvelles boulangeries ouvrent leurs portes par la suite: Caron et Beaumier en 1872, Bourret et Trépanier en 1881⁶⁷. En 1891, on trouve 5 boulangeries à Louiseville.

C'est dans les trente dernières années du siècle que de nouvelles organisations de petite dimension voient le jour dans le secteur de l'alimentation. En 1873, il est fortement question qu'une manufacture de sucre de betterave soit implantée à la Rivière-du-Loup. A l'époque, la culture de la betterave à sucre est vue comme une spécialisation susceptible de donner un nouveau souffle à l'agriculture québécoise⁶⁸. En 1873, \$3,000 des \$8,000 nécessaires à l'érection de la manufacture sont amassés⁶⁹. Au bout du compte, le projet ne se réalise pas. A la fin du siècle, les agriculteurs cultivant la

betterave à sucre expédient leurs récoltes par chemin de fer à la raffinerie de Berthier, la Berthier Beet Root Sugar Factory créée en 1888.

En 1879, Gabriel Caron, marchand, et Antoine Gravel, industriel, inaugurent dans l'ancienne manufacture de bois A. Desrosiers et Frère une fromagerie qu'ils placent sous la direction d'un fabricant venu des Etats-Unis⁷⁰. En 1884, la fromagerie appartient à George-Henry Yale⁷¹. Cette même année, des gens de Louiseville et des cultivateurs de la Rivière-du-Loup se concertent et forment La Société de fabrication de beurre et de fromage de Louiseville. La société regroupe 25 personnes⁷². Nous n'avons aucune donnée sur la production de la fromagerie. Un indice nous est connu: vers 1893, il est chargé à la gare 1,200 meules de fromage⁷³.

En 1883, Antoine Gravel, industriel, Thomas Lamy, hôtelier, Michel et Antoine Gagnon, menuisiers de Louiseville, Joseph Gagnon, cultivateur de Sainte-Ursule et Pierre Béland, cultivateur et commerçant de la Rivière-du-Loup mettent sur pied La Brasserie de Louiseville. Le fonds social de la société s'élève à \$10,000 (\$100 l'action)⁷⁴. La hausse significative de la récolte de houblon dans le comté de Maskinongé entre 1881 et 1891 (de 798 à 1,536 livres) donne à penser que la brasserie s'approvisionne, du moins partiellement, dans la région.

5. Les industries textiles

Le secteur du textile ne connaît un véritable développement à Louiseville qu'au XXe siècle avec l'arrivée de l'Associated Textiles, division des United Merchants and Manufacturers en 1929. Au XIXe siècle, les industries

textiles se limitent aux moulins à carder et à fouler, le plus souvent annexés aux moulins à farine. En 1831, on compte un moulin à carder et un moulin à fouler. En 1852, on trouve avec le moulin à farine situé au village un moulin à carder. En 1871, les deux moulins à carder de la paroisse donnent chacun 6,000 livres de laine pour une valeur de production de \$3,000 chacun. Les deux sont en fonction six mois par an et occupent chacun une personne. A un des moulins à carder est annexé un moulin à fouler en activité quatre mois par an et employant une personne. 3,000 verges d'étoffe d'une valeur de \$3,000 y sont foulées. Au début des années 1880, on parle d'établir une manufacture de laine à l'étage supérieur de la fonderie des Desrosiers. Le Conseil Municipal a même passé une résolution exemptant de toutes taxes la manufacture⁷⁵. Finalement, celle-ci demeure à l'état de projet.

6. Les industries du vêtement

Jusqu'à la toute fin du XIXe siècle, ce ne sont que dans des boutiques que se confectionnent les vêtements. On dénombre une boutique de chapellerie et une autre de taillerie en 1852, deux boutiques de chapellerie et une de modiste en 1861, un atelier de chapellerie (2 employés) et deux boutiques de taillerie en 1871. Une des deux boutiques de tailleurs de 1871 se démarque nettement des autres unités de production. Propriété de John Teary, la boutique qui emploie un homme et quatre femmes confectionne des habits de tous genres pour une valeur de \$15,000 (la valeur de production des autres boutiques ne dépasse pas \$1,200). Enfin, il y a quatre boutiques de modiste et deux de taillerie en 1891.

En 1899, deux manufactures de linge voient le jour à Louiseville. En janvier, R.B. Wiseman, L.M. Wiseman, E. Spitz, R. Beaudoin de Montréal, Hector Caron⁷⁶ et Joseph-W.-Raoul Côté⁷⁷ de Louiseville forment The Louiseville Shirt Manufacturing Company. A l'exception de J.-W.-R. Côté, tous quittent la compagnie quelques mois plus tard. Côté s'associe alors à son père, Napoléon-Joseph Côté, manufacturier de Montréal, et à un de ses anciens commis, Alfred Vadeboncoeur de Louiseville. Pour \$2,000, les trois associés achètent de la Cie. Eddy la bâtie de l'Independent Match Co. qu'ils convertissent en atelier de confection. Ils achètent aussi de la marchandise de la Marice Sons & Co. et de la Dominion Canada Mills. Après environ deux mois d'activité, la compagnie qui a accumulé un déficit de \$4,734.47 est en faillite. Quatre personnes travaillaient à la manufacture alors que 50 à 60 femmes effectuaient du travail à façon chez elles⁷⁸.

Lorsque The Louiseville Shirt fait faillite, Joseph-Edouard Béland, fils de Jean-Baptiste Béland, cordonnier de Louiseville, achète la machinerie de la manufacture et la fait installer dans l'ancien magasin de Charles Trépanier. Débute alors l'Empire Shirt Manufacturing Company de Louiseville qui engagera jusqu'à 300 femmes dans les années 1920. Auparavant, Béland tenait une mercerie à Louiseville. Il avait transformé le haut du magasin en atelier de taillage. Les chemises taillées étaient envoyées dans des familles où les femmes et les filles les finissaient pour ensuite les retourner à la mercerie⁷⁹. En 1925, J.-E. Béland fait l'acquisition d'une seconde manufacture à Grand-Mère.



7. Autres secteurs industriels

Les derniers secteurs à retenir notre attention sont ceux des industries de matériel de transport, des minéraux non métalliques (en l'occurrence une briqueterie) et des industries chimiques. Nous terminerons en parlant de l'exploitation du gaz naturel et des ateliers de broderie.

En ce qui concerne les industries de matériel de transport, les premières sont mentionnées au recensement de 1861. Il y a alors 6 boutiques de voituriers (11 employés) et une de charronnage (un employé). En 1871, le nombre de boutiques de voituriers s'élève à 5. La plus importante est, de loin, celle de Hilaire Thérien. 7 personnes y sont engagées et la production annuelle est de 80 voitures d'une valeur totale de \$6,575 (la valeur de production des autres boutiques ne dépasse pas \$1,100). En 1879, Thérien déclare faillite⁸⁰. On compte de plus en 1871 le chantier de construction navale de la Hunterstown L. Co. qui représente un capital fixe de \$5,000 et emploie 12 personnes. Un bateau à vapeur y est construit chaque année. Au début des années 1890, on recense deux boutiques de voituriers, une de carrossier et une autre de charronnage.

Les établissements reliés aux secteurs des minéraux non métalliques et des industries chimiques ont été peu nombreux. Dans celui des minéraux non métalliques, nous n'avons recensé qu'une briqueterie. Propriété de Gabriel Caron, marchand de Louiseville, et de Pierre Béland, cultivateur et commerçant de la Rivière-du-Loup, elle entre en activité en 1883⁸¹. Quant aux industries chimiques, elles se limitent à deux fabriques de potasse et de perlasse en 1831. Intimement liées au défrichement, ces fabriques ne sont plus déjà dans la paroisse en 1852.

Pour ce qui est de l'exploitation du gaz naturel, la première découverte date de 1874⁸². A l'automne 1880, d'autres sources de gaz sont décelées et Ernest Gagnon accompagné de l'abbé J.-C.-K. Laflamme de l'Université Laval se rendent à Louiseville pour y relever des échantillons. Les expériences effectuées par Laflamme pour déterminer la qualité du gaz et en évaluer les quantités sont très positives. Selon lui, il y a assez de gaz à Louiseville "pour éclairer et chauffer Montréal et Québec et alimenter toutes les fabriques du pays"⁸³. Cette révélation suscite de nombreux espoirs. Mais les sources que l'on croyait inépuisables sont rapidement taries. Certains investirent de l'argent dans cette aventure qui, au bout du compte, ne se révéla pas très rentable. Ce fut le cas, par exemple, d'Edouard Caron, cultivateur et commerçant de la Rivière-du-Loup, et d'Auguste-Frédéric Dame, médecin de Louiseville qui entreprirent de creuser sur la terre d'un cultivateur un puit artésien afin d'exploiter du gaz ainsi que du pétrole⁸⁴.

En juin 1886, c'est au tour d'un avocat de Trois-Rivières, Laurent-Ubalde-Archibalde Genest, d'entreprendre des recherches afin de découvrir et d'exploiter non seulement du gaz naturel, mais aussi des phosphores, de l'amiante, de l'asbeste, du charbon, du bitume, du naphte, du pétrole et des sources minérales, salines, ferrugineuses et sulfuriques. Genest achète de plusieurs cultivateurs le droit exclusif d'exécuter sur leurs terres des travaux et d'exploiter les sources. Le prix d'achat des droits et priviléges cédés est 7% des profits qu'entend réaliser Genest⁸⁵. Les recherches de Genest ne semblent cependant pas avoir donné les résultats escomptés.

S'agissant enfin des ateliers de broderie, le nombre de femmes et de filles qu'ils ont mobilisé est très important. Plus qu'une simple activité

artisanale destinée à la satisfaction des besoins domestiques, la broderie dans la paroisse de la Rivière-du-Loup a alimenté un marché extérieur. Mais que font exactement les brodeuses? Le recenseur de 1852 écrit que ce "sont des brodeuses sur écorce de bouleau avec poil d'original colorié; c'est un genre d'industrie fort étendu et très profitable".

Dans les données publiées du recensement de 1871, les ateliers de broderie sont classés sous la rubrique "Fabrique d'objets de style sauvage". On en dénombre 13 dans le comté de Maskinongé donnant du travail à 412 femmes⁸⁶. Les listes nominatives nous révèlent que 12 de ces fabriques sont situées à la Rivière-du-Loup et occupent 409 femmes; l'autre fabrique est à Sainte-Ursule. Dans 10 des 12 ateliers de la Rivière-du-Loup, on fabrique des chaussures (96,535 paires en 1871) alors que dans les deux autres sont confectionnés des draps (100 verges), pour une valeur totale de \$16,036. A la tête des ateliers, nous trouvons des femmes: cinq sont épouse ou fille de marchands; deux, épouse de charretiers; une, épouse d'un menuisier; une brodeuse et une domestique. Il est probable que quelques-unes de ces femmes agissent au nom de leurs époux. C'est du moins le cas de Félicité Lemaître-Augé, épouse d'Edouard L.-Augé, marchand. Lorsque celui-ci déclare faillite en 1871, 32 brodeuses lui réclament \$158.86 pour des "ouvrages d'écorce"⁸⁷. En 1881, la production est plus éclatée. On compte 26 "fabriques de style sauvage" dans le comté de Maskinongé occupant 42 hommes, 54 femmes et 65 filles⁸⁸.

La main-d'oeuvre

Combien de personnes ont travaillé dans les divers équipements de production que nous venons de recenser? Est-il possible de tracer le profil de la main-d'oeuvre de ces entreprises? Les seules données disponibles sont celles des recensements de 1861 et 1871. Certes, on peut avancer que nombre des chefs de famille de l'aire villageoise se déclarant journalier ou ouvrier entre 1831 et 1891 ont oeuvré sur une base régulière ou occasionnelle dans les industries rurales.

De même peut-on supposer que la paysannerie a représenté une force de travail à laquelle plusieurs entreprises ont eu recours. L'existence d'activités subsidiaires non agricoles exercées par les paysans ou, en d'autres termes, la pluriactivité paysanne n'est plus à démontrer⁸⁹. Elle emprunte diverses formes et est souvent liée aux temps morts de l'activité agricole. L'exemple le plus caractéristique de pluriactivité paysanne en Mauricie est le bûcheronnage et le travail en forêt dans les chantiers durant l'hiver. Si ce n'est pas à titre de main-d'oeuvre, c'est comme fournisseurs de divers produits tant agricoles que para-agricoles⁹⁰ que plusieurs paysans agissent auprès des entreprises locales. Pour le simple producteur, les industries locales ont sûrement représenté un marché facile d'accès et intéressant, vu l'absence de plusieurs intermédiaires⁹¹. Quel que soit le type de rapports établis entre les industries rurales et la paysannerie (à travers la para-agriculture, la semi-prolétarisation ou la prolétarisation tout court), ceux-ci ont été très étroits.

En 1861, les équipements de production ne comptant comme travailleurs que les propriétaires, sont au nombre de 26 (il s'agit de boutiques d'artisans)

alors que 17 autres mobilisent au total 125 employés (voir tableau 14). Dans le seul secteur du bois, on en dénombre 100. Tous travaillent pour la Hunterstown L. Co. soit à la scierie, soit dans les chantiers de la compagnie. Le secteur du matériel de transport est le second en importance en termes d'effectifs avec 13 travailleurs. Les industries du cuir, du fer et du métal et de l'alimentation occupent respectivement 7, 2 et 3 personnes. La situation est différente en 1871. Il y a d'abord passablement plus d'établissements, soit 75 donnant du travail à 920 individus. Tous ces établissements engagent au minimum un employé (excluant les propriétaires), 17 en compte plus de 5. Plus de la moitié de la main-d'œuvre est composée de femmes et de filles qui s'activent dans les ateliers de broderie de la paroisse (elles sont 409 dans les 12 ateliers). Le plus fort contingent d'employés se retrouve ensuite dans le secteur du bois. Ils sont 376: 350 pour la Hunterstown L. Co., 15 dans des boutiques de menuiserie, 10 dans des boutiques de meubles et un dans une boutique de tonnellerie. Le nombre des employés dans les autres secteurs est, par ordre d'importance, de 51 dans le cuir, 33 dans le fer et le métal, 28 dans le matériel de transport, 10 dans l'alimentation de même que dans le vêtement, et 3 dans le textile.

Entre 1861 et 1871, les effectifs de la main-d'œuvre ont donc connu une hausse considérable dans tous les secteurs de la production. Mais, il y a lieu d'apporter certaines nuances. Ainsi doit-on tenir compte d'un sous-dénombrement au recensement de 1861. Quelques propriétaires de boutiques se déclarant unique employé de leurs établissements abritent sous leurs toits des apprentis. Contrairement à 1871, il n'y a aucun atelier de broderie et, encore plus surprenant, aucune brodeuse en 1861 alors qu'elles sont plus d'une centaine en 1852. Nonobstant ce sous-dénombrement, il faut tout de même constater une hausse effective du nombre des employés dans les unités de production.

Tableau 14
Main-d'œuvre dans les équipements de production,
1861 et 1871

Equipement de production	Secteur	1861				1871			
		Nbre	SE	AE	ET	Nbre	1-5	6 et +	ET
Boutique de menuiserie	bois	8	8			12	12		15
Boutique de meubles	bois	2	2			4	4		10
Boutique de tonnellerie	bois					1	1		1
Scierie	bois	1		1	100	1		1	350
<u>Total</u>	<u>bois</u>	<u>11</u>	<u>10</u>	<u>1</u>	<u>100</u>	<u>18</u>	<u>17</u>	<u>1</u>	<u>376</u>
Boutique de cordonnerie	cuir	9	5	4	6	6	6		13
Tannerie	cuir	1	1			3	2	1	32
Boutique de sellerie	cuir	1		1	1	1	1		3
Atelier de chaussures	cuir					2	2		3
<u>Total</u>	<u>cuir</u>	<u>11</u>	<u>6</u>	<u>5</u>	<u>7</u>	<u>12</u>	<u>11</u>	<u>1</u>	<u>51</u>
Boutique de forge	fer et métal	5	4	1	1	10	9	1	21
Boutique de ferblanterie	fer et métal	1		1	1	1	1		3
Boutique d'orfèvrerie	fer et métal					1	1		2
Fonderie	fer et métal					2	1	1	7
<u>Total</u>	<u>fer et métal</u>	<u>6</u>	<u>4</u>	<u>2</u>	<u>2</u>	<u>14</u>	<u>12</u>	<u>2</u>	<u>33</u>
Moulin à farine	alimentation	2		2	3	2	2		4
Boulangerie	alimentation	3	3			5	5		6
<u>Total</u>	<u>alimentation</u>	<u>5</u>	<u>3</u>	<u>2</u>	<u>3</u>	<u>7</u>	<u>7</u>		<u>10</u>
Boutique de modiste	vêtement	1	1						
Boutique de tailleur	vêtement					2	2		8
Boutique de chapellerie	vêtement	2	2			1	1		2
<u>Total</u>	<u>vêtement</u>	<u>3</u>	<u>3</u>			<u>3</u>	<u>3</u>		<u>10</u>
Moulin à carder	textile					2	2		2
Moulin à foulér	textile					1	1		1
<u>Total</u>	<u>textile</u>					<u>3</u>	<u>3</u>		<u>3</u>
Boutique de voitures	autres	6		6	11	5	4	1	16
Boutique de charronnage	autres	1		1	2				
Chantier naval	autres					1		1	12
Atelier de broderie	autres					12	1	11	409
TOTAL	total	43	26	17	125	75	58	17	920

Source: Listes nominatives des recensements, 1861 et 1871.

Sigles: SE: sans employé (les seuls travailleurs sont les propriétaires)

AE: avec employé

ET: nombre d'employés au total

1-5: équipements de production comptant 1 à 5 employés

6 et +: équipements de production comptant 6 employés et plus

Dans le dernier quart du XIXe siècle, les établissements regroupant plusieurs employés se font de plus en plus nombreux. On remarque que plus la taille de l'entreprise est imposante en terme de main-d'œuvre, plus la part du travail des femmes et des enfants s'accroît, ce qui laisse supposer une plus grande parcellisation du travail (pensons en particulier aux allumetteries et aux manufactures de vêtements). Une main-d'œuvre composée presqu'exclusivement de femmes et d'enfants présente bien des avantages du point de vue de l'employeur dont, entre autres, une plus grande facilité à imposer une discipline de travail⁹² et de bas salaires.

Enfin, il nous est impossible de tracer un profil complet de la main-d'œuvre. Le seul groupe d'employés sur lequel nous avons des renseignements suffisamment étayés est celui des ateliers de broderie. On compte dans les listes nominatives 138 brodeuses en 1852 comparativement à 107 en 1871 (voir tableau 15). La grande majorité des brodeuses de 1852 sont célibataires (95%), 82.6% sont agées de moins de 25 ans et un peu plus de la moitié demeure à l'intérieur des limites de l'aire villageoise. En 1871, le pourcentage des célibataires est légèrement inférieur à celui de 1852 (66%), de même que celui des moins de 25 ans (62.6%), et la proportion des brodeuses résidant dans la campagne (c'est-à-dire hors de l'aire villageoise) chute de façon notable (21.3%).

Nous ne pouvons déterminer avec exactitude l'origine sociale des brodeuses. Si la plupart sont des filles ou des épouses de chefs de famille de la paroisse dont nous connaissons la profession, un certain nombre sont nées à

l'extérieur et résident en pension chez des particuliers. Tout ce que nous

Tableau 15
Age, état civil et lieu de résidence des brodeuses
1852 et 1871

groupes d'âges	1852				1871			
	C	M	AV	HAV	C	M	AV	HAV
9-14	24		13	11	6		6	
15-19	62	1	39	24	22	1	22	1
20-24	23	4	14	13	26	12	30	8
25-29	8	1	6	3	2	3	5	
30-34	6	1	3	4	5	2	5	2
35-39	5		2	3	5	6	11	
40-44	1			1	2	8	10	
45-49					1	2	3	
50-54					1	2	2	1
55-59					1		1	
60-64	1		1					
70-74	1			1				
	131	7	78	60	71	36	95	12

Source: Listes nominatives des recensements, 1852 et 1871.

Sigles: C: célibataire

M: mariée

AV: aire villageoise

HAV: hors de l'aire villageoise

pouvons savoir, c'est la profession des chefs de maisonnée où demeurent les brodeuses (voir tableau 16). En 1852, elles sont 54 à être dans des maisonnées où les chefs sont des cultivateurs, 23 chez des journaliers, 15 chez des menuisiers, 9 chez des notaires. En 1871, elles ne sont plus que 4 chez des cultivateurs. Près du tiers, soit 35, font partie de maisonnées où le chef est journalier. 11 sont chez des marchands, 10 chez des menuisiers, 7 chez des cordonniers, 7 autres chez des charretiers. En somme, à mesure que progresse la deuxième moitié du XIXe siècle, il se dégage que les brodeuses sont

principalement des jeunes filles célibataires appartenant davantage au monde villageois qu'à celui de la campagne.

Tableau 16
Professions des chefs de maisonnée
où demeurent les brodeuses, 1852 et 1871

Profession	1852 nbre	1871 nbre
Cultivateur	54	4
Boulanger	1	1
Charpentier		2
Cordonnier	7	7
Ferblantier		1
Forgeron	5	3
Journalier	23	35
Maçon	2	
Menuisier	15	10
Tanneur	2	
Tonnelier		1
Bedeau		1
Charretier		7
Commerçant	3	1
Commis		1
Couturière		2
Horloger		1
Hôtelier		1
Huissier		5
Institutrice	3	
Marchand	2	11
Navigateur		1
Notaire	9	2
Rentier/ière	7	7
sans mention	5	3
	138	107

Source: Listes nominatives des recensements, 1852 et 1871.

Evolution des industries rurales

A quel rythme a évolué l'industrie rurale dans la paroisse de la Rivière-du-Loup? Quels sont les temps forts de cette évolution? Au début des

années 1830, les équipements de production de la paroisse s'articulent principalement autour du bois (trois scieries, deux fabriques de potasse et de perłasse, neuf fabriques de fer produisant en partie en fonction des besoins des chantiers forestiers) et d'activités industrielles plus traditionnelles (moulins à farine, à carder, à fouler) (voir tableau 17).

Tableau 17
Equipements de production,
1831 et 1852

Equipements de production	1831	1852
Boulangerie	2	
Boutique de chapellerie	1	
Boutique de cordonnerie	9	
Bout. de forge ou fabr. de fer	9	5
Boutique de menuiserie		21
Boutique de sellerie		1
Boutique de tailleur		1
Tannerie	1	7
Fab. de potasse et de perłasse	2	
Moulin à farine	2	
Moulin à fouler	1	
Moulin à carder	1	
Moulin à scie	2	
Moulin à farine et à carder	1	1
Moulin à farine et à scier		1

Source: Listes nominatives des recensements, 1831 et 1852.

Au cours des vingt années suivantes, des changements importants surviennent. Le nombre de moulins à farine, à carder et à fouler baisse de façon notable (plus qu'un moulin à farine et à carder en 1852). Les fabriques de potasse et de perłasse se sont déplacées vers le nord, près du front pionnier.

Avec ses scieries comptant 120 employés et produisant annuellement 400,000 pieds de planches dans le canton au nord de la paroisse en 1852⁹³, la Hunterstown L. Co., qui possède des liens directs avec les marchés d'écoulement du bois (Angleterre, Etats-Unis), et des liens essentiels pour l'obtention du crédit nécessaire pour le financement des activités du sciage, élimine les petites scieries de la Rivière-du-Loup.

De façon concomitante, on assiste à la multiplication de boutiques de tous genres. En 1852, il y a 21 boutiques de menuiserie, 9 de cordonnerie, 7 de tannerie, 5 de forge, une de tailleur, une de sellerie, une de chapellerie et 2 boulangeries dans la paroisse. La présence de tant de boutiques laisse supposer que l'échange et, de façon plus globale, l'économie de marché pénètrent de plus en plus dans la vie des gens. Dans ces boutiques sont accomplis des travaux que les paysans et les villageois exécutaient eux-mêmes auparavant. Dans plusieurs familles, la fabrication domestique du pain est remplacée par son achat chez les boulangers.

Entre 1852 et 1861, le fait majeur demeure l'implantation de la scierie de la Hunterstown L. Co. en 1858-59. Le nombre total des boutiques fléchit légèrement (48 en 1852, 42 en 1861). Ainsi, il y a moins de boutiques de menuiserie. Par contre, plusieurs menuisiers se sont spécialisés dans la fabrication de voitures (6 boutiques) ou de meubles (2 boutiques). Outre les boutiques de voituriers et de meubliers, les nouveaux équipements de production à voir le jour sont une boutique de ferblanterie, une de modiste et une de charronnage. À part la scierie de la Hunterstown L. Co., le seul établissement de plus grande dimension à l'époque est la tannerie de G.-H. Yale incendiée en 1860. Inséré dans des réseaux lui permettant d'effectuer des transactions avec

les manufacturiers de cuir de Montréal (écoulement de marchandises, crédit), Yale écarte au cours des années 1850 plusieurs petites boutiques de tannerie (7 en 1852, plus qu'une en 1861). En définitive, à l'exception de la construction de la scierie des Américains, il n'y a pas de véritable développement des formes industrielles entre 1852 et 1861. Le marasme économique de la fin de la décennie 1850 n'est peut-être pas étranger à cette situation⁹⁴.

Pendant la période 1861-1871, l'activité industrielle de la paroisse est fébrile. Dans les industries du bois, du cuir, du fer et du métal, et de l'alimentation, le nombre des équipements de production augmente. Dans tous les secteurs, les valeurs de production et les valeurs ajoutées font des bonds importants (voir tableau 18). Il y a spécialisation dans certains secteurs. Ainsi, note-t-on en marge des boutiques de cordonnerie, deux ateliers de chaussures, et aux côtés des boutiques de forge, deux fonderies. Des équipements de production plus imposants apparaissent: une fonderie, une fabrique de voitures et la tannerie de Yale est reconstruite.

L'élan que les activités non agricoles ont connu à partir des années 1860 est brisé avec la dépression économique de 1873. Plusieurs faillites de marchands, d'artisans et de manufacturiers sont enregistrées (une quinzaine). Des commerces ferment leurs portes. L'économie du bois qui a agi comme un moteur du développement connaît un ressac. À l'échelle du comté de Maskinongé, le nombre d'employés dans les scieries chute entre 1871 et 1881 de 504 à 108⁹⁵.

Au sortir du plus fort de la crise, à l'aube de la décennie 1880, il y a reprise de l'activité industrielle à Louiseville. En 1882, une boutique d'ébéniste

Tableau 18
Equipements de production,
1861 et 1871

Equipement de production	Secteur	1861					1871					
		Nbre	CF	MP	VP	VA	Nbre	CF	CC	MP	VP	VA
Boutique de menuiserie	bois	8	6800	433	3520		12	1190	742	560	3930	
Boutique de meubles	bois	2	1800	600	920		4	610	410	545	2700	
Boutique de tonnellerie	bois						1	15	10	100	300	
Scierie	bois	1	50000	20000	80000		1	150000	110000	72000	125000	
Total	bois	11	58600	21033	84440	31749	18	151815	111162	73205	131930	55201
Boutique de cordonnerie	cuir	9	6818	360	7468		6	530	1585	3387	7150	
Tannerie	cuir	1	400	800	1200		3	5650	15150	27120	50650	
Boutique de sellerie	cuir	1	800	1200	1600		1	400	800	975	2000	
Atelier de chaussures	cuir						2	26	18	522	1118	
Total	cuir	11	8018	2360	10268	3860	12	6606	17553	32004	60918	27179
Boutique de forge	fer et métal	5	2225	753	2416		10	2125	950	1188	7690	
Boutique de ferblanterie	fer et métal	1	160	1000	1500		1	400	2000	7450	8000	
Boutique d'orfèvrerie	fer et métal						1	500	200	800	1200	
Fonderie	fer et métal						2	3600	3450	1825	4500	
Total	fer et métal	6	2385	1753	3916	1472	14	6625	6600	11263	21390	9519
Moulin à farine	alimentation	2	12000		2500		2	6400	112	4800	6000	
Boulangerie	alimentation	3	7100		3959		5	900	3320	12550	16640	
Total	alimentation	5	19100		6459	2428	7	7300	3432	17350	22640	4972
Boutique de modiste	vêtement	1	1300									
Boutique de tailleur	vêtement						2	185	40	8400	16200	
Boutique de chapellerie	vêtement	2	500	400	1200		1	100	200	250	700	
Total	vêtement	3	1800	400	1200	451	3	285	240	8650	16900	7755
Moulin à carder	textile						2	800	70	5280	6000	
Moulin à fouler	textile						1	500	63	1800	3000	
Total	textile						3	1300	133	7080	9000	1804
Boutique de voitures	autres	6	1900	1450	6490		5	2450	4500	1663	8870	
Boutique de charronnage	autres	1	600	120	400							
Chantier naval	autres						1	5000	2000	2500	5200	
Atelier de broderie	autres						12			3242	16036	
Total	autres	7	2500	1570	6890	2590	18	7450	6500	7405	30106	21338
TOTAL	total	43	92403	27116	113173	42550	75	181381	145620	156957	292884	127768

Source: Listes nominatives des recensements, 1861 et 1871.

Sigles: CF: capital fixe

CC: capital circulant

MP: valeur des matières premières

VP: valeur de production

VA: valeur ajoutée (calculée en retranchant de la valeur de production le montant déclaré des matières premières, ainsi que 6% correspondant au coût de l'énergie et des autres coûts).

et de meubles, une fabrique de bière et la nouvelle fonderie des Desrosiers entrent en activité. En 1883, c'est au tour d'une nouvelle fonderie, d'une scierie, d'une briqueterie et d'une manufacture de chaussures d'ouvrir leurs portes (voir tableau 19). Louiseville est alors perçue par certaines personnes de Trois-Rivières comme une petite ville en progrès⁹⁶. L'éclosion de nouvelles industries rurales se poursuit dans la deuxième moitié de la décennie 1880 (fabrique de moulins à battre en 1886, manufacture d'orgues en 1887) et tout au long des années 1890 (manufacture de bois, moulin à planer, manufacture de machines et d'instruments aratoires, manufactures de linge et allumetteries).

Nombre d'entreprises apparues dans le dernier quart du XIXe siècle partagent certaines caractéristiques. La plupart sont des unités de production de plus grande dimension et emploient plus d'individus que la majorité de celles que nous retrouvons avant 1871. Plusieurs sont liées à la transformation du bois (moulin à planer, manufacture de fuseaux, manufactures de bois, allumetteries). C'est dire l'importance de l'économie du bois et, plus spécifiquement, l'importance des activités connexes générées par une grande scierie comme celle de la Hunterstown L. Co. acquise plus tard par la Tourville L. Co.

Avec les entreprises de la fin du XIXe siècle, on assiste à une diversification de la production. Certaines vont jusqu'à produire des biens de consommation (fabrique de bière, allumetteries, manufacture de chaussures, briqueterie, manufactures de linge, manufacture d'orgues). Cet effort de diversification a-t-il porté fruit? On peut en douter. Plusieurs entreprises ont été dans des situations précaires et/ou ont eu une existence éphémère. Une allumetterie a été en activité pendant six ans, deux autres pendant respectivement une année et quelques mois. La brasserie et la manufacture de

Tableau 19
Equipements de production,
1872-1900.

Raison sociale ou nom du (des) propriétaire (s)	Type de boutique ou manufacture	Années d'existence	Nombre employés	Force motrice
O. et A. Desrosiers	Fonderie et atel. de mec.	1868-1891	25	vapeur
Alfred Blais	Fonderie	v1872-v1880	4	
A. Desrosiers et Frère	Manufacture de bois	1874-1879		
William Laurie and Co.	Manufacture de fuseaux	1878-1886		
Saucier et Béland	Bout. d'ében.- de meubles	1882-		
La Brasserie de Louiseville	Fabrique de bière	1882-v1890		
Lambert et Desrosiers	Moulin à scie et à planer	1882-1887		vapeur
Joseph-Edouard Martin	Boutique de sellerie	v1882-	3	
Trefflé Blais	Fonderie	1883-1894		vapeur
Gabriel Caron et Pierre Béland	Briqueterie	1883-		
Cie. de Chaussures Canadienne	Manufacture de chaussures	1883-v1890		
Lambert et Lupien	Manuf. de moulins à battre	1886-1887		
Auguste Desrosiers	Manufacture d'orgues	1887-		
Pierre Trépanier	Tannerie	1890		
Independent Match Company	Allumetterie	1890-1896	73	vapeur
Montréal Match Company	Allumetterie	1892-1893		vapeur
Desrosiers et Cie.	Manuf. d'inst. aratoires	1892-1896		vapeur
Alfred Mineau	Manufacture de bois	1893-1894		
Moreau et Gravel	Moulin à planer	1894	6	vapeur
Electric Match Company	Allumetterie	1894		vapeur
Hormidas Paulin	Boutique de charronnage	1897		
Odilon Desrosiers	Allumetterie	1898		
The Louiseville Shirt Mfg. Co.	Manufacture de linges	1899	64	vapeur
Empire Shirt Mfg. Co. Ltd.	Manufacture de linges	1899-		vapeur

Source: ANQTR, Dossiers de la Cour Supérieure.

chaussures ont fermé leurs portes après environ huit ans d'opération. Deux manufactures de bois ont existé pendant une et cinq années. Une scierie a cessé toute activité après cinq ans. Endettés, les propriétaires d'une manufacture de linge ont déclaré faillite après quelques mois.

S'agissant de l'aspect technologique, on remarque qu'un certain nombre d'établissements emploient la vapeur comme force motrice. Au début des années 1870, il n'y a que quatre à être actionnés à la vapeur (une scierie, une tannerie et deux fonderies). L'adoption de la vapeur a libéré les manufacturiers des contraintes saisonnières et de localisation à proximité des chutes d'eau et a permis l'implantation de plusieurs entreprises le long de la voie de chemin de fer.

Les établissements sont nombreux à avoir bénéficié, à divers degrés, de l'ouverture de chemin de fer Québec, Montréal, Ottawa et Occidental en 1878. Auparavant, la Grande rivière du Loup était la principale voie de communication. C'est par elle que se faisait presque tout le transport lourd. Des péniches ou barges, propriétés de personnes de la paroisse, des bateaux à vapeur de sociétés de navigation régionales (Société de Navigation du Lac Saint-Pierre, Société de Navigation des Trois-Rivières à Montréal, côté nord du fleuve) ou extra-régionales (la Compagnie du Richelieu avait un agent et possédait des hangars dans la ville) sillonnaient constamment la Grande rivière. Le trafic y était considérable.

Que ce soit pour s'approvisionner en marchandises ou en équipements, ou encore pour avoir du capital, des propriétaires d'industries rurales et de boutiques d'artisans ont eu recours à l'extérieur. C'est du moins ce que nous

révèlent les listes des créanciers des établissements mis en faillite entre 1875 et 1897 (voir tableau 20). Au total, les quatorze entreprises faillies devaient \$40,229.79 aux 74 créanciers de la région montréalaise. Le second groupe de créanciers en importance est celui de Louiseville (incluant ceux de la Rivière-du-Loup): ils sont 152 réclamant \$31,395.48. Il est surprenant de constater le faible nombre des créanciers de la région de Trois-Rivières, soit 26 à qui sont dus \$10,209.59. On peut en déduire que lorsque les manufacturiers de Louiseville ont fait des affaires avec des individus ou des entreprises de l'extérieur, c'est davantage du côté de Montréal qu'ils se sont tournés.

Malgré des relations soutenues avec la région de Montréal, un dynamisme senti et une volonté de percer le marché, les industries rurales connaissent un recul à l'aube du XXe siècle. Louiseville en subira les contrecoups. En marge de la zone médiane de la rivière Saint-Maurice devenue l'axe majeur de développement dans le contexte du nouvel industrialisme du début du XXe siècle, Louiseville, comme nombre de villages, éprouve de sérieuses difficultés à se redéfinir une vocation. De plus, avec le développement sans cesse croissant des transports et la forte poussée urbaine, les chefs-lieux de petite dimension comme Louiseville perdent beaucoup de leur raison d'être.

Le déclin des industries rurales à la fin du XIXe siècle ne doit pas faire oublier qu'elles ont contribué au renforcement des articulations du monde rural à l'économie plus large et, plus particulièrement, le rôle qu'elles ont joué comme élément structurant de l'aire villageoise de la Rivière-du-Loup. C'est autour des industries rurales situées près des Grande et Petite rivière du Loup que s'est constitué progressivement le village dans la première moitié du XIXe siècle. Ce sont des boutiques d'artisans et des manufactures qui ont précédé le

Tableau 20
Lieux de résidence (grandes régions) des créanciers
et montants dus.

Faillis	Type de commerce	Année Faillite	Hors Province	Montréal	Québec	Trois-Rivières	Louiseville
			Nb	Montant	Nb	Montant	Nb
François Trépanier	Ferblanterie	1875		2 529.00			2 414.00
Alfred Blais	Fonderie	1878		4 2291.52		4 311.00	11 490.38
Hilaire Thérien	Boutique de voiturier	1879		1 5500.00		2 900.00	8 3076.00
A. Desrosiers et Frère	Manufacture de bois	1879				1 116.19	9 2482.41
Louis Laurent	Manuf. de moulins à battre	1887		4 180.00		1 1555.00	18 3365.00
William Laurie & Co.	Manufacture de fuseaux	1889	1 341.59	17 3303.43	3 645.41	2 280.00	5 3915.00
Joseph-Édouard Martin	Boutique de sellerie	1890	3 360.26	4 932.87		1 71.45	24 4503.38
The Montreal Match Co.	"Allumetterie"	1893	2 20.45	1 857.99		1 1500.00	5 1890.34
Moreau et Gravel	Moulin à blanchir	1894	1 600.00	1 18.30		1 645.00	26 2717.00
Pierre Trépanier	Boutique de tannerie	1895		11 2074.00		3 351.00	6 1500.00
Independent Match Co.	"Allumetterie"	1896	1 54.08	13 13798.42	1 102.02	1 96.30	3 492.14
Desrosiers et Cie	Fonderie	1896	1 30.00	6 9477.93		2 797.14	7 1905.00
Alfred Mineau	Manufacture de bois	1896		10 1266.33		6 3219.70	25 4298.95
Hormidas Paulin	Boutique de charronnage	1897				1 366.81	3 345.88
				1406.38	40229.79	747.43	10209.59
							31395.48

Source: ANQTR, Dossiers de la Cour Supérieure.

débordement de la population vers le nord de l'aire villageoise. Mais, l'exemple le plus probant du rôle structurant d'une industrie rurale demeure, sans conteste, la formation du village des Américains à proximité de la scierie de la Hunterstown L. Co. On y dénombre 334 habitants en 1871, 224 en 1881 et 337 en 1891. De même, les échecs et les revers d'un grand nombre de petites entreprises industrielles de Louiseville ne doivent pas occulter une autre dimension, soit la vivacité et le dynamisme de l'entrepreneurship local.

NOTES (chapitre III)

- (1) René Hardy, Pierre Lanthier et Normand Séguin, "Les industries rurales et l'extension du réseau villageois dans la Mauricie pré-industrielle: l'exemple du comté de Champlain durant la seconde moitié du 19e siècle", dans F. Lebrun et N. Séguin (dir.), Sociétés villageoises et rapports villes-campagnes au Québec et dans la France de l'Ouest, XVIIe-XVe siècles, Trois-Rivières, Centre de recherche en études québécoises, 1987, p. 240.
- (2) Jean-Claude Debeir, Jean-Paul Deléage et Daniel Hémery, Les servitudes de la puissance. Une histoire de l'énergie, Paris, Flammarion, 1986, p. 146.
- (3) Patrick Verley, La révolution industrielle, 1760-1870, Paris, M.A. Editions, 1985, p. 189.
- (4) Joseph Bouchette, A Topographical Dictionary of The Province of Lower Canada, London, Longman, Rees, Orme, Brown, Green, and Longman, non pag.
- (5) Pour une critique des recensements, voir Jean-Pierre Kesteman, Une bourgeoisie et son espace: industrialisation et développement du capitalisme dans le district de Saint-François (Québec), 1823-1879, Thèse de doctorat, U.Q.A.M., 1985, p. 145-157.
- (6) René Hardy et Normand Séguin, Forêt et société en Mauricie. La formation de la région de Trois-Rivières, 1830-1930, Montréal, Boréal Express / Musée national de l'Homme, 1984, p. 28.
- (7) ANQTR, Cour Supérieure, Registre des déclarations sociales, 1849-1890.
- (8) La Hunterstown L. Co. se compose de William H. Parker de Hunterstown; William Fiske, Ignatus Tyler, Isaac Lewis Noyes, Kimball Atkinson Noyes de Lowell, Massachusetts; James A. Dyer, Jesse Dyer de Brewer, Maine; Harris Bailey de Stillwater, Maine; et Ebener Sutton de Saint-John, N.-B. ANQTR, C.S., Registre des déclarations sociales, 1849-1890.
- (9) Louis Blazon, "les moulins à scie de la Rivière-du-Loup", ESJ, 16 janv. 1928, p. 5.
- (10) Plusieurs associés de la Hunterstown L. Co. vendent leurs parts (au total \$150,000). Harris Bailey est alors président de la compagnie et Ignatus Tyler, son secrétaire. ANQTR, Greffe de Charles-Edouard Gagnon, minute 1966, 17 oct. 1857.
- (11) Germain Lesage, Histoire de Louiseville, 1661-1960, Louiseville, Presbytère de Louiseville, 1961, p. 214 et 239.
- (12) R. Hardy et N. Séguin, op. cit., p. 172.
- (13) JTR, 10 oct. 1872, p. 3.

- (14) Ricles, "Jos.-O. Lafrenière, 1828-1900", ESJ, 22 juil. 1937, p. 1.
- (15) Bureau d'enregistrement de Montréal, Registre B, no 18911, 15 nov. 1888.
- (16) Le capital de la compagnie lors de sa formation s'élève à \$250,000 répartis comme suit: Louis Tourville, \$100,000 (1,000 actions de \$100); Joël Leduc, \$85,000; Arthur et Rodolphe Tourville, \$12,500; Napoléon Gill, \$20,500; Edouard Ouellette, \$20,500; le reste entre différents actionnaires (Palais de Justice de Sorel, Greffe de Victor Glanu, minute 7781, 12 sept. 1897). En 1892, la compagnie possède 50,000 acres de terre dans le comté de Maskinongé et des droits de coupe couvrant 483 milles carrés dans les réserves de Rivière-du-Loup, Shawinigan et Mattawin.
- (17) Alain Gamelin, La Compagnie des moulins à vapeur de Pierreville, 1866-1906, Drummondville, La Société historique du centre du Québec, 1983, p. 1-22.
- (18) CL, 16 mai 1889; JTR, 29 juil. 1889.
- (19) EL, 28 juin 1895.
- (20) En plus d'être président de la Tourville L. Mill, Rodolphe Tourville cumula d'autres postes de direction d'autres compagnies. Il fut président de la Hudonville Lands Ltd; vice-président de la Regent Asbestos Corp., de la Compagnie de lumière électrique impériale et de la Compagnie électrique de Louiseville; directeur de la Compagnie de chemin de fer de la Rive Sud, de la Bordeaux Realties Ltd, de la Metropolis Apartments Co. Ltd et de la Regent Construction Co. De plus, il fut élu député libéral à l'Assemblée législative dans Maskinongé aux élections de 1912, 1916, 1919 et 1923.
- (21) G. Lesage, op. cit., p. 348; Raoul Blanchard, Le centre du Canada français, "Province de Québec", Montréal, Librairie Beauchemin Ltd, 1947, p. 102.
- (22) ANQTR, C.S., Registre des déclarations sociales, 1857-1885.
- (23) ANQTR, C.S., no 511: R. Lambert, demandeur vs O. Desrosiers et al., défendeurs, Bref et déclaration, 2 déc. 1887.
- (24) 28 déc. 1888: formation de Desrosiers et Béland; 22 juil. 1889: dissolution de la société. ANQTR, C.S., Registre des déclarations sociales, 1885-1895.
- (25) ESJ, 16 janv. 1928, p. 5.
- (26) ANQTR, C.S., no 511: Lambert vs Desrosiers, Bref et déclaration, 2 déc. 1887 et exhibit no 6: dépenses du chantier.
- (27) ANQTR, C.S., no 67: Thomas Lamy, demandeur vs A. et D. Desrosiers, défendeurs, 1879.
- (28) ANQTR, C.S., no 76: J.-L.-A. Grenier, requérant-cession vs Alfred Mineau, débiteur-cédant, 1896.
- (29) ANQTR, C.S., no 430: James J. Obrien, requérant-cession vs Moreau et Gravel, débiteurs-cédants, 1894.

- (30) ANQTR, C.S., Registre des déclarations sociales, 1857-1885.
- (31) CM, 12 déc. 1878.
- (32) Le 16 avril 1888: dissolution de la W. Laurie & Co., ANQTR, C.S., Registre des déclarations sociales, 1885-1895. Pour ce qui est de la faillite, voir ANQTR, C.S., no 465: Louis-H. Mineau, demandeur vs W. Laurie, insolvable, 1889.
- (33) Recensement du Canada (1891), vol. 3, Tableau I, p. 217.
- (34) ANQTR, C.S., no 253: La Banque d'Hochelaga, requérant-cession vs The Independent Match Co., débiteurs-cédants, Liste des créanciers, 14 déc. 1896.
- (35) Bureau d'enregistrement de Louiseville, Registre B, no 23851, 17 mars 1897 (à l'avenir: BEL, b-23851, 17 mars 1897).
- (36) ANQTR, C.S., no 566: Anne Béland, requérante vs The Montreal Match Co., mise en liquidation, Liste des actionnaires et capital souscrit, 1894.
- (37) Les directeurs ont contracté trois obligations envers la fonderie Desrosiers et Cie.: \$1,300 le 15 mars 1893 (BEL, b-21418); \$900 le 10 avril 1893 (BEL, b-21520); et \$400 le 12 avril 1893 (BEL, b-21511).
- (38) ANQTR, C.S., Registre des déclarations sociales, 1885-1895.
- (39) BEL, b-22348, 19 sept. 1894.
- (40) G. Lesage, op. cit., p. 285.
- (41) Ibid, p. 314.
- (42) ANQTR, C.S., Registre des déclarations sociales, 1895-1902.
- (43) G. Lesage, op. cit., p. 179.
- (44) ANQTR, C.S., Registre des déclarations sociales, 1857-1885.
- (45) Palais de Justice de Trois-Rivières, greffe de Louis-Edouard Galipeault, minute 1415, 20 mai 1872.
- (46) Le Constitutionnel, 9 mai 1883, p. 3.
- (47) ANQTR, C.S., Registre des déclarations sociales, 1857-1885.
- (48) 12 fév. 1885: formation de G.-H. Yale et Cie. Le 5 mai 1885, la société est dissoute. ANQTR, C.S., Registre des déclarations sociales, 1857-1885.
- (49) ANQTR, C.S., Registre des déclarations sociales, 1885-1895.
- (50) Voir les poursuites intentées par Yale devant la Cour de Circuit pour le non-paiement d'effets de commerce et de marchandises contre: Théophile

Brouillette, cordonnier de Saint-Justin (no 2, 1860); Joachim Paulin, cultivateur de la Rivière-du-Loup (no 21, 1860); Alfred Bourque, cordonnier de Maskinongé (no 22, 1860); Jean-Baptiste Lemay, cultivateur de Sainte-Ursule (no 24, 1860).

- (51) G. Lesage, op. cit., p. 205.
- (52) Documents de la Session, Liste de toutes les compagnies à fonds social incorporées sous le grand sceau de la Province, depuis la Confédération, vol. 21, no 2 (1888), Appendice 16, p. 84.
- (53) ANQTR, C.S., no 171: David Martin, failli vs F.-X. Lambert, syndic, 1879.
- (54) ANQTR, C.S., no 577: Hector Lamontagne, requérant-cession vs J.-E. Martin, débiteur-cédant, 1890.
- (55) Le Constitutionnel, 13 oct. 1882, p. 2.
- (56) BEL, b-20606, 16 oct. 1891.
- (57) ANQTR, C.S., no 196: Charles Couillard, requérant-cession vs L.-A. Saucier, débiteur-cédant, 1896.
- (58) G. Lesage, op. cit., p. 211.
- (59) ANQTR, C.S., no 151: Alfred Blais, failli vs J.-B.-O. Dumont, syndic, 1878.
- (60) Le Constitutionnel, 2 avril 1883, p. 3.
- (61) G. Lesage, op. cit., p. 285.
- (62) ANQTR, C.S., Registre des déclarations sociales, 1885-1895.
- (63) ANQTR, C.S., no 241: J.-B. Lambert, requérant-cession vs Louis Lambert, débiteur-cédant, 1887.
- (64) ANQTR, C.S., no 286: C. Seybold et al., demandeurs vs J. Lavigne, défendeur, 1879.
- (65) ANQTR, C.S., no 46: Faillite de F. Trépanier, 1875.
- (66) BEL, b-15958, 7 déc. 1883.
- (67) ANQTR, C.S., Registre des déclarations sociales, 1857-1885.
- (68) Marcel Hamelin, Les premières années du parlementarisme québécois (1867-1878), Québec, P.U.L., 1974, p. 165-168.
- (69) JTR, 3 avril 1873, p. 3.
- (70) G. Lesage, op. cit., p. 238.
- (71) Almanach des Adresses. Guide de la Cité et du Diocèse des Trois-Rivières, 1884.

- (72) ANQTR, C.S., Registre des déclarations sociales, 1857-1885.
- (73) G. Lesage, op. cit., p. 284.
- (74) BEL, b-15400, 27 déc. 1882; Documents de la Session (Québec), vol. 21, no 2 (1888), Appendice 16, p. 84.
- (75) La Concorde, 17 nov. 1880.
- (76) Hector Caron est le fils de Georges Caron, ancien député et le plus important cultivateur de Saint-Léon. Il devient à son tour député de Maskinongé dans les années 1890. En 1885, il épouse Flore Lesieur-Desaulniers, fille d'Alexandre L.-Desaulniers, avocat de Louiseville et ancien député. CM, 1er janv. 1893.
- (77) Né à Québec, il vient s'établir à Louiseville où il ouvre une épicerie dans les années 1890. En plus de la Louiseville Shirt, Côté a mis sur pied The Montreal Novelty Co. en 1899 avec Télesphore-Henri Prud'homme, Alfred Vadeboncoeur et Napoléon-Jos. Côté, de même que The Dominion Fire Extinguishing Co. Après quelques années à Louiseville, il ira à Montréal. G. Lesage, op. cit., p. 310; ANQTR, C.S., no 32: The Hanover Wollen Mills Co., requérant-cession vs J.-R. Côté, débiteur-cédant, 1899.
- (78) ANQTR, C.S., no 32: The Hanover Wollen Mills Co. vs J.-R. Côté, Déposition de J.-R. Côté, 20 mai 1899.
- (79) A. Deschesnes, "L'Empire Shirt Mfg. Co. Ltd.", ESJ, 15 mars 1934, p. 1.
- (80) ANQTR, C.S., no 36: John Read, demandeur vs H. Thérien, défendeur, 1879.
- (81) Le Constitutionnel, 2 avril 1883.
- (82) René Hardy et al., La Mauricie et les Bois-Francs, Chronologie: 1850-1950, Trois-Rivières, U.Q.T.R., 1979, p. 27.
- (83) G. Lesage, op. cit., 256-257.
- (84) BEL, b-14328, 29 janv. 1881.
- (85) ANQTR, Greffe de Thomas-Théodore Rivard, minute 4014, 4 juin 1886; minute 4018, 8 juin 1886; minute 4022, 14 juin 1886.
- (86) Recensement du Canada (1871), vol. 3, tableau LIII (Industries), p. 439.
- (87) ANQTR, C.S., no 62: Edouard L.-Augé, failli vs F.-X. Lambert, syndic, liste des créanciers, 26 juin 1871.
- (88) Recensement du Canada (1881), vol. 3, tableau LIV (Industries), p. 488.
- (89) Yves Rinaudo, "Un travail en plus: les paysans d'un métier à l'autre (vers 1830 - vers 1950)", Annales E.S.C., no 2, 1987, p. 283-302; Eugen Weber, La fin des terroirs. La modernisation de la France rurale, 1870-1914, Paris, Fayard / Ed. Recherches, 1983, p. 310-312.

- (90) Nous entendons par para-agriculture "les activités paysannes domestiques menées en marge du travail des champs et des élevages, et qui reposent sur la cueillette, la manutention, la préparation ou la transformation de matières premières", R. Hardy, P. Lanthier et N. Séguin, op. cit., p. 240.
- (91) Serge Courville, "Un monde rural en mutation: le Bas-Canada dans la première moitié du XIXe siècle", HS, vol. XX, no 40 (1987), p. 252.
- (92) Kenneth L. Sokoloff, "Was the Transition from the Artisanal Shops to the Nonmechanized Factory Associated with Gains in Efficiency?: Evidence from the U.S. Manufacturing Censuses of 1820 and 1850", Explorations in Economic History, 21 (1984), p. 357-358.
- (93) René Hardy et al., L'exploitation forestière en Mauricie. Dossier statistique: 1850-1930, Trois-Rivières, U.Q.T.R., 1980, p. 95.
- (94) Jean Hamelin et Yves Roby, Histoire économique du Québec, 1851-1896, Montréal, Fides, 1971, p. 83-84.
- (95) Recensements de Canada: 1871, vol. 3, tableau XXIII, p. 344; 1881, vol. 3, tableau XXIV, p. 376.
- (96) Le Constitutionnel, 6 nov. 1882, p. 3; 5 fév. 1883, p. 3.

CHAPITRE IV

L'entrepreneurship

Notre étude du phénomène de l'industrie rurale et de la structuration de l'aire villageoise doit nécessairement prendre en compte l'action des chefs d'entreprise et des agents fonciers locaux, car l'apparition de toute entreprise et l'émergence d'un noyau villageois sont d'abord le résultat d'initiatives individuelles ou collectives. C'est sous l'action implicitement concertée des chefs d'entreprise et des agents fonciers que s'est formée progressivement l'aire villageoise, les uns en fondant des établissements qui ont joué un rôle structurant de premier ordre, les autres en voyant à la planification et à l'organisation de l'espace.

A l'examen détaillé des formes industrielles de la localité et à l'analyse de l'extension de l'aire villageoise, une soixantaine de noms de chefs d'entreprise et d'agents fonciers sont ressortis. Aux bureaux d'enregistrement de Trois-Rivières et de Louiseville, ces quelque soixante personnes représentent une masse documentaire de 3,500 à 4,000 actes. Devant l'impossibilité de suivre et d'étudier toutes ces personnes, vu l'ampleur de la tâche et le peu de traces laissées par un grand nombre, nous n'en n'avons choisi que quelques-unes, très représentatives. Après maints tâtonnements, nous en avons retenu huit: sept sont chefs d'entreprise et une est agent foncier. Lors de notre sélection des chefs d'entreprise, nous avons veillé à ce que tous ne proviennent pas d'un même secteur d'activité. C'est ainsi que nous comptons quatre manufacturiers (un a principalement oeuvré dans le secteur du bois, un dans le secteur du fer

et de l'acier, un autre dans le vêtement et le dernier dans le cuir), deux cultivateurs et un marchand. Quant à l'agent foncier, il est marchand et négociant. Les traces plus nombreuses de ces individus dans les archives de l'enregistrement (environ 1,000 actes dont plus de 600 ont été dépouillés) et dans d'autres sources (journaux locaux, almanachs, recensements décennaux nominatifs du Canada et archives judiciaires) nous ont permis de connaître l'ampleur de leurs activités bien que celles-ci ne soient pas aisées à saisir.

En retracant les itinéraires de nos huit individus, nous nous sommes attachés: à voir s'ils sont issus de la paroisse, de la région ou de l'extérieur et s'ils sont d'extraction paysanne, villageoise ou urbaine; à relever à quelle forme juridique ils ont recours; à montrer leur polyvalence et la diversité de leurs activités; à mettre au jour leur mode de financement; à déceler si les liens de parenté entrent en ligne de compte lorsqu'il est question de la mise sur pied d'un établissement, du financement ou de la relève dans une entreprise; enfin à mesurer leur degré d'implication sociale et politique dans leur milieu.

Les manufacturiers

Les manufacturiers sont directement impliqués dans les industries rurales. Ce sont eux qui voient à l'aspect technologique, à la planification et à la bonne marche des établissements qu'ils créent. La plupart tirent l'essentiel de leur revenu des industries rurales. À mesure que progresse la deuxième moitié du XIX^e siècle, les manufacturiers se font plus nombreux à Louiseville. Penchons-nous sur le cas de quatre d'entre eux particulièrement actifs dans le dernier tiers du siècle.

AUGUSTE DESROSIERS, manufacturier, entrepreneur et architecte, né à Saint-Antoine-de-la-Rivière-du-Loup le 31 janvier 1847, est le second fils de David Desrosiers, tanneur puis cultivateur¹. Dans les années 1860, Desrosiers débute comme apprenti menuisier chez Pierre Hamel, propriétaire de la boutique voisine de la tannerie de son père dans le village de la Rivière-du-Loup. Il suit Hamel lorsque celui-ci va travailler à Syracuse dans l'Etat de New York. De là, il part avec son frère David pour Westfield au Massachusetts, où il est engagé chez un facteur d'orgues².

De retour dans la paroisse vers 1870, Auguste et David ouvrent une manufacture de bois en 1874 sous la raison sociale A. Desrosiers et Frère. Auguste obtient plusieurs contrats importants au fil des années: rénovation et agrandissement de l'église de la Rivière-du-Loup (1873); construction à Louiseville du couvent des Soeurs de l'Assomption (vers 1874), d'un édifice près du marché (1878), de l'allumetterie de l'Independent Match Co. (1890); rénovation avec Antoine Gagnon du presbytère de la paroisse (1891); construction avec A. Gagnon du collège Saint-Louis-de-Gonzague des Frères de l'Instruction chrétienne à Louiseville (1892) et de l'église anglicane de Sainte-Ursule (1895); construction d'un hôtel à Louiseville (1896).

En 1878, les frères Desrosiers diversifient leurs activités. Pour \$350, ils achètent de Léon Thérien, cultivateur et rentier, quatre terrains situés dans la Place Pie IX en bordure de la Grande rivière du Loup, et sur lesquels ils font ériger une scierie³. À l'intérieur de la scierie, on retrouve une machine à planer et à embouveter le bois, une machine à tirer des moulures et une machine à tenons et à mortaises. À partir de 1879, les frères Desrosiers éprouvent

plusieurs difficultés avec leurs entreprises. C'est au cours de cette année-là que la manufacture de bois est mise en faillite. Leur père leur vient en aide en se déclarant endosseur des billets promissoires signés par ses fils et ce, pour un montant de \$1,500⁴. Les cousins d'Auguste et de David, Odilon et Agapit Desrosiers, leur consentent un prêt de \$584.97 (8% intérêt) pour des travaux de mécanique et la vente de machines⁵. En 1880, le syndic officiel rétrocède à A. Desrosiers et frère les biens meubles et immeubles cédés l'année précédente. Par contre, les terrains de la Place Pie IX et la scierie sont saisis et vendus aux enchères en 1881⁶.

Auguste Desrosiers ne se relance pas en affaires avant 1887 alors qu'il fait construire une manufacture d'orgues de deux étages dans le secteur nord de Louiseville. Pour la fabrication de ses orgues, il importe de Londres les jeux de métal mais façonne lui-même les pièces de bois. Le premier orgue confectionné est pour l'église de Syracuse (Etat de New York). D'autres iront à Walkerville, Drummondville, Saint-Célestin, Pointe-du-Lac, Saint-Tite, Saint-Paulin, Saint-Justin, Saint-Guillaume et aux pénitenciers de Kingston et de Saint-Vincent-de-Paul.

Malgré l'obtention régulière de contrats pour la fabrication d'orgues ou l'exécution de divers travaux de menuiserie, l'entreprise n'est pas exempte de difficultés financières. En 1887, Desrosiers contracte deux emprunts totalisant \$3,000 (6% intérêt) auprès de la Corporation municipale de Louiseville⁷. En 1888, il emprunte \$800 (6% intérêt) à son père David⁸; en 1894, \$500 à A. Gagnon, menuisier⁹. En 1899, il reconnaît devoir à The Tourville Lumber Mill Co. la somme de \$1,714.93 pour du bois de sciage¹⁰.

En plus de sa manufacture d'orgues, Auguste Desrosiers a été associé à d'autres raisons sociales. En 1892-93, il est un des directeurs de la Montreal Match Co. En 1900, il s'associe comme agent d'assurances avec Amable-Irénée Gravel, ancien marchand de Louiseville, sous le nom de Gravel et Desrosiers. Son implication sociale et politique sur la scène locale se limite à son élection en tant que maire de Louiseville de 1902 à 1903.

* * *

ODILON DESROSIERS, manufacturier, fondeur et mécanicien, est né à Saint-Antoine-de-la-Rivière-du-Loup vers 1846¹¹. Odilon et son frère Agapit sont âgés respectivement d'environ 21 et 19 ans lorsqu'ils reçoivent de leur père, Georges, sa fonderie localisée sur la rue Saint-Laurent dans la partie ouest du village en 1867. En retour, les fils Desrosiers s'engagent à aménager, pour leur père, un "moulin à carder" dans le haut de la fonderie qui sera actionné par la machine à vapeur de l'établissement. Le père ne pourra se servir de la machine à vapeur que lorsque ses fils ne l'utiliseront pas¹². Dès l'année suivante, Odilon et Agapit sont connus sous la raison sociale de Desrosiers et Desrosiers. En 1870, la nouvelle raison sociale de la fonderie est O. et A. Desrosiers. Au recensement de 1871, six hommes travaillent à la fonderie et la valeur de la production s'élève à \$3,500.

Au début des années 1880, les affaires des frères Desrosiers vont ronronnement. En 1881, ils acquièrent pour \$2,500 la scierie de leurs cousins A. et D. Desrosiers acculés à la faillite¹³. Ils font construire en 1882 une nouvelle fonderie de trois étages incluant un atelier de mécanique. Toujours en 1882, avec trois marchands et un avocat, Odilon forme la Compagnie de l'Aqueduc de

Louiseville. Pour absorber les coûts onéreux entraînés par l'achat de la scierie et l'érection de la fonderie, les frères Desrosiers se tournent du côté du crédit. En 1881, ils empruntent \$500 (7% intérêt) à Raphaël Lambert, leur oncle¹⁴, en 1883, \$2,000 (8% intérêt) et, en 1884, \$1,000 (8% intérêt) à Ezekiel Hart¹⁵. La même année, ils consentent une hypothèque de \$5,000 à Louis-Alfred Saucier, beau-frère d'Odilon, pour l'endossement de plusieurs billets¹⁶. Toujours en 1884, ils cèdent un tiers des terrains sur lesquels est érigé l'établissement à Raphaël Lambert, leur partenaire dans l'exploitation de la scierie depuis 1882. En retour, Lambert rembourse le tiers d'une dette que les Desrosiers ont contracté envers L. Thérien en vertu d'un billet promissoire¹⁷.

Des tiraillements entre les Desrosiers et Raphaël Lambert mènent à la dissolution de la société Lambert et Desrosiers en 1887. Les Desrosiers font alors tout ce qui est en leur pouvoir pour garder la scierie. En 1888, Agapit obtient par adjudication publique les quatre terrains de la scierie pour \$3,798¹⁸. Quelques mois plus tard, Odilon et Agapit s'adjoignent un nouvel associé en la personne de Pierre Béland, cultivateur et commerçant, pour faire redémarrer la production de la scierie. Les efforts déployés auront été vains. En 1889, la société Desrosiers et Béland est dissoute et Agapit vend à Louis Tourville et Joël Leduc de Montréal la scierie et les terrains pour \$6,500 (déduction faite des trois billets promissoires totalisant \$2,500, Tourville et Leduc ont versé \$4,000)¹⁹.

La perte de la scierie ne met pas un terme au désir d'Odilon et de son frère de se lancer dans de nouvelles entreprises. Dès 1891, ils forment avec Nestor Béland, comptable de la Rivière-du-Loup, la société Desrosiers et Béland dans le but d'aller établir à Ogdensburg (Etat de New York) une manufacture

d'allumettes chimiques. Dans la fonderie des Desrosiers, les associés s'affairent à fabriquer les machines destinées à la nouvelle manufacture²⁰. Mais le projet ne voit pas le jour. En 1891, les frères Desrosiers sont dans l'obligation de déclarer faillite. La fonderie est mise aux enchères et achetée par le beau-frère d'Odilon, Louis-Alfred Saucier. En 1898, Odilon met sur pied une dernière entreprise, soit une petite fabrique d'allumettes qui ferme ses portes après à peine quelques mois d'activité.

Deux des filles d'Odilon, Cécile et Eugénie, vont suivre les traces de leur père. Sous la raison sociale de Saucier et Cie., Cécile et son oncle L.-A. Saucier entrent en possession d'un moulin à farine et d'une scierie à Yamachiche en 1895²¹. Quant à Eugénie, elle reprend en main la fonderie de son père en 1898 et, en 1900, ouvre une allumetterie à Louiseville avec Emmanuel Beauchemin, commerçant de Saint-Gabriel-de-Brandon²².

* * *

CHARLES TREPANIER, marchand-tailleur, né à Saint-Antoine-de-la-Rivière-du-Loup le 18 mai 1853, est le fils d'un cultivateur²³. C'est vers 1871 que Trépanier ouvre une boutique de taillerie au village. Son commerce va bien jusqu'à ce que huit marchands de Montréal lui réclament en 1875 un total de \$3,437.78. Trépanier n'a d'autre choix que de composer avec ses créanciers. Il leur propose de rembourser au prorata de la dette 50 cents de chaque dollar dû. Joseph Trépanier, père de Charles, se porte garant auprès des créanciers de son fils en hypothéquant le terrain et la maison qu'il possède au village (valeur de \$2,400) et en cédant une police d'assurance d'une valeur de \$1,200²⁴. En 1876,

les dettes de Trépanier sont payées et l'hypothèque sur le terrain et la maison de son père est levée²⁵.

Entre 1877 et 1884, Trépanier participe à plusieurs projets. On le retrouve sous diverses raisons sociales: en 1877 avec son frère Octave comme marchands-tailleur (Trépanier et Cie.); en 1881 avec Edouard Bourret comme épiciers (Bourret et Cie.); en 1881 avec son frère Joseph comme marchands d'articles de mercerie (Trépanier et Cie.); en 1882 avec son beau-frère, Joseph Chevalier, comme merciers (Trépanier et Cie.). En 1880, il se fait construire un imposant magasin d'une valeur de \$1,350, avec façade sur la rue Saint-Laurent²⁶. L'année suivante, deux rallonges sont ajoutées au magasin²⁷. En 1883, Trépanier se lance dans un projet ambitieux: avec Edouard Bourret, marchand, Joseph Chevalier (son beau-frère), marchand, François Trépanier (son frère), ferblantier et Edouard Béland (son beau-père), cultivateur de Saint-Barthélemy, il fonde la Compagnie de Chaussures Canadienne.

La seconde moitié de la décennie 1880 est une période plus difficile pour Trépanier. En 1886, il emprunte \$450 à un entrepreneur de Louiseville²⁸. En 1888, il contracte un prêt de \$5,500 (6% intérêt) auprès de son beau-père, Ed. Béland²⁹. La société Bourret et Cie. dans laquelle Trépanier est partenaire à part entière est dissoute en 1886, reformée dès 1888 puis dissoute à nouveau en 1890. La Cie. de Chaussures Canadienne éprouve des difficultés. Il déclare faillite en 1889. Edouard Béland vient prêter main forte à son gendre en achetant des créanciers les deux terrains et le magasin de Charles à Louiseville. En 1891, Trépanier reprend possession de ses biens meubles et immeubles pour la somme de \$4,000³⁰.

Les échecs subis par Trépanier ne viennent pas diminuer pour autant son ardeur. Dès 1891, il crée avec son épouse, Anny Béland, la société Trépanier et Cie. pour le commerce d'articles de mercerie. Trépanier et son épouse se déclarent également banquiers. Quelques mois plus tard, la société est dissoute pour être reformée la journée même de la dissolution mais, cette fois, avec Anny Béland seule à sa tête. En 1896, la même Anny Béland ouvre une banque, le Crédit foncier de Louiseville.

En 1892, Trépanier emprunte \$1,000 (7% intérêt)³¹ puis met sur pied avec quatre partenaires la Montreal Match Co. dont il est le président. Afin d'obtenir un délai pour le remboursement des dettes de l'allumetterie, en avril 1893, les directeurs de la fabrique consentent une hypothèque de \$805.94 à la société montréalaise The James Robertson Co. qui a vendu et livré une grande quantité de matériaux, de machines et d'outils. Or, Charles Trépanier, en tant que représentant de Trépanier et Cie. à qui la fabrique d'allumettes doit \$750, conteste cette hypothèque, alléguant que celle-ci aurait dû être consentie à la société qu'il représente. Trépanier quitte son poste de président de l'allumetterie. En août 1893, Anny Béland, au nom de Trépanier et Cie., demande, devant la Cour Supérieure, la mise en liquidation de la Montreal Match Co. ce qui est fait un mois plus tard³². Trépanier n'abandonne pas l'idée d'exploiter une allumetterie. Il forme avec Edouard Bourret The Electric Match Co. puis acquiert en 1894 les installations de la Montreal Match Co.. Mais en décembre de la même année, la fabrique est rasée par un incendie.

Vers la fin de sa vie, Trépanier s'intéresse de façon particulière à l'imprimerie. Après avoir acheté le matériel d'imprimerie du journal L'Eclaireur en 1895, il fonde Le Progrès de Louiseville en 1897. En 1900, avec Joseph-Au-

gustin Giguère, il ouvre une imprimerie à Trois-Rivières et s'affiche comme imprimeur-éditeur de journaux. L'année précédente, son frère Octave avait mis sur pied un commerce semblable à Louiseville. Enfin, en 1900, Trépanier achète l'imprimerie du Nord de Saint-Jérôme et fonde L'Etoile qu'il voulait comme l'étendard et le porte-parole du parti Libéral dans la région de Trois-Rivières³³.

En marge de ses activités commerciales, Trépanier a été impliqué de près dans la création de sociétés ayant pour but le développement de Louiseville. En 1874, il a été un des instigateurs de la Société de Construction Victoria (20 membres) et en 1875, de la Société de Construction Rivière-du-Loup (27 membres) de même qu'un des organisateurs de la compagnie The Edison Electric Light qui se propose en 1890 d'éclairer les rues de Louiseville. Ces sociétés ont eu cependant une existence éphémère.

* * *

GEORGE-HENRY YALE, manufacturier et marchand de cuir, est né à Montréal vers 1821. Il fait son apprentissage avec son père, maître tanneur. Supputant les possibilités intéressantes que représente un village en pleine croissance comme celui de la Rivière-du-Loup, Yale vient s'y établir après son mariage en 1844 et fait construire une tannerie sur la rue Saint-Laurent. Incendiée en 1860, la tannerie est reconstruite en 1862. Yale confie alors la direction de l'établissement à son gendre F.-X. Lambert. En 1869, deux proches parents de George-Henry, Sylvestre Yale et William Laurent (l'épouse de Yale est une dénommée Laurent), prennent en charge la tannerie après que F.-X. Lambert ait déclaré faillite en 1868.

Dès les années 1850, G.-H. Yale ambitionne de faire ériger une seconde tannerie dans la région. En 1856, il achète trois terrains sur les bords de la rivière Maskinongé dans la réserve Atkinson à Saint-Didace de Samuel Gerrard, seigneur de Carufel et de Lanaudière³⁴. En 1857 et 1859, deux cultivateurs, l'un de Sainte-Ursule et l'autre de Saint-Didace, lui vendent deux terres adjacentes aux terrains qu'il possède déjà à Saint-Didace³⁵. En 1861, Yale achète deux terrains de deux cultivateurs de Sainte-Ursule sur lesquels il fait construire un chemin pour faciliter l'accès à sa seconde tannerie³⁶. A l'aube des années 1860, Yale possède à l'extrémité sud-est de Saint-Didace et à la limite des paroisses de Sainte-Ursule et Saint-Justin, un petit village industriel portant le nom de Yaletown. Autour de la tannerie, principal élément structurant, on retrouve un moulin à moudre l'écorce de pruche, une scierie, un magasin et huit habitations. En 1861, la scierie produit 75,000 planches de pin et d'épinette pour une valeur de \$7,550 alors que 25,000 peaux d'une valeur de \$60,000 sont préparées à la tannerie (15 employés). La population de Yaletown s'élève alors à 38 habitants parmi lesquels se trouvent des parents de George-Henry: William Yale, agent, et André Yale, tanneur, avec leur famille respective³⁷.

En vue d'écouler plus facilement la production de ses deux tanneries, Yale devient en 1863 un des associés de la Société de Navigation des Trois-Rivières à Montréal, côté nord du fleuve. Quelques années plus tard, il en devient président. 1863 marque pour Yale le début d'une période difficile au cours de laquelle sa ténacité sera mise à rude épreuve. C'est cette année-là qu'il contracte un prêt de \$9,000 (8% intérêt) auprès de Champion Brown et William S. Childs, tous deux manufacturiers de chaussures à Montréal, faisant affaires sous la raison sociale Brown & Childs³⁸. En 1864, Yale doit à George

Moffatt Jr., marchand de Montréal, \$1,598.36 (7% intérêt) pour l'achat de vingt lots de terre totalisant plus de 1,350 acres dans la seigneurie de Maskinongé³⁹.

Le 8 janvier 1867, Yale, endetté, vend à Brown & Childs toutes ses installations à Saint-Didace ainsi que les terres qu'il a acheté de G. Moffatt Jr. en 1864 pour \$30,000⁴⁰. La même journée, Yale rachète le tout pour la même somme⁴¹. Enfin, en 1868, Yale est dans l'obligation de revendre Yaletown et les terres qu'il possède à Brown & Childs pour la somme de \$25,000. Du même coup, la société montréalaise acquitte Yale des dettes qu'il a envers elle (\$69,430)⁴². Par la suite, la tannerie de Saint-Didace passe entre les mains de Fayette, Shaw et Frères puis de Donavan et Moran, manufacturiers de cuir de Montréal, jusqu'à ce qu'elle soit détruite par une conflagration en 1876. En 1877, pour la somme de \$612, Yale reprend possession de son village industriel et fait reconstruire la tannerie⁴³.

Malgré la bonne marche des tanneries de Saint-Didace et de Louiseville, Yale a encore des ennuis financiers au début des années 1880. En 1882, il reconnaît devoir à la Banque Ville-Marie \$38,000 pour l'endossement de plusieurs billets promissoires. La banque lui accorde une prorogation de délai de douze mois (8% intérêt) et, une fois de plus, les installations de Saint-Didace sont hypothéquées⁴⁴. En 1883, Yale est acculé à la faillite. Il céde ses biens immeubles et ses fonds de commerce de Saint-Didace et de Louiseville à des manufacturiers de cuir de Montréal et de Toronto⁴⁵. En 1884, Victoire Laurent, épouse de Yale, rouvre la tannerie de Louiseville et en 1885, Yale en reprend la direction avec le fils de son gendre, Georges-F.-X. Lambert. Les deux partenaires ont chacun un rôle déterminé dans l'entreprise: Yale voit à la gestion alors que G.-F.-X. Lambert avance des fonds qui ne doivent pas excéder

la somme de \$5,000⁴⁶. En 1892, la tannerie de Louiseville est mise une dernière fois en faillite. Quelques années auparavant, la tannerie de Saint-Didace a cessé définitivement ses activités et Yaletown est devenu un village abandonné. La situation difficile qui prévaut au Québec dans l'industrie de la chaussure à la fin du XIXe siècle n'est pas étrangère aux déboires de Yale.

En plus de ses tanneries, Yale a été propriétaire d'une fromagerie et, en 1882, a formé avec des partenaires de Louiseville une compagnie au capital de \$25,000 en vue d'établir une manufacture de chaussures à Louiseville. La manufacture voit le jour en 1883 mais sans la participation de Yale. Jouissant d'une grande respectabilité auprès des citoyens de Louiseville, Yale est élu maire de la ville en 1880. Auparavant, il a été pendant plusieurs années juge de paix.

Les cultivateurs

Dans la seconde moitié du XIXe siècle, un certain nombre de cultivateurs, surtout de gros exploitants, ont été tentés par l'aventure des industries rurales une fois leurs domaines fonciers constitués et leurs exploitations agricoles établies sur des bases solides. Parmi ceux-ci, nous trouvons Pierre Béland fils et Edouard Caron.

PIERRE BELAND fils, cultivateur et commerçant, né à Saint-Antoine-de-la-Rivière-du-Loup le 10 mars 1844, est l'ainé des fils de Pierre Béland, cultivateur et commerçant⁴⁷. Le père de Pierre Béland fait des débuts modestes. Au recensement de 1852, il est boucher et occupe 6.7 acres de terre

dans la côte de la Petite rivière du Loup. En 1861, il se déclare cultivateur et boucher et possède 101 acres de terre (tous en culture) et 13 terrains au village. Il produit 6,500 bottes de foin et son cheptel compte 6 boeufs, 6 vaches laitières, 13 moutons, 4 porcs et un cheval. Dix ans plus tard, il dispose de 367.5 acres (résultat de nombreux prêts accordés avec garanties hypothécaires et de multiples transactions foncières effectuées au cours des années précédentes), 2 terrains au village, 5 maisons et 10 granges. Il est alors rentier et demeure au village. Avant son décès, Béland père est directeur de la Société d'agriculture du comté de Maskinongé, conseiller municipal de la paroisse de la Rivière-du-Loup et commissaire d'école.

Pierre Béland fils, va marcher sur les traces de son père mais tentera de diversifier davantage ses activités en investissant dans les industries rurales. Après des études aux séminaires de Nicolet (1860-61) et de Trois-Rivières (1861-62), Béland retourne à la Rivière-du-Loup où il travaille pour son père. En 1866, celui-ci lui vend une terre dans le rang de la Petite rivière du Loup⁴⁸. Au recensement de 1871, Béland déclare 122.5 acres (tous en culture), une maison, 6 granges et écuries, 7 charrettes, 6 charrues et cultivateurs. Sa récolte de foin s'élève à 10,000 bottes ce qui en fait un des plus importants producteurs de la paroisse. 2 chevaux, un poulin, 6 vaches laitières, 40 moutons et 7 cochons forment son cheptel.

Béland se manifeste comme chef d'entreprise à partir de 1874. Cette année-là, il fait l'acquisition d'un moulin à farine et d'un moulin à carder et à fouler dans la côte de la Petite rivière du Loup pour \$1,500. En 1882, avec quatre associés de Louiseville et un autre de Sainte-Ursule, il met sur pied La Brasserie de Louiseville. En 1883, il fait ériger une briqueterie près de la gare

de chemin de fer avec Gabriel Caron, marchand de Louiseville, et ouvre un commerce de machines à coudre à Louiseville avec Thomas-Théodore Rivard, notaire. En 1884, il s'associe avec O. et A. Desrosiers en vue d'exploiter une scierie. En 1892, on le retrouve comme un des directeurs de la Montreal Match Co. Enfin, en 1894, Béland forme avec Edouard Damphousse, cultivateur et commerçant de Saint-Léon, la société Béland et Damphousse, dans le but de construire des clôtures à partir d'un procédé breveté.

L'argent injecté par Béland dans les industries rurales ou divers commerces provient en grande partie des profits que lui rapportent le prêt avec intérêt et la spéculation foncière. Entre 1868 et 1886, les prêts consentis par Béland à diverses gens – surtout des cultivateurs de Saint-Léon, Saint-Paulin, Sainte-Ursule, Saint-Alexis et de la Rivière-du-Loup – totalisent \$6,386. Au cours de la même période environ, Béland investit \$12,895 dans l'achat de terres et de terrains du village de la Rivière-du-Loup et des paroisses plus au nord. Les revenus générés par la vente de plusieurs de ces terres et terrains et d'autres atteignent \$18,615.25.

Pierre Béland a été mêlé de près à certaines sociétés. En 1874, il est membre de la Société de Construction Victoria et, en 1884, de La Société de fabrication de beurre et de fromage de Louiseville. Cultivateur influent, Béland fut conseiller municipal de la Rivière-du-Loup et, en 1888, membre du très sélect Club de Louiseville, association à but récréatif ne regroupant que des notables.

EDOUARD CARON, cultivateur, commerçant et homme politique, est né à Saint-Antoine-de-la-Rivière-du-Loup le 22 avril 1830. Il est le second fils de François Caron, cultivateur⁴⁹. Caron est un bel exemple de cultivateur entrepreneur ayant tout mis en oeuvre pour donner à ses activités un rayonnement extra-régional. Après des études au séminaire de Nicolet de 1845 à 1847, Caron se livre à l'agriculture sur la terre de son père, un des plus gros exploitants de la Rivière-du-Loup. A l'âge de 26 ans, il reçoit en donation de son père deux terres totalisant 79 acres en superficie, de même qu'une portion de 5 acres d'un lot en "prairie à gros foin"⁵⁰. Ces terres sont situées dans la côte Sud-Est de la Grande rivière du Loup reconnue pour son potentiel agricole par les contemporains. En 1859, il acquiert de F. Belliveau, cultivateur, deux terres couvrant 84.5 acres pour la somme de \$4,800. Il détenait une hypothèque sur l'une d'elles en vertu d'un prêt de \$400 consenti en 1858⁵¹.

Très tôt, Caron s'impose comme un important cultivateur. Déjà au recensement de 1861, il déclare posséder 211 acres de terre et produire 214 boisseaux d'avoine et 6,000 bottes de foin. Son cheptel compte 2 chevaux, 2 poulains, 5 moutons et 2 porcs, et il possède pour \$200 d'instruments aratoires. Ses terres sont évaluées à quelque \$12,500. Afin de faciliter la vente de sa production agricole, en 1863, Caron devient un des associés de la Société de Navigation des Trois-Rivières à Montréal, côté nord du fleuve. Avec le temps, l'exploitation de Caron fait figure de modèle, ce qui lui vaut, en 1871, le premier prix à "l'Examen des terres les mieux tenues pour le comté de Maskinongé"⁵². Au recensement de cette année-là, il déclare occuper 241 acres de terre dont 118 sont en foin. Il produit 643 boisseaux d'avoine, 161 boisseaux de sarrasin, 643 boisseaux de patates et 30,000 bottes de foin. Il est devenu, et de loin, le plus gros producteur de foin de la Rivière-du-Loup. Son cheptel,

considérable, se compose, entre autres, de 12 vaches laitières, 38 autres bovins, 112 moutons et 12 cochons. De plus, il possède 5 entrepôts, 8 granges et écuries, 10 charrettes, 9 charrues et cultivateurs, une moissonneuse et faucheuse et une machine à battre.

En plus d'être un gros producteur, Caron dirige un important commerce de foin et de grains. Cependant, on sait peu de choses sur ce commerce. Des cultivateurs de sa paroisse et des localités circonvoisines, il achète et vend du foin et des grains. Ainsi, par exemple, en 1859, il vend à un cultivateur de la Rivière-du-Loup 8,000 bottes de foin pour la somme de \$400⁵³. Pour son commerce, en 1874, il fait construire avec Ferdinand Caron, son neveu, une péniche de 400 tonneaux⁵⁴. Au début des années 1880, le commerce de Caron impressionne par son ampleur. En 1880, par exemple, il achète 80,000 bottes de foin à Saint-Paulin⁵⁵. Pour écouler une bonne partie de son foin, Caron se tourne vers New York. Il fait alors affaires avec la maison Frazee & Co. et, en 1881, avec Theo. Chase & Co., marchands à commission de New York. En 1881, ses expéditions dans cette ville s'élèvent à 1,145,558 livres de foin (environ 71,500 bottes). Déduction faite des frais de transport et de commission, elles lui rapportent plus de \$6,000. En 1885, Caron s'associe à Ignace Leclerc sous la raison sociale de Caron et Leclerc. En plus du foin et des grains, les deux associés font le commerce du bois de sciage et du charbon.

Caron a passablement investi pour se doter d'installations adéquates afin d'entreposer de grandes quantités de foin. En 1880, à proximité du chemin de fer Québec, Montréal, Ottawa et Occidental, il achète deux terrains sur lesquels il fait construire un hangar de 150 pieds et une bâtie destinée au pressage du foin⁵⁶. En décembre de la même année, un troisième hangar est érigé. En 1881,

faute de place dans les hangars, une grande quantité de foin est pressée en plein air. Pour remédier à la situation, Caron fait bâtir un nouveau hangar⁵⁷.

Cependant, à mesure que progresse la décennie, Caron éprouve des difficultés. Les différents emprunts qu'il contracte entre 1883 et 1889 représentent \$32,500. En 1889, ses affaires périclitent: la société Caron et Leclerc fait faillite et Caron est obligé de déclarer en plus une faillite personnelle. Lors de la cession des biens, Caron et Leclerc possède 54 lots de terre dans le township de Caxton achetés de William-Henry Parker en 1886, la moitié d'un moulin à farine à Yamachiche, plusieurs granges, trois presses à foin et quelques biens meubles⁵⁸. Les biens saisis dans la faillite personnelle de Caron sont quatre terres estimées à environ \$22,000, des instruments aratoires, un cheptel et des biens meubles d'une valeur approximative de \$2,000⁵⁹.

En plus de ses activités agricoles, Caron a formé des projets qui, tous, sont demeurés sans lendemain. En 1881, il fait creuser, avec Auguste-F. Dame, médecin de Louiseville, un puit artésien sur la terre d'un cultivateur de la Rivière-du-Loup afin d'exploiter du gaz et du pétrole⁶⁰. Toujours en 1881, on le retrouve à la tête d'une entreprise visant à faire souscrire un capital de \$40,000 en parts ou actions destiné à la construction d'un chemin de fer entre Louiseville et Hunterstown⁶¹. En 1882, avec trois marchands et un manufacturier de Louiseville, il forme une compagnie au capital de \$25,000 afin d'établir une manufacture de chaussures à Louiseville.

Caron a mené une carrière active dans les affaires publiques. Il a été commissaire d'école, préfet du comté de Maskinongé (1874-80), capitaine de milice, maire de la Rivière-du-Loup en 1874, directeur de la Compagnie du Pont

de la Rivière-du-Loup (1859), secrétaire-trésorier de la Société d'agriculture du comté de Maskinongé (en 1864, 1869 et 1872). La carrière publique de Caron atteint un point culminant lorsqu'à l'instar de son père, François, et du frère de celui-ci, Charles⁶², il fait le saut en politique. En 1867, il brigue la faveur populaire comme candidat conservateur aux élections provinciales, mais essuie une défaite. Il se représente aux élections de 1878 sous la même bannière et remporte la victoire. Réélu en 1881, c'est par une faible majorité de 65 voix que Caron conserve son siège de député aux élections de 1886. Evoquant "L'Acte des Elections Contestées du Québec 1875", un de ses adversaires, Joseph-Horridas Legris, cultivateur de la Rivière-du-Loup, demande l'annulation de cette élection. Legris allègue que Caron s'est adonné à des manœuvres frauduleuses, a usé d'intimidation et proféré des menaces au cours de l'élection⁶³.

Legris a gain de cause puisqu'en 1887 un jugement de la Cour Supérieure annule l'élection du 14 octobre 1886⁶⁴. Aux élections partielles du 28 avril 1888, Legris éclipse Caron par une majorité d'à peine 48 voix. Les différends entre les deux hommes ne s'arrêtent pas là. Le 1 août 1888, Legris réclame devant la Cour Supérieure la somme de \$10,000 à Caron pour dommages et intérêts. Legris déclare que tout au cours des rencontres des deux hommes les dimanches aux portes des diverses églises du comté pour l'élection partielle, Caron n'a pas cessé de le calomnier en le qualifiant de "malhonnête homme, indigne de la confiance de ses concitoyens"⁶⁵. Cette affaire se termine en 1890 par une entente de gré à gré.

Les marchands

La présence des marchands, soit dans les industries rurales, soit dans d'autres types de projets, a toujours été très importante à la Rivière-du-Loup et ce, dès la première moitié du XIXe siècle. Notre attention s'est portée sur deux en particulier, soit Raphaël Lambert et Etienne Mayrand.

RAPHAEL LAMBERT, marchand, né à Saint-Antoine-de-la-Rivière-du-Loup le 22 mars 1821, est le fils d'un cultivateur⁶⁶. Après s'être livré à la pêche à la morue dans la Baie des Chaleurs et avoir parcouru les Etats-Unis, Lambert revient dans la paroisse et, vers 1850, ouvre un magasin au village⁶⁷. Rapidement, il développe un intérêt pour l'agriculture et fait l'acquisition de quelques terres qu'il cultive. Au recensement de 1861, il occupe 76.5 acres de terre (75.5 sont en culture) et produit 483 boisseaux d'avoine et 4,000 bottes de foin. En 1868, Lambert est élu président de la Société d'agriculture du comté de Maskinongé⁶⁸. En 1871, il possède 97 acres de terre, 2 terrains au village, 4 maisons, 11 granges et écuries, 8 voitures et 3 charrues et cultivateurs. Son cheptel compte, entre autres, 11 vaches laitières et 35 moutons.

A partir de 1882, Lambert élargit davantage l'éventail de ses activités. Cette année-là, il met sur pied la Compagnie de l'Aqueduc de Louiseville, créée avec des entrepreneurs de Louiseville une compagnie afin d'établir une manufacture de chaussures à Louiseville et s'associe avec ses neveux O. et A. Desrosiers sous la raison sociale de Lambert et Desrosiers en vue de l'exploitation d'une scierie et d'un moulin à planer. Dans cette dernière société, il est convenu que Lambert avance les fonds et s'occupe de l'administration alors que ses neveux voient à la bonne marche des diverses opérations. Entre

1882 et 1887, année de la dissolution de la société, Lambert a investi \$32,926.80 dans la scierie et le moulin à planer. En 1887, se considérant lésé, il réclame des Desrosiers \$8,870.02 devant la Cour Supérieure⁶⁹. Une entente de gré à gré met un terme à cette poursuite en 1890⁷⁰.

C'est par le biais du prêt avec intérêt que Lambert a réussi à financer une partie de ses activités agricoles et industrielles. Nous avons calculé qu'entre 1852 et 1877, Lambert a accordé 46 prêts - près de la moitié correspondent à des ventes à crédit à son magasin - totalisant plus de \$5,000. Les débiteurs sont pour la plupart des cultivateurs de la Rivière-du-Loup, Saint-Léon, Saint-Paulin, Sainte-Ursule et Saint-Alexis. Le taux d'intérêt exigé par Lambert sur les prêts qu'il consent est rarement en bas de 8%, quelquefois 9% et peut aller jusqu'à 10%. Après son décès, son fils Irénée-Raphaël prendra en charge le magasin de son père. La vie publique de Lambert s'est limitée à sa nomination de juge de paix au cours des années 1860.

* * *

ETIENNE MAYRAND, marchand puis négociant et homme politique, né à Montréal le 3 septembre 1776⁷¹. Comme plusieurs de ses contemporains, Mayrand s'est intéressé à la traite des fourrures. Jeune, il part dans l'Ouest canadien où il travaille pour la North West Company. Il en revient avec un certain capital et s'établit vers 1808 comme marchand au village de la Rivière-du-Loup, près du pont de la Grande rivière.

En peu de temps, le commerce de Mayrand devient important. Il achète les produits agricoles de la région qu'il revend à des marchands des paroisses

voisines et éloignées. De plus, Mayrand devient rapidement un important exploitant agricole. En 1831, il dispose de 133.5 acres de terre (127 en culture) sur lesquels 429 boisseaux de patates, 386 boisseaux de blé et 245 boisseaux d'avoine sont produits. Son cheptel compte 18 bêtes à corne, 28 moutons, 11 cochons et 4 chevaux. En 1852, c'est 194 acres de terre qu'il déclare occuper (186 en culture). Il produit alors 1,502 boisseaux d'avoine et 10,000 bottes de foin. 16 vaches laitières, 8 chevaux, 34 moutons et 10 cochons composent son cheptel.

Mayrand a été un agent foncier de première importance. Dès 1820, il est nommé agent des seigneuries des Ursulines de Trois-Rivières, poste qu'il occupe jusqu'en 1845⁷². Au cours des années 1820 et 1830, il vend des terrains au village de la Rivière-du-Loup pour Benjamin et Alexandre Hart⁷³. Mayrand cesse de jouer un rôle d'intermédiaire lorsqu'en 1844 Benjamin Hart lui vend une partie du village⁷⁴. Il revend les terrains à des particuliers venus demeurer au village. Plus tard, en 1851, il achète de Edward Holmes, avocat de Montréal et représentant de feu Alexandre Hart, 55 terrains situés au village⁷⁵.

Malgré un commerce florissant et une exploitation agricole fertile et productive, Mayrand n'a pas été à l'abri des problèmes financiers. Les emprunts qu'il contracte sont peu nombreux mais, par contre, assez élevés. Quelques années après son arrivée dans la paroisse, il emprunte 1,400 livres (20 sols la livre) à Frs. Lamontagne⁷⁶. Les besoins d'argent se font plus pressants lorsqu'il fait l'acquisition de bien-fonds du village. En 1843, il reconnaît devoir à Geneviève Fauteux de Saint-Cuthbert \$1,200 (6% intérêt)⁷⁷. Il emprunte \$3,200 à Truman Kimpton en 1852⁷⁸ et \$2,400 à The Upper Canada Trust and Loan Co.

en 1854⁷⁹. Enfin, en 1861, il doit \$1,800 à The Trust and Loan Company of Upper Canada⁸⁰.

La carrière publique de Mayrand a été des plus actives. En 1816, il se lance en politique et est élu député de Saint-Maurice jusqu'en 1820. En 1838, il est nommé membre du Conseil spécial qui remplace la chambre d'Assemblée durant les troubles de 1837-38 et ce, jusqu'à la mise en place du gouvernement de l'Union en 1841. Cette année-là, on le retrouve membre du Conseil législatif mais il démissionne quelques jours plus tard. Mayrand fut également juge de paix et eut une brillante carrière militaire⁸¹.

* * *

Ces notices biographiques nous éclairent sur plusieurs aspects de l'entrepreneurship de la paroisse de la Rivière-du-Loup. A l'intérieur de chaque groupe professionnel (les manufacturiers, les cultivateurs et les marchands) se détachent certains traits caractéristiques. Ainsi, à l'exception de Charles Trépanier, les manufacturiers ont en commun un degré élevé de connaissances techniques, chacun dans leur secteur respectif. En travaillant soit auprès de leurs pères, propriétaires d'une boutique, ou soit comme apprenti chez un artisan, et ce dès leur jeune âge, ces entrepreneurs ont appris une certaine technologie et ont développé une expertise qui les incitera à dépasser le niveau de la petite boutique d'artisan dans laquelle ils ont grandi pour réaliser des projets plus ambitieux. C'est là le propre d'une seconde génération d'entrepreneurs⁸².

S'agissant des cultivateurs, ils partagent le même goût d'investir dans des activités autres que l'agriculture. Les deux brèves biographies esquissées lèvent le voile sur un aspect méconnu de la paysannerie: la participation et l'implication de certains de ses éléments à titre de bailleurs de fonds des industries rurales et de projets visant le développement de la localité. Plusieurs gros cultivateurs ne se sont pas confinés à l'agriculture mais ont été des agents actifs de la transformation du paysage rural⁸³.

Quant aux marchands, ils sont animés par la même volonté de diversifier sans cesse leurs activités. En marge de leurs négocies et de leurs importantes exploitations agricoles, l'un investit dans les industries rurales alors que l'autre entend agir comme planificateur dans l'organisation de l'espace villageois. Le cas de ces deux marchands montre une fois de plus le rôle de premier plan joué par le capital marchand.

Si l'on porte maintenant nos observations à l'ensemble des personnes étudiées, d'autres traits communs ressortent avec une certaine évidence. D'abord, presque toutes sont issues de la paroisse de la Rivière-du-Loup. Notre échantillon, en cela, est le reflet de l'entrepreneurship local en général. Mis à part G.-H. Yale, Etienne Mayrand et les Joël Leduc, Louis et Rodolphe Tourville (commerçants de bois), François Blais et ses fils (fondeurs), William Laurie et Jos.-W.-Raoul Côté (manufacturiers) - la plupart originaires de la région de Montréal - les chefs d'entreprise et les agents fonciers proviennent en majorité de la localité. Ensuite, cinq des individus retenus sont d'extraction paysanne (leurs pères sont cultivateurs). Ils sont également cinq à entretenir des liens très étroits avec le monde paysan puisqu'ils épousent des filles de cultivateurs. Les personnes choisies pour notre étude ne peuvent être considérées comme des

cas isolés. En fait, ils sont nombreux les chefs d'entreprise et les agents fonciers de souche paysanne. Il appert donc, dans le cas de la paroisse de la Rivière-du-Loup, que paysannat et entrepreneurship sont difficilement dissociables.

Lorsqu'il s'agit de former une raison sociale ou une société, qu'elle soit manufacturière ou commerciale, la forme juridique privilégiée par les chefs d'entreprise et l'agent foncier est la société en nom collectif ou partnership. Sur un total de 41 sociétés fondées par les entrepreneurs, 24 (soit 58.5%) sont en nom collectif. Viennent ensuite par ordre d'importance les firmes à entrepreneur unique (8 soit 19.5%), les sociétés incorporées par lettres patentes et devant régistrateur (chacune 3, soit 7.3%), les sociétés en commandite (2 soit 4.8%) et une société incorporée par loi spéciale (2.4%).

Le nombre élevé de sociétés mises sur pied par les huit individus est un indice de leur dynamisme. Et c'est sous le signe de la diversité et de la polyvalence que s'est manifesté ce dynamisme. Aucun s'est limité à investir dans son secteur ou son domaine de spécialisation initiale. Auguste Desrosiers, manufacturier de bois, a été directeur d'une allumetterie et agent d'assurances. Odilon Desrosiers, fondateur de son état, a été propriétaire d'une scierie, d'un moulin à planer, d'une allumetterie et a pris une part active dans la formation de la compagnie d'aqueduc. Charles Trépanier, marchand-tailleur, a investi dans une manufacture de chaussures, deux allumetteries, une imprimerie et a été un des organisateurs des deux sociétés de construction qui ont vu le jour à la Rivière-du-Loup, de même que d'une petite compagnie d'électricité locale. En plus de ses deux tanneries, G.-H. Yale a possédé une fromagerie. Pierre Béland et Edouard Caron, cultivateurs, ont injecté de l'argent, le premier dans un

moulin à farine, un moulin à carder et à fouler, une fabrique de bière, une briqueterie, une allumetterie, un commerce de machines à coudre, le second dans l'exploitation du gaz naturel, la construction d'un chemin de fer et dans un projet de manufacture de chaussures. Raphaël Lambert a vu à la création d'une compagnie d'aqueduc et a financé une scierie et un moulin à planer. Enfin, Etienne Mayrand, marchand et négociant, a acquis de nombreux terrains au village qu'il a ensuite revendus à l'unité.

Le dynamisme des chefs d'entreprise et de l'agent foncier s'est toutefois heurté à de sérieux problèmes de financement. Les gains ou profits rapportés par certaines de leurs entreprises n'étant pas suffisants, six des huit individus ont eu recours, de façon régulière ou sporadique à des emprunts avec garanties hypothécaires auprès de particuliers. Ce type de financement présente de graves contraintes. La plus importante est au chapitre du remboursement. Aucune modalité n'étant le plus souvent prévue lors de la transaction, le créancier est en droit d'exiger le paiement des sommes avancées une fois le délai de remboursement expiré⁸⁴. Il va sans dire que le débiteur se retrouve alors dans une situation précaire. Le financement des deux autres entrepreneurs reposait en partie sur le prêt avec intérêt et, dans l'un des cas, sur la spéculation foncière. Il est intéressant de noter qu'un grand nombre de prêts ont été consentis à des résidents des paroisses de Saint-Léon, Saint-Paulin, Sainte-Ursule et Saint-Alexis. On peut émettre l'hypothèse que par le biais du crédit plusieurs personnes de Louiseville avaient une mainmise sur les paroisses d'érection plus récente au nord. Enfin, mentionnons qu'aucun des individus n'a fait appel au financement bancaire. Les problèmes de financement conjugués à une conjoncture défavorable (crise économique de 1873) et à la marginalisation de Louiseville dans le développement industriel de la Mauricie à la fin du XIX^e

siècle expliquent, en partie, la fragilité des industries rurales et l'extrême difficulté pour les chefs d'entreprise de dépasser une certaine échelle, c'est-à-dire de mettre sur pied des organisations de plus grande dimension avec des infrastructures solides et durables.

A travers l'étude des destins de chacun des individus retenus, des sociétés qu'ils forment et, dans une moindre mesure, du financement de celles-ci, un fait se dégage: l'importance des liens de parenté. Que ce soit pour mettre sur pied un établissement, requérir du capital ou encore solliciter de l'aide lorsque des problèmes financiers se font pressants, les proches parents (les frères, les pères) et des membres plus éloignés de la famille (les beaux-frères, les beaux-pères, les oncles, les gendres, etc.) sont souvent mis à contribution. Ce constant recours à la famille peut, jusqu'à un certain point, s'expliquer en raison du peu d'aide ou d'apport de l'extérieur (pensons particulièrement à l'absence de financement bancaire). Les liens de parenté sont également très importants lorsqu'il est question de relève ou de succession dans une entreprise.

Enfin, remarquons que les personnes étudiées n'ont pas seulement représenté un pouvoir économique. A cause de leurs implications sociales et politiques tant à l'échelle de la paroisse que du comté, toutes ont joui d'une grande influence et d'une grande respectabilité. Elles ont été, à juste titre, des notables de la Rivière-du-Loup et de Louiseville.

Les chefs d'entreprise étudiés ne sont pas les seuls à partager les traits dominants que nous venons de dégager. Tout comme ceux de la Rivière-du-Loup, les chefs d'entreprise du comté de Champlain étudiés par R. Hardy, P. Lanthier et N. Séguin - dont un grand nombre sont francophones et issus du milieu -

démontrent un dynamisme et une volonté de s'ajuster à l'économie de marché. Liés presqu'exclusivement au financement régional, ils sont, eux aussi, dans l'impossibilité d'engendrer la grande industrie⁸⁵. On ne peut en dire de même des industriels du district de Saint-François en Estrie, étudiés par J.-P. Kesteman. Majoritairement anglophones et immigrants (surtout des Etats-Unis), insérés dans des réseaux leur permettant d'être à l'affût des derniers développements technologiques et de recourir à un capital extérieur (venant appuyer le capital local), les chefs d'entreprise du district de Saint-François ont créé des formes de production modernes propres au capitalisme industriel⁸⁶. Cette comparaison nous montre que l'échec des uns et la réussite des autres est davantage liés à des dynamismes économiques plutôt qu'à un clivage ethnique.

NOTES (chapitre IV)

- (1) Desrosiers épouse à la Rivière-du-Loup Agnès Méthot. Après le décès de son épouse en 1879, il convole en secondes noces en 1881 avec Marie-C.-M. Coulombe, fille d'un cultivateur de la Rivière-du-Loup.
- (2) Germain Lesage, Histoire de Louiseville, 1665-1960, Louiseville, Presbytère de Louiseville, 1961, p. 229.
- (3) Bureau d'enregistrement de Louiseville, Registre B, no 13510, 23 octobre 1878 (à l'avenir: BEL, B-13510, 23 oct. 1878).
- (4) BEL, B-13449, 6 juin 1879.
- (5) BEL, B-13510, 4 juillet 1879.
- (6) BEL, B-15509, 28 mars 1881.
- (7) BEL, B-18097, 1 juin 1887; B-18348, 28 septembre 1887.
- (8) BEL, B-18668, 5 juin 1888.
- (9) BEL, B-22388, 14 novembre 1894.
- (10) BEL, B-25315, 26 octobre 1899.
- (11) O. Desrosiers épouse à la Rivière-du-Loup Marie-L.-C. Saucier, fille d'un boucher et cultivateur de la Rivière-du-Loup.
- (12) BEL, B-7072, 13 décembre 1867.
- (13) BEL, B-15509, 28 mars 1881.
- (14) BEL, B-14551, 15 juin 1881.
- (15) BEL, B-15979, 28 décembre 1883; B-16519, 17 juillet 1884.
- (16) BEL, B-18374, 3 novembre 1884.
- (17) BEL, B-16119, 24 février 1884.
- (18) BEL, B-19838, 16 octobre 1888.
- (19) BEL, B-19369, 19 juillet 1889.
- (20) BEL, Registre de formation de sociétés, vol. 2.
- (21) ANQTR, C.S., Registre des déclarations sociales, 1885-1895.
- (22) ANQTR, C.S., Registre des déclarations sociales, 1895-1902.

- (23) C. Trépanier épouse le 15 avril 1881 à Saint-Barthélemy Anny Béland, fille d'un cultivateur. Il décède à Louiseville le 8 novembre 1901.
- (24) BEL, B-10136, 14 mai 1875.
- (25) BEL, B-11380, 14 septembre 1876.
- (26) BEL, B-14458, 2 octobre 1880.
- (27) EL, 12 novembre 1901.
- (28) BEL, B-17757, 19 juillet 1886.
- (29) BEL, B-18612, 3 février 1888.
- (30) BEL, B-20831, 2 février 1891.
- (31) BEL, B-20836, 30 mars 1892.
- (32) ANQTR, C.S., no 566: Anny Béland, requérante vs The Montreal Match Co., en liquidation, 1893.
- (33) PL, 12 novembre 1901.
- (34) C. Drisard, "Le Poste de Yaletown", ESJ, 15 novembre 1928.
- (35) BEL, B-481, 30 septembre 1857; B-793, 19 janvier 1859.
- (36) BEL, B-1736 et B-1737, 27 février 1861.
- (37) Archives du séminaire de Trois-Rivières, Plan du cadastre de Saint-Didace, 1882 (Ti 262-10); Recensement des Canadas, paroisse de Saint-Didace, 1861; BEL, B-3015, 11 mars 1863.
- (38) BEL, B-3015, 11 mars 1863.
- (39) BEL, B-3873, 15 août 1864.
- (40) BEL, B-5944, 8 janvier 1867.
- (41) BEL, B-5967, 1 mai 1868.
- (42) BEL, B-6705, 17 juin 1869.
- (43) BEL, B-12065, 30 juin 1877.
- (44) BEL, B-15328, 21 novembre 1882.
- (45) BEL, B-15672, 5 mars 1883; Le Constitutionnel, 9 mai 1883.
- (46) BEL, Registre de formation de sociétés, vol. 2.
- (47) P. Béland, fils, épouse à la Rivière-du-Loup le 10 novembre 1868 Louise Saucier, fille d'un cultivateur. Il décède à Saint-Jean-des-Piles en 1900.

- (48) BEL, B-5017, 3 septembre 1866.
- (49) Ed. Caron épouse à la Rivière-du-Loup Marie-Louise Lemaître-Augé, fille d'un marchand, le 11 janvier 1860. De ce mariage naissent quatre fils: Clovis, Louis, François et Charles. Clovis devient régistrateur du district d'enregistrement de Maskinongé, Louis et François, fonctionnaires à Montréal, et Charles, cultivateur. A l'exception de ce dernier, tous renoncent à la succession de leur père.
- (50) BEL, B-98, 1856.
- (51) BEL, B-923, 29 mars 1859.
- (52) Le Constitutionnel, 14 juillet 1871, p. 2.
- (53) BEL, B-831, 1859.
- (54) ESJ, 1 octobre 1927.
- (55) CM, 28 décembre 1880.
- (56) BEL, B-13965, 26 avril 1880; B-14151, 27 septembre 1880; CM, 19 août et 30 septembre 1880.
- (57) CM, 17 février et 7 avril 1881.
- (58) ANQTR, C.S., no 252: Ed. Caron et I. Leclerc, débiteurs-cédants vs Alfred Loranger, requérant-cession, 1889.
- (59) ANQTR, C.S., no 253: Ed. Caron, débiteur-cédant vs Raphaël Lambert, requérant-cession, 1889.
- (60) BEL, B-14328, 29 janvier 1881.
- (61) CM, 17 février 1881.
- (62) Serge Courville, "Caron, Charles", DBC, vol. VIII, Québec, P.U.L., 1985, p. 143-144.
- (63) ANQTR, C.S., no 9: J.-H. Legris, pétitionnaire vs Ed. Caron, défendeur, 1886.
- (64) ANQTR, C.S., no 7: J.-H. Legris, pétitionnaire vs Ed. Caron, défendeur, 1887.
- (65) ANQTR, C.S., no 116: J.-H. Legris, demandeur vs Ed. Caron, défendeur, 1888.
- (66) R. Lambert épouse le 12 septembre 1848 à la Rivière-du-Loup Marie Lambert. Il décède à Louiseville en 1894.
- (67) CM, 1 janvier 1893.

(68) JTR, 24 décembre 1868.

(69) ANQTR, C.S., no 511: R. Lambert, demandeur vs O. Desrosiers et al., défendeur, Bref et déclaration, 1887.

(70) Le Monde, 18 mars 1890.

(71) Mayrand s'est marié quatre fois. Lorsqu'il travaille dans l'Ouest canadien, il épouse une indienne. En 1806, il épouse, en secondes noces, Sophie Héneau de Berthier; en 1811, en troisièmes noces, Thérèse Heney de Montréal; et en 1827, en quatrièmes noces, Félicité Le Maître-Bellenoix de Québec. De ces mariages, une dizaine d'enfants sont nés. Nous en connaissons neuf. L'ainé des garçons, Georges-Etienne, lui succède à la tête de son commerce. Au recensement de 1861, il est le plus important marchand de la Rivière-du-Loup et possède 541 acres de terre. Au début des années 1870, il est marchand à Montréal. Les autres fils de Mayrand sont Charles-Edouard, commerçant de Saint-Paulin; Jean-Baptiste, cultivateur de la Rivière-du-Loup; et Henri-Guillaume, médecin de Saint-André-d'Argenteuil. Les filles de Mayrand, Julie, Marie-Thérèse-Eloyse, Léocadie, Marie-Caroline et Marie-Louise-Aurélie trouvèrent un bon parti. Elles épousèrent respectivement Désiré Lemaitre-Augé, marchand de la Rivière-du-Loup; Ovide Pelletier de Maskinongé, fils d'un marchand montréalais; Joseph Deguise, notaire et marchand de Saint-Léon; Louis-Romuald Fortier, greffier de la Couronne de Québec; et Georges Caron, cultivateur de Saint-Léon et député. Mayrand décède à la Rivière-du-Loup le 22 janvier 1872.

(72) Bureau d'enregistrement de Trois-Rivières, Registre B, no 7201.

(73) ANQTR, Greffe de Pierre Bazin: 24 mars 1824; 24 mai 1831; 17 juin 1836.

(74) BETR, B-1240, 3 octobre 1844.

(75) BETR, B-6021, 8 octobre 1851.

(76) BETR, B-7811, 21 janvier 1818 (quittance).

(77) BETR, A-508, 14 janvier 1843.

(78) BETR, B-6491, 5 juin 1852.

(79) BETR, B-7913, 13 août 1854.

(80) BETR, B-2124, 22 novembre 1861.

(81) L.-P. Audet, "Mayrand, Etienne", DBC, vol. X, Québec, P.U.L., 1972, p. 552.

(82) Rudolf Braun, "The Rise of a Rural Class of Industrial Entrepreneurs", Journal of World History, vol. X (1967), p. 560.

(83) Voir Thomas Purvis, "Economic Diversification and Labour Utilization Among the Rural Elite of the British Mid-Atlantic Colonies: A Case Study from the Delaware Valley", HS, vol. XIX, no 37 (1986), p. 57-71.

- (84) Benoît Gauthier, "L'entrepreneurship en Mauricie pré-industrielle: le cas de deux entreprises sidérurgiques de la seconde moitié du XIXe siècle", Communication présentée à La Société historique du Canada, Winnipeg (mai 1986), p. 17-18 (non publiée).
- (85) R. Hardy, P. Lanthier et N. Séguin, "Les industries rurales et l'extension du réseau villageois dans la Mauricie pré-industrielle: l'exemple du comté de Champlain durant la seconde moitié du 19e siècle", dans F. Lebrun et N. Séguin (dir.), Sociétés villageoises et rapports villes-campagnes au Québec et dans la France de l'Ouest, XVIIe-XXe siècles, Trois-Rivières, Centre de recherche en études québécoises, 1987.
- (86) Jean-Pierre Kesteman, Une bourgeoisie et son espace: industrialisation et développement du capitalisme dans le district de Saint-François (Québec), 1823-1879, Thèse de doctorat, U.Q.A.M., 1985, p. 349-358.

CONCLUSION

Sous l'action conjuguée de différents facteurs, la socio-économie de la paroisse de Saint-Antoine-de-la-Rivière-du-Loup se transforme de façon remarquable entre 1831 et 1900. Ce processus, résultat de la pénétration de l'économie marchande, s'amorce à la charnière des XVIII^e et XIX^e siècles, mais s'accélère avec l'ouverture de la Grande rivière du Loup à l'exploitation commerciale du bois au cours de la décennie 1820. L'exploitation forestière génère plusieurs activités subsidiaires de production qui contribuent à diversifier l'économie de la paroisse. Avec l'éloignement des activités forestières à mesure que l'on avance dans le siècle, la paroisse connaît une diversification de ses activités de production. On assiste alors à l'éclosion de boutiques et d'industries rurales dont la production est écoulée tant sur le marché local et régional, en pleine croissance, qu'à l'extérieur, surtout vers Montréal. Plus que jamais, la paroisse participe à la vie d'échange intense de l'économie fluviale.

Freinée par la crise économique durant la seconde moitié de la décennie 1870, la poussée des industries rurales se poursuit dès le début des années 1880, facilitée en cela par l'ouverture récente du chemin de fer (1878). De nouvelles unités de production plus imposantes, plus avancées sur le plan technologique et mobilisant un plus grand nombre de travailleurs voient le jour. Plusieurs ont comme dénominateur commun d'être reliées au bois. Malgré les efforts déployés pour ajuster les productions aux besoins du marché, cette croissance plafonne vers la fin du siècle. L'urbanisation et l'industrialisation massive de l'axe du Saint-Maurice, brisent les équilibres qui ont prévalu dans le contexte

pré-industriel et déterminent de nouvelles conditions qui entraînent le recul des établissements industriels de Louiseville.

Les industries rurales transforment l'espace paroissial. Éléments structurants, elles consolident les assises de l'aire villageoise née à l'aube du XIXe siècle, puis favorisent son extension continue. Cette croissance soutenue de la population de l'aire villageoise tout au long du XIXe siècle s'accompagne d'une diversification de la structure socio-professionnelle. Petit centre desservant la campagne dans le milieu de la première moitié du XIXe siècle, l'aire villageoise devient, avec les industries rurales qui s'y implantent nombreuses, un centre industriel de petite dimension qui se démarque nettement du milieu agricole environnant. Plus qu'un carrefour des échanges entre la ville et la campagne, Louiseville est à l'orée du XXe siècle, avec ses bases institutionnelles et son large éventail de services, le centre nerveux du comté de Maskinongé.

Les formes de production non agricoles et, plus globalement, la montée de l'économie de marché, influent sur la campagne. La paysannerie s'ajuste rapidement à la nouvelle réalité et participe à sa façon à la transformation du monde rural. Si plusieurs paysans s'impliquent dans les industries rurales à titre soit de main-d'œuvre (travail rémunéré à la manufacture durant la saison morte, ou encore travail à façon à domicile), soit de fournisseurs de matières premières, soit de bailleurs de fonds, l'ensemble des agriculteurs tend à modifier sa production agricole pour répondre aux besoins des marchés local et extérieur. Amorcée dans la première demie du XIXe siècle, la commercialisation de l'agriculture se poursuit entre 1850 et 1900. À mesure que progresse le XIXe siècle, la culture des céréales traditionnelles (le blé en particulier) est

graduellement délaissée au profit des cultures fourragères, à telle enseigne que Saint-Antoine-de-la-Rivière-du-Loup, comme d'ailleurs les paroisses d'Yamachiche et de Maskinongé, contribue à faire de la plaine de la berge nord du lac Saint-Pierre un véritable grenier à foin. Tout au long du XIXe siècle, la campagne et le monde villageois évoluent dans la complémentarité de leurs fonctions respectives.

Manifestations de la pénétration accrue des rapports marchands, l'apparition des industries rurales et la formation de l'aire villageoise sont d'abord le fait de chefs d'entreprise et d'agents fonciers surtout locaux. Sensible aux mouvements du marché et pressé d'y pénétrer, l'entrepreneurship local, étudié à travers quelques cas représentatifs, démontre un dynamisme soutenu et une grande polyvalence. Toutefois, il est freiné dans son élan par une conjoncture défavorable et un financement qui ne permet pas un véritable développement d'échelle.

En analysant les multiples relations entre industrie rurale, monde villageois, agriculture, paysannerie et entrepreneurship dans la paroisse de la Rivière-du-Loup au XIXe siècle, cette étude a permis une meilleure compréhension de la complexification de la société rurale. Cependant, l'approfondissement de certains aspects rehausserait notre connaissance du phénomène. Ainsi, une analyse fine de l'agriculture, c'est-à-dire à une échelle plus petite que celle de la paroisse, soit rang par rang, nous ferait probablement découvrir des aires de spécialisation et partant, des articulations entre des productions agricoles et des industries rurales. De même, une analyse poussée de la population pourrait nous montrer l'impact de la montée de l'économie de marché sur l'évolution démographique de la paroisse. Est-ce que l'économie

marchande vient modifier le profil des courbes des baptêmes, des mariages et des sépultures? Amène-t-elle une plus grande mobilité géographique? Notre esquisse du phénomène à partir des listes nominatives du recensement de 1852 nous a fait voir une très grande mobilité. En est-il ainsi tout au cours du XIXe siècle? Est-ce que la mobilité géographique est le fait surtout de la population villageoise ou de la population de la campagne? Y a-t-il modification de la structure des familles à mesure que progresse le XIXe siècle? Est-ce que l'évolution de la structure familiale est différente selon que l'on parle de la famille villageoise ou de la famille paysanne?

Enfin, après avoir campé les diverses facettes de la transformation de l'espace rural de Saint-Antoine-de-la-Rivière-du-Loup, il y aurait lieu de rattacher son développement à une problématique plus large. La paroisse de la Rivière-du-Loup s'intègre dans une socio-économie, un sous-ensemble régional animé par des faits d'échange et une vie de relation intense. Une telle étude permettrait de voir le type de relations que la Rivière-du-Loup entretient avec les autres paroisses anciennes de la frange nord du lac Saint-Pierre et celles du front pionnier, et ainsi mesurer les ramifications de son aire d'influence dans l'espace. On pourrait déceler entre la Rivière-du-Loup et les autres paroisses circonvoisines des liens de complémentarité dans l'agriculture, les activités industrielles et les services. Autant d'aspects à explorer qui permettraient d'affiner notre connaissance de la mutation du monde rural mauricien au XIXe siècle.

APPENDICE I
 Lieux de naissance des migrants
 de Saint-Antoine-de-la-Rivière-du-Loup, 1852

Lieux de naissance	Adultes	Enfants (14 et -)	Total
Saint-Léon	85	54	139
Yamachiche	119	16	135
Maskinongé	39	15	54
Sainte-Ursule	21	5	26
Montréal	12	3	15
Sainte-Anne	14		14
Trois-Rivières	10	3	13
Pointe-du-Lac	8	4	12
Château-Richer	12		12
Berthier	7	3	10
Québec	9		9
Rivière-Ouelle	7		7
Saint-Barthélemy	6	1	7
Saint-Grégoire	3	4	7
Saint-Cuthbert	6		6
Yamaska	5	1	6
L'Assomption	4	1	5
Kamouraska	5		5
Saint-Barnabé	5		5
Saint-David	1	4	5
Beauport	4		4
"Calidonia Springs"		4	4
Saint-Roch	4		4
Baie-du-Febvre	3		3
Cap-Santé	3		3
Charlesbourg	3		3
Lowell		3	3
Saint-Denis	3		3
Saint-Joachim	3		3
Saint-Ours	3		3
Saint-Stanislas	1	2	3
"Shorum"		3	3
Batiscan	2		2
Châteauguay	2		2
L'Islet	2		2
Lachenaie	2		2
Lavaltrie	2		2
Nicolet	2		2
Saint-François	1	1	2
Saint-Guillaume	1	1	2
Saint-Henri	1	1	2
Saint-Paulin	2		2
Sainte-Genèvieve	2		2
Terrebonne	2		2
Albany	1		1
Amsterdam	1		1

APPENDICE I

(suite)

Lieux de naissance	Adultes	Enfants (14 et -)	Total
Angleterre	1		1
Bécancour	1		1
Boucherville	1		1
"Bytown"		1	1
Chambly	1		1
"Chenal-du-Nord"	1		1
Deschambault	1		1
Ecosse	1		1
Forges du Saint-Maurice	1		1
Grand-Saint-Esprit	1		1
Ile-Dupas	1		1
Ile Jésus	1		1
Isle-aux-Grues	1		1
La Malbaie	1		1
Longue-Pointe	1		1
Pointe-Lévis	1		1
Rimouski		1	1
Rivière-du-Loup (en bas)	1		1
Saint-Aimé	1		1
Saint-Alban	1		1
Saint-François-de-Sale	1		1
Saint-François-du-Lac	1		1
Saint-Henri-de-Mascouche	1		1
Saint-Hyacinthe	1		1
Ile d'Orléans	1		1
Saint-Marcel	1		1
Saint-Mathias	1		1
Saint-Nicolas	1		1
Saint-Roch-des-Aulnais	1		1
Saint-Thomas	1		1
Sainte-Anne-de-Beaupré	1		1
Sainte-Emilie	1		1
Sault-Sainte-Marie	1		1
"Stanfall"		1	1
Terre-Neuve	1		1
Varennes		1	1
Village-d'Industrie		1	1
	460	134	594

Source: Listes nominatives du recensement de 1852.

APPENDICE II

Question de méthode: délimiter l'aire villageoise

S'il est relativement aisé d'identifier et de circonscrire le bourg de Saint-Antoine-de-la-Rivière-du-Loup à partir des listes nominatives des recensements, il n'en va pas de même pour l'aire villageoise. La difficulté tient au fait que les limites de celle-ci se situent dans le domaine agricole, là où se trouve des concentrations de petits lots bâtis. Dans nos travaux, ont été considérés comme habitants de l'aire villageoise les familles dont le chef possède, occupe ou cultive un lot de cinq arpents et moins et/ou qui déclare une profession autre qu'agriculteur.

Au premier recensement du XIXe siècle, soit celui de 1831, les propriétaires ou locataires des terrains du village ainsi que leurs familles (36 au total) ont été retenus comme habitant l'aire villageoise. À ces 36 familles (213 personnes), nous avons ajouté les 25 qui les précèdent immédiatement dans l'énumération du recensement et dont les chefs sont occupants de lots de cinq arpents et moins (136 personnes). Ce dernier alignement de petits lots est entrecoupé par quelques terres de cultivateurs.

Pour les recensements de 1852 et 1861, nous avons d'abord relevé dans le recensement agraire les propriétaires de terre d'une superficie inférieure à cinq arpents. Nous avons ensuite procédé au dénombrement de leurs familles dans le recensement personnel en y ajoutant les familles qui occupent une maison et ne pratiquent pas l'agriculture. Ces dernières familles qui

n'apparaissent pas dans le recensement agraire, sont particulièrement nombreuses en 1861. Enfin, pour s'assurer qu'il n'y ait pas gonflement des effectifs villageois, nous avons confronté notre liste de propriétaires susceptibles de résider dans l'aire villageoise, au cadastre abrégé de la seigneurie réalisé en 1861.

A la base, notre démarche est sensiblement la même en ce qui concerne le recensement de 1871 à la différence, cette fois, que nous avons confronté notre liste de propriétaires non seulement au cadastre abrégé, mais aussi au livre de renvoi qui date de 1882 et à la carte du cadastre officiel qui l'accompagne. Les résultats s'en trouvent améliorés car la carte cadastrale permet d'éliminer plusieurs ambiguïtés.

Fixer les délimitations de l'aire villageoise en 1881 et 1891 a été une tâche plus délicate vu l'absence des données concernant les superficies occupées dans les recensements de ces années. En premier lieu, nous avons relevé toutes les familles des listes nominatives de Louiseville et celles dont le chef a une profession autre qu'agriculteur dans les listes de la paroisse de la Rivière-du-Loup. Il s'est agi ensuite de jumeler cette liste imposante de chefs de famille avec le livre de renvoi et la carte cadastrale.

Nous sommes parfaitement conscients des limites de notre façon de procéder pour circonscrire l'aire villageoise. Néanmoins, la confrontation de plusieurs sources et l'utilisation de chaque source comme source contrôle par rapport à l'autre permet d'esquisser un portrait qui, croyons-nous, se rapproche de la réalité.

BIBLIOGRAPHIE

I-LES SOURCES

A- SOURCES MANUSCRITES:

CANADA. Archives Publiques du Canada. Recensement du Bas-Canada. 1831. Copies microfilmées, bobine C-724.

CANADA. Archives Publiques du Canada. Recensement des Canadas. 1852. Listes nominatives et recensement agricole. Copies microfilmées, bobine C-1140.

CANADA. Archives Publiques du Canada. Recensement des Canadas. 1861. Listes nominatives et recensement agricole. Copies microfilmées, bobine C-1294.

CANADA. Archives Publiques du Canada. Recensement du Canada. 1871. Listes nominatives, recensement agricole et établissements industriels. Copies microfilmées, bobine C-10075.

CANADA. Archives Publiques du Canada. Recensement du Canada. 1881. Listes nominatives. Copies microfilmées, bobine C-13214.

CANADA. Archives Publiques du Canada. Recensement du Canada. 1891. Listes nominatives. Copies microfilmées, bobine T-6402.

QUEBEC. Archives de l'enregistrement (Bureau de Louiseville). Index des noms, Registres A et B, Index des immeubles, Registre de formation de sociétés (vol. 2).

QUEBEC. Archives de l'enregistrement (Bureau de Trois-Rivières). Index des noms, Registres A et B.

QUEBEC. Archives nationales du Québec. Trois-Rivières. Archives judiciaires du district de Trois-Rivières. Dossiers de la Cour Supérieure, 1860-1900.

QUEBEC. Archives nationales du Québec. Trois-Rivières. Archives judiciaires du district de Trois-Rivières. Registres des déclarations sociales (sociétés), 1849-1900. 4 volumes.

QUEBEC. Archives nationales du Québec. Trois-Rivières. Registres de l'état civil, 1850-1881. Registres de la paroisse de Saint-Antoine-de-la-Rivière-du-Loup et de la ville de Louiseville.

QUEBEC. Palais de Justice de Trois-Rivières. Registres de l'état civil, 1882-1900. Registres de la paroisse Saint-Antoine-de-la-Rivière-du-Loup et de la ville de Louiseville.

B- SOURCES IMPRIMEES:

1- Recensements du Canada:

CANADA. Recensement des Canadas, 1851-1852. 2 volumes. Québec, J. Lovell, 1853 et 1855.

CANADA. Recensement des Canadas, 1860-1861. 2 volumes. Québec, S.B. Foote, 1863 et 1864.

CANADA. Recensement du Canada, 1870-1871. 5 volumes. Ottawa, I.B. Taylor, 1873 et 1875.

CANADA. Recensement du Canada, 1880-1881. 4 volumes. Ottawa, McLean, Roger and Co., 1882-1885.

CANADA. Recensement du Canada, 1890-1891. 4 volumes. Ottawa, S.E. Dawson, 1893-1897.

2- Journaux:

Le Courier de Louiseville (1878-1896).

Le Courier de Maskinongé (1878-1885).

L'Echo de Louiseville (1894-1897).

Le Progrès de Louiseville (1897-1902).

3- Cartes:

QUEBEC. Ministère de l'énergie et des ressources. Service du cadastre. Plan officiel de la paroisse de Saint-Antoine-de-la-Rivière-du-Loup, comté de Maskinongé.

QUEBEC. Ministère de l'énergie et des ressources. Service du cadastre. Plan officiel de la ville de Louiseville, comté de Maskinongé.

4- Divers:

Cadastre abrégé des seigneuries de Trois-Rivières. Seigneurie de la Rivière-du-Loup, no 65. Québec, S. Derbyshire et G. Desbarats, Imprimerie de sa Très-Excellente Majesté la Reine, 1863. 33 p.

Almanach des adresses. Guide de la Cité et du Diocèse des Trois-Rivières. s.l., 1884.

Le guide (directory) de la cité et du district de Trois-Rivières pour 1867-1868. W.H. Rowen (ed.), Bureau de l'Ere nouvelle, Trois-Rivières, 1867.

C- DICTIONNAIRES, GUIDES ET INVENTAIRES:

Bouchette, Joseph. Description topographique de la province du Bas-Canada... Londres, W. Faden, 1815. 664 p.

- Bouchette, Joseph. A Topographical Dictionary of the Province of Lower Canada... Londres, Longman, Rees, Orme, Brown, Green and Longman, 1832. non paginé.
- Campagna, Dominique. Répertoire des mariages de la paroisse Saint-Antoine-de-la-Rivière-du-Loup ou Louiseville, 1714 à 1941. Cap-de-la-Madeleine, 1965. 360 p.
- Deschamps, C.E. Municipalités et paroisses dans la province de Québec. Québec, Brosseau, 1896. 1,295 p.
- Magnan, Hormidas. Dictionnaire historique et géographique des paroisses, missions et municipalités de la province de Québec. Arthabaska, Imprimerie d'Arthabaska, 1925. 738 p.

II-LES ETUDES

A- ASPECTS METHODOLOGIQUES:

- Fortier, Normand (1984). "Les recensements canadiens et l'étude de l'agriculture québécoise, 1852-1901" Histoire sociale, XVII (34): 257-286.
- Fortier, Normand. L'utilisation des recensements fédéraux canadiens pour l'étude de l'agriculture québécoise, 1852-1901. Mémoire de maîtrise (Histoire), Université d'Ottawa, 1983. 107 p.
- Gagan, David P. (1974). "Enumerator's Instructions for the Census of Canada 1852 and 1861" Histoire sociale, VII (14): 355-365.
- McInnis, Marvin (1981). "Some Pitfalls in the 1851-1852 Census of Agriculture of Lower Canada" Histoire sociale, XIV (27): 219-231.
- Séguin, Normand et Daniel Larouche (1975). "Les archives de l'enregistrement, des matériaux nouveaux pour l'histoire du Québec contemporain: l'exemple du bureau de Chicoutimi" Archives, VII (1): 24-55.
- Séguin, Normand et Daniel Larouche (1975). "Les archives de l'enregistrement: commentaire sur les sources de la propriété foncière" Archives, VII (2): 130-134.

B- OUVRAGES GENERAUX:

- Blanchard, Raoul. Le centre du Canada français, "Province de Québec". Montréal, Librairie Beauchemin Limitée, 1947. 577 p.
- Duby, Georges et Armand Wallon. Histoire de la France rurale. Tome 3: Maurice Agulhon, Gabriel Désert et Robert Specklin, Apogée et crise de la civilisation paysanne, 1789-1914. Paris, Ed. du Seuil, 1976. 573 p.

Hamelin, Jean et Yves Roby. Histoire économique du Québec, 1851-1896. Montréal, Ed. Fides, 1971. XXVIII-436 p.

Kesteman, Jean-Pierre. Une bourgeoisie et son espace: industrialisation et développement du capitalisme dans le district de Saint-François (Québec), 1823-1879. Thèse de doctorat, Université du Québec à Montréal, 1985.

Léon, Pierre. Histoire économique et sociale du monde. Tome 3: Louis Bergeron (dir.), Inerties et révoltes, 1730-1840. Paris, Librairie Armand Colin, 1978. 620 p.

Lintneau, Paul-André, René Durocher et Jean-Claude Robert. Histoire du Québec contemporain. De la Confédération à la crise (1867-1929). Montréal, Ed. du Boréal Express, 1979. 658 p.

Raffestin, Claude. Pour une géographie du pouvoir. Paris, Librairies Techniques (LITEC), 1980. X-249 p.

Weber, Eugen. La fin des terroirs. La modernisation de la France rurale (1870-1914). Traduit de l'anglais par Antoine Berman et Bernard Génias. Paris, Fayard et Ed. Recherches, 1983. 843 p.

C - INDUSTRIALISATION ET PROTO-INDUSTRIALISATION:

Attack, Jeremy (1986). "Firm Size and Industrial Structure in the United States During the Nineteenth Century" Journal of Economic History, XLVI (2): 463-475.

Berg, Maxine, Pat Hudson and Michael Sonenscher (eds.). Manufacture in Town and Country before the Factory. Cambridge, Cambridge University Press, 1983. IX-213 p.

Braun, Rudolf. "The Impact of Cottage Industry on an Agricultural Population", in David S. Landes (ed.), The Rise of Capitalism, New York, 1966: 53-64.

Braun, Rudolf (1967). "The Rise of a Rural Class of Industrial Entrepreneurs" Journal of World History, X: 551-566.

Clarkson, Leslie A. Proto-Industrialization: The First Phase of Industrialization? London, MacMillan Publishers LTD, 1985. 71 p.

Coleman, Donald C. (1983). "Proto-Industrialization: A Concept Too Many" The Economic History Review, XXVI (3): 435-448.

Deyon, Pierre (1979). "L'enjeu des discussions autour du concept de proto-industrialisation" Revue du nord, LXI (240): 9-15.

Deyon, Pierre (1984). "Fécondité et limites du modèle proto-industriel: premier bilan" Annales E.S.C., 39 (5): 868-881.

Faure, Alain (1986). "Petit atelier et modernisme économique: la production en miettes au XIX^e siècle" Histoire, économie et société, 4: 531-557.

- Houston, Rab and K.D.M. Snell (1984). "Proto-Industrialization? Cottage Industry, Social Change, and Industrial Revolution" The Historical Journal, 27 (2): 473-492.
- Jeannin, Pierre (1980). "La protoindustrialisation: développement ou impasse" Annales. E.S.C., 35 (1): 52-65.
- Jones, E.L. (1968). "Agricultural Origins of Industry" Past and Present, 40: 58-71.
- Kellenbenz, Hermann (1963). "Industries rurales en Occident de la fin du Moyen Age au XVIIIe siècle" Annales. E.S.C., 18 (5): 833-882.
- Kriedte, Peter, Hans Medick and Jürgen Schlumbohm. Industrialization before Industrialization. Rural Industry in the Genesis of Capitalism. Translated by Beate Schempp. Cambridge and Paris, Cambridge University Press and Editions de la Maison des Sciences de l'Homme, 1981. XII-335 p.
- Mendels, Franklin F. (1972). "Proto-industrialization: The First Phase of the Industrialization Process" The Journal of Economic History, XXII (1): 241-261.
- Mendels, Franklin F. (1981). "Les temps de l'industrie et les temps de l'agriculture. Logique d'une analyse régionale de la proto-industrialisation" Revue du Nord, LXIII (248): 21-33.
- Mendels, Franklin F. (1984). "Des industries rurales à la protoindustrialisation: historique d'un changement de perspective" Annales. E.S.C., 39 (5): 977-1009.
- Sée, Henri (1923). "Les origines de l'industrie capitaliste en France à la fin de l'Ancien Régime" Revue historique, 144: 187-200.
- Sokoloff, Kenneth L. (1984). "Was the Transition from the Artisanal Shop to the Nonmechanized Factory Associated with Gains in Efficiency? Evidence from the U.S. Manufacturing Censuses of 1820 and 1850" Explorations in Economic History, 21: 351-382.
- Thirsk, Joan. "Industries in the Countryside", in F.-J. Fisher (ed.), Essays in the Economic and Social History of Tudor and Stuart England, Cambridge, Cambridge University Press, 1961: 70-88.
- Tilly, Charles (1983). "Flows of Capital and Forms of Industry in Europe, 1500-1900" Theory and Society, 12 (2): 123-142.
- Verley, Patrick. La révolution industrielle, 1760-1870. Paris, M.A. Editions, 1985. 270 p.
- Zeitlin, Jonathan (1985). "Les voies multiples de l'industrialisation" Le Mouvement social, 133: 25-33.

D- SOCIETE RURALE ET AGRICULTURE:

Blouin, Claude. Matthew Moody, manufacturier de machines agricoles à Terrebonne, 1834-1887. Mémoire de maîtrise (Histoire), Université du Québec à Montréal, 1978. 181 p.

Blumin, Stuart M. "When Villages Become Towns. The Historical Contexts of Town Formation", in Derek Fraser and Anthony Sutcliffe, The Pursuit of Urban History, London, Edward Arnold, 1983: 54-68.

Bouchard, Gérard. "Sur l'historiographie des campagnes et des régions du Québec aux XIXe et XXe siècles: nouvelles propositions", in Histoire sociale, sensibilités collectives et mentalités. Mélanges Robert Mandrou, Paris, P.U.F., 1985: 561-571.

Courville, Serge (1980). "La crise agricole du Bas-Canada, éléments d'une réflexion géographique" Cahiers de Géographie du Québec, 24 (62): 193-224; 24 (63): 385-428.

Courville, Serge (1983). "Espace, territoire et culture en Nouvelle-France" Revue d'histoire de l'Amérique française, 37 (3): 417-429.

Courville, Serge (1985). "Le Saint-Laurent des uns... le Saint-Laurent des autres" Cahiers de Géographie du Québec, 29 (76): 119-125.

Courville, Serge. "Villages and Agriculture in the Seigneuries of Lower Canada: Conditions of a Comprehensive Study of Rural Quebec in the First Half of the Nineteenth Century", in D.H. Akenson (dir.), Canadian Papers in Rural History, vol. V, Gananoque, Langdale Press, 1986: 121-149.

Courville, Serge (1986). "L'habitant canadien dans la première moitié du XIXe siècle: survie ou survivance?" Recherches Sociographiques, XVII (2): 177-193.

Courville, Serge (1987). "Un monde en mutation: le Bas-Canada dans la première moitié du XIXe siècle" Histoire sociale, vol. XX, no 40: 237-258.

Courville, Serge (dir.). Rangs et villages du Québec: perspectives géo-historiques. Numéro spécial des Cahiers de Géographie du Québec, 28 (73-74), 1984. 332 p.

Courville, Serge et Normand Séguin. Le monde rural québécois au XIXe siècle. Ottawa, Société historique du Canada, 1989. 29 p.

Lebrun, François et Normand Séguin (dir.). Sociétés villageoises et rapports villes-campagnes au Québec et dans la France de l'Ouest, XVIIe-XVe siècles. Trois-Rivières, Centre de recherche en études québécoises, 1987. 416 p.

Robert, Jean-Claude (1972). "Un seigneur entrepreneur, Barthélémy Joliette et la formation du village d'industrie (Joliette), 1822-1850" Revue d'histoire de l'Amérique française, 26 (3): 375-395.

Séguin, Normand (dir.). Agriculture et colonisation au Québec. Aspects historiques. Montréal, Ed. du Boréal Express, 1980. 202 p.

E - LA MAURICIE ET LOUISEVILLE:

Audet, Louis-Philippe. "Mayrand, Etienne" Dictionnaire Biographique du Canada, vol. X: de 1871 à 1880, Québec, P.U.L., 1972, p. 551-552.

Gamelin, Alain. La Compagnie des moulins à vapeur de Pierreville, 1866-1906. Drummondville, La Société historique du centre du Québec, 1983. 84 p.

Gauthier, Benoît. La sous-traitance et l'exploitation forestière en Mauricie, 1850-1875. Mémoire de maîtrise (Etudes québécoises), Université du Québec à Trois-Rivières, 1984. 134 p.

Gauthier, Benoît. "L'entrepreneurship en Mauricie pré-industrielle: le cas de deux entreprises sidérurgiques de la seconde moitié du XIXe siècle", Communication présentée à La Société historique du Canada, Winnipeg (mai 1986), 26 p. (non-publiée).

Hardy, René, Jean Roy et Normand Séguin (1982). "Une recherche en cours: le monde rural mauricien au 19e siècle" Cahiers de Géographie du Québec, 26 (67): 145-154.

Hardy, René et Normand Séguin. Forêt et société en Mauricie. La formation de la région de Trois-Rivières, 1830-1930. Montréal, Ed. du Boréal Express / Musée national de l'Homme, 1984. 223 p.

Hardy, René et al. L'exploitation forestière en Mauricie. Dossier statistique: 1850-1930. Trois-Rivières, U.Q.T.R., 1980. 199 p.

Lanthier, Pierre. "L'industrie rurale dans le comté de Champlain", 78 p. (non-publié).

Lavoie, Guy. Crédit et activités foncières: étude de trois marchands ruraux du comté de Champlain en Mauricie (1850-1900). Rapport de recherche (Etudes Québécoises), Université du Québec à Trois-Rivières, 1986. 102 p.

Lesage, Germain. Histoire de Louiseville, 1665-1960. Louiseville, Presbytère de Louiseville, 1961. 450 p.

Morneau, Jocelyn. "Caron, Edouard" Dictionnaire Biographique du Canada, vol. XII: de 1891 à 1900, Québec, P.U.L. (à paraître).

Samson, Roch (1986). "Une industrie avant l'industrialisation: le cas des Forges du Saint-Maurice" Anthropologie et sociétés, 10 (1): 85-107.

Séguin, Normand (1982). "L'agriculture de la Mauricie et du Québec, 1850-1950" Revue d'histoire de l'Amérique française, 35 (4): 537-562.

Séguin, Normand, René Hardy et Louise Verreault-Roy. L'agriculture en Mauricie, dossier statistique: 1850-1950. Trois-Rivières, U.Q.T.R., 1979. 175 p.

Trépanier, Guy. Economie, population et mobilité géographique en milieu rural: la paroisse Sainte-Flore en Mauricie, 1860-1901. Mémoire de maîtrise (Etudes québécoises), Université du Québec à Trois-Rivières, 1983. 126 p.